

# cahiers

## LEON TROTSKY



### SOUVENIR DE 1936 TOME 1

**Ph. Robrieux** □ 1934, on tourne à Moscou (1<sup>ère</sup> partie). □  
**G. Vergnon** □ Le Socialist Party of America au début des  
années trente. □ **P. Broué** □ Espagne 1936 : Front  
populaire et politiques militaires. □ **J.-M. Girault** □  
Le P.C.F., l'armée et la défense nationale en France avant  
et après le pacte franco-soviétique.

27

septembre 1986

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*  
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 180 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.  
France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 370 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

Institutions :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 250 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.  
France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 500 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n<sup>os</sup> 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert

Publié avec le concours du Centre National des Lettres  
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

# cahiers LEON TROTSKY

N° 27

SEPTEMBRE 1986

SOUVENIR DE 1936

TOME I

ARTICLES

- Philippe Robrieux — 1934, on tourne à Moscou (1<sup>re</sup> partie) ..... 7  
Gilles Vergnon — Le Socialist Party of America  
au début des années trente ..... 27  
Pierre Broué — Espagne 1936 : Front populaire et politiques militaires ..... 53  
Jean-Max Girault — Le P.C.F., l'armée et la défense nationale en France  
avant et après le pacte franco-soviétique ..... 68

CHRONIQUE

- P.B. — Débat aux États-Unis sur le Front populaire et l'Histoire ..... 92

COLLOQUES

- Southampton, Montpellier, Marseille ..... 101

NOTES DE LECTURES

- Patrick v. zur Mühlen — *Spanien war ihre Hoffnung* ..... 104  
Claude Laharie — *Le Camp de Gurs 1939-1945* ..... 106  
Pavel et Clara Thalmann — *Combats pour la Liberté* ..... 107  
Marcel Oms — *La guerre d'Espagne au cinéma* ..... 108

LES DÉPARTS

- Harold R. Isaacs (1910-1986) ..... 110  
Jean de Lastérade de Chavigny (1910-1986) ..... 112

## Souvenir de 1936...

1986 est l'année du cinquantenaire de 1936. Les Cahiers Léon Trotsky, qui sont peut-être l'une des dernières revues d'histoire à s'intéresser à des « événements » comme les révolutions et les combats armés, sans compter les grèves, ne pouvaient pas ne pas marquer cette date par deux numéros axés sur cette année cruciale.

Il nous est pourtant très vite apparu que la date de 1936 pouvait tout au plus être retenue comme un « chapeau », en aucun cas comme un repère rigide. 1936 est certes l'année de la victoire du Front Populaire en Espagne et du début de la guerre civile, l'année aussi de la victoire électorale du Front populaire en France et de la vague gréviste de juin 1936 qui fit écrire à Trotsky que la révolution française avait commencé. Mais les événements et les aspirations qui donnent à l'année 1936 sa connotation populaire, ne sont pas réductibles à des consultations électorales et aux conclusions tirées par les forces politiques et sociales en présence. Une fois de plus, nous avons dû remonter dans le temps pour éclairer notre sujet et nous avons dû scruter les années trente. Gilles Vergnon, dont le sujet d'attache se situe dans les réactions dans le monde à l'avènement de Hitler, nous a donné deux études. L'une, sur le parti socialiste des Etats-Unis où mûrit la radicalisation, bien avant que les dirigeants syndicaux qui lancent le C.I.O. au bon moment, songent même à récolter de tels fruits. L'autre porte sur le rayon de Saint-Denis entre 1934 et 1936, quand un Doriot, qui n'est plus stalinien et pas encore fasciste, cherche sa voie — avec des milliers qui lui font, hélas, aveuglément confiance...

En ce qui concerne les appareils, il nous semblait utile de faire le point sur des travaux bien éparpillés et surtout répandus dans une ambiance de crédulité béate à l'égard des prétendues « révélations » des années de déstabilisation qui faisaient de l'époque du Front populaire un coup de soleil nommé Dimitrov ou Maurice Thorez sur le paysage désolé de l'histoire ouvrière ravagée par Staline : c'est que le Front populaire, seule époque encore attrayante aux yeux de beaucoup dans la politique stalinienne, souffrirait de se voir attribué à Staline, de trop noire réputation désormais. A partir du tournant français de l'Internationale et par conséquent du parti communiste, Philippe Robrieux, qui l'a reconstitué avec soin, a élargi son champ, établi des corrélations nouvelles, détruit utilement quelques légendes dans un grand article soigné. Jean P. Joubert a pris le relais à partir du VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste et curieusement montré que ce « grand » congrès d'une organisation cadavérisée n'a pas apportée ce que ses contemporains ont cru lui

voir apporter et qu'on peut même se demander si, mise en scène et orchestration mises à part, il a véritablement apporté quelque idée neuve qui n'ait pas déjà été mitonnée dans les cuisines du Kremlin.

Trois années avant la deuxième guerre mondiale, qui pesa de tout son poids sur les développements politiques, il était nécessaire de toucher aux questions de politique militaire sur lesquelles nous n'avions jamais fait aucune tentative. C'est pourquoi Pierre Broué s'en est pris aux politiques militaires à l'époque du Front populaire, cependant que Jean-Max Girault étudiait l'attitude du P.C.F. à l'égard de l'armée française, avant et après le pacte franco-soviétique le plus souvent appelé Laval-Staline, généralement considéré comme le tournant vers Jeanne d'Arc, la Marseillaise et le social-patriotisme rénové. Nos lecteurs remarqueront à ce propos l'apparition dans les Cahiers Léon Trotsky des courbes et des graphiques qui, avec l'histoire orale du n° 26 sur le Mexique, démontrent que nous ne sommes pas aussi « ringards » que pourrait le faire croire le silence presque absolu fait sur nos livraisons par presse et confrères, indépendamment d'ailleurs de toute option politique. C'est aussi pour faire honte aux gens bien informés qui ne remarquent pas ce qui est important et solide, que nous avons voulu pour ce numéro rendre compte pour nos lecteurs de ce grand débat engagé par Theodore Draper dans la New York Review of Books, sur le parti communiste des Etats-Unis et le Front populaire « revisités », mais aussi et surtout sur l'« ancienne » et la « nouvelle Histoire » et les ravages pas du tout innocents qu'elle fait pour des fins qui nous semblent inavouables dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier.

Parallèlement, Pierre Broué s'est attaqué à une légende déjà stabilisée en traitant pour nous de ce qu'il a appelé « la Non-Intervention soviétique en Espagne » dans la période décisive des premières semaines de la guerre civile. Gérard Roche rend compte des travaux récents sur l'histoire intellectuelle en France en relation avec le Front populaire. René Revol a repris l'histoire de la genèse du Frente popular en Espagne, cette création des républicains bourgeois saisie au vol par le P.C.E., mais dont on ne peut lui faire un « mérite » qui revient sans discussion politique aux Azaña et Prieto. Agnès Barcelo nous a confié des notes sur la comparaison qu'elle a faite entre Alliance ouvrière et Front national de libération au Brésil avec le passage du « front unique » au « Front populaire » dans un pays où la politique de Front populaire a pris la forme spécifique d'un accord avec un secteur de la bourgeoisie pour un pronunciamiento militaire dont nous ignorons s'il avait pour objectif de vaincre par lui-même ou d'empêcher préventivement le mouvement révolutionnaire qui s'annonçait à l'horizon et que la répression allait rendre impossible. Enfin, toujours désireux de nourrir la partie documentaire et poursuivant ainsi notre hommage postume, nous publions les lettres de Jean van Heijenoort à Trotsky pour la période 1935-1936.

Nous avons là un ensemble qui nous semble répondre de façon satisfaisante aux principales questions posées par l'année 1936. La politique de Front populaire est une politique qui répond aux besoins d'une fraction des classes dirigeantes du monde capitaliste après plusieurs années de dure crise écono-

mique et alors que se multiplient les manifestations de nationalisme belliqueux et les explosions sociales. « Réformateurs » ou « conciliateurs », des hommes politiques qui s'appellent Roosevelt, Daladier, Azaña, ont choisi de chercher à préserver la société bourgeoise en évitant le double danger qu'Azaña appelait « la tyrannie ou l'anarchie ». La « tyrannie », c'est le fascisme dont la menace a mobilisé dans la rue à partir de 1934 des foules ouvrières qui prennent ainsi conscience de leur force. L'« anarchie », c'est, selon Azaña, « le prolétariat en mal de révolution ». A des degrés divers, ils jugent sans doute plus ou moins inévitable une nouvelle conflagration mondiale dont on sait depuis 1933 que le principal instigateur se trouve à la tête du III<sup>e</sup> Reich. Cette politique, dans son ensemble et même si l'Espagne constitue le cas de figure le plus clair, est déjà élaborée dans les avenues du pouvoir quand l'Internationale communiste s'en aperçoit, la découvre, l'épousète, la cire en la parant des couleurs les plus séduisantes et l'orchestre avec le sens de l'agit-prop que personne ne songe à lui contester. C'est qu'elle constitue l'occasion qui permet de conclure et de sceller pour l'Union soviétique, première cible désignée de l'agression allemande, les alliances occidentales que convoite sa diplomatie. Ajoutons, comme l'article de Philippe Robrieux nous y invite, que cette politique-là répond de toute évidence également aux réflexes défensifs des nouveaux maîtres du Kremlin attachés à leurs privilèges et à leur monopole du pouvoir et conscients du danger qu'implique la nature mondiale d'une révolution ouvrière. Si nous ajoutons à cette caractérisation le fait que le Front populaire, quand il a été doté d'un programme, l'a été de celui de ses éléments les plus à droite, émanant des classes dirigeantes et que, chaque fois qu'il est parvenu au pouvoir, cela s'est toujours fait au début sous la forme du gouvernement des formations bourgeoises qui en font partie — du moins chaque fois que cela a été possible, l'exemple français constituant l'exception.

Le « souvenir » de 1936, tel qu'il subsiste vivace dans la mémoire populaire, n'est évidemment pas celui de la croisade de Francisco Franco, ni de la manœuvre azanienne pour utiliser contre ses propres intérêts « le prolétariat en mal de révolution ». Il n'est pas, non plus, selon les termes de la fameuse lettre de Staline à Largo Caballero, la découverte à travers les oracles de Moscou que « la voie parlementaire » était un « procédé de développement révolutionnaire » efficace... Le souvenir de 1936, c'est la puissance de la grève, le coude-à-coude des manifestations géantes, le combat pour ce qu'on croit la « lutte finale ». C'est la fraîcheur encore intacte des mots de « socialiste » et de « communiste », un monde qui sentait la révolution comme on sentait la poudre en ces mois de juin et de juillet où des millions d'hommes commençaient à penser qu'ils avaient enfin la possibilité de se battre et de vaincre, après tant de défaites.

Tel est, selon nous, le « souvenir de 1936 ». Le Front populaire, aujourd'hui comme hier, ne fait que ramasser les miettes et, comme le geai, se pare des plumes du paon qu'il a cherché à éclipser.

Une ultime remarque : ce travail présenté ici couvre deux numéros des Cahiers Léon Trotsky et, soyons francs, ce sont parfois les délais postaux ou les

*difficultés de chacun dans les mois précédents qui ont déterminé la place de chaque article dans les numéros 27 et 28. Aussi cette présentation est-elle valable pour le premier numéro comme celui qui est à venir en décembre. Nous nous efforcerons même d'offrir à ceux de nos lecteurs qui le désireraient un numéro double sous couverture unique.*

*Institut Léon Trotsky*

Philippe Robrieux

## 1934, on tourne à Moscou

### PREMIÈRE PARTIE

1934, au printemps, le Comintern et sa section française continuaient à dénoncer comme autant de traîtres à la cause du prolétariat tous ceux qui, à l'instar de Trotsky, osaient proposer, contre le nazisme ou le fascisme, la moindre alliance tactique avec un parti socialiste qu'ils qualifiaient systématiquement de « social-fasciste ».

Comme l'avait fait la section allemande face à la « résistible » ascension d'Hitler vers le pouvoir, Comintern et parti français persistaient à proclamer que fascistes et socialistes étaient « frères jumeaux », mais ne cessaient de s'appliquer à « porter le coup principal contre le parti socialiste » et contre la démocratie républicaine que ce dernier prétendait défendre.

En cette même année 34 pourtant, avant que l'été ne se fût avancé, le P.C. français exprimait solennellement sa volonté de s'entendre à n'importe quel prix avec les socialistes contre les fascistes. A l'entendre, du même coup, il fallait désormais, d'abord et avant tout, sauver la démocratie qui était jusque-là à détruire en priorité.

Depuis des années, les chefs du parti communiste français flétrissaient la C.G.T. de Jouhaux, en laquelle ils ne voulaient voir qu'une pure et simple ligue de mercenaires à la solde des capitalistes. Subitement, au même moment, ils se mirent à militer pour le retour de leur C.G.T.U. au sein d'une C.G.T. que Jouhaux ne pouvait que continuer à diriger.

Ils avaient anathématisé le parti radical, « le parti du Grand Capital », ils n'avaient maintenant de cesse de s'allier avec lui dans ce qu'ils nommaient depuis le début de cet été-là le Front populaire.

Jusque-là, ils étaient totalement anti-militaristes et anti-patriotes et les militants qui les suivaient dénonçaient violemment le drapeau tricolore, la *Marseillaise*, l'armée, ses maréchaux, ses grades, ses galonnés et toutes ses « gueules de vaches »<sup>1</sup> ainsi que l'Etat, la magistrature, l'Eglise et ses prêtres. Avant peu, les mêmes militants allèrent devoir tendre la main aux curés et revendiquer Jeanne d'Arc et Rouget de Lisle, tandis que la véhémence rubrique anti-militariste de *l'Humanité* et de *l'Avant-Garde* qui clouait au pilori les G.D.V.<sup>1</sup> allait se dissoudre en un pâle propos républicain.

Dans les premiers mois de 1934, délibérément seul contre tous, isolé et marginalisé, le P.C.F. ne comptait très probablement guère plus de 20 000 cotisants plus ou moins réguliers ; aux précédentes élections législatives, deux

ans auparavant, il avait publiquement obtenu 794 883 voix, soit 8,4 % des suffrages exprimés, alors que la S.F.I.O. et les radicaux en recueillaient respectivement 1 964 384 et 1 836 991 ; quant à sa centrale syndicale, la C.G.T.U., elle achevait tout juste de délivrer pour l'année 1933 une moyenne de 200 000 timbres<sup>2</sup> par mois à ses fédérations, soit quatre à cinq fois moins que la C.G.T. réformiste. Deux ans plus tard, après avoir totalisé lors des législatives, plus de 15 % des suffrages exprimés, solidement installé dans la nouvelle majorité parlementaire, bénéficiant de nombreuses faveurs du pouvoir qu'il soutenait, le Parti avait beaucoup plus de 100 000 adhérents et ses hommes exerçaient déjà une forte influence au sein de la C.G.T. réunifiée.

Dans les derniers jours de 1933 à Moscou, devant les responsables du Comintern<sup>3</sup>, Maurice Thorez, le jeune secrétaire politique du P.C.F., avait été bafoué par le lieutenant de Staline, Manouïlsky, celui-ci étant allé jusqu'à lui asséner qu'« il était trop servile pour devenir un véritable dirigeant »<sup>4</sup>.

A Moscou toujours, moins de deux ans plus tard, au 7<sup>e</sup> congrès du Comintern<sup>5</sup>, le même Thorez était couvert d'honneurs. Assis à la droite de Staline, il prenait sa part des innombrables hommages qui montaient vers la tribune et, secrètement, la décision de confectionner *Fils du Peuple* avait déjà été prise par le maître du Kremlin. Traité il y a peu par Manouïlsky comme un laquais, « Maurice », rayonnant, accédait aux privilèges du culte de la personnalité que Staline réservait aux *happy few* qu'il avait lui-même sélectionnés. Bientôt les initiés répèteraient à l'envi que Staline en personne avait dit alors « à Maurice » qu'il avait inventé une clé nouvelle pour faire avancer « l'Histoire ».

### La question

Au plus bas à Moscou à l'automne 1933, humilié encore à Moscou au printemps suivant, Maurice Thorez se retrouvait porté au pinacle à l'été 1935 et, dès janvier 1936, au congrès de Villeurbanne, ses propos tombaient comme autant d'oracles devant le premier congrès<sup>6</sup> entièrement préfabriqué de l'histoire du parti, avec ses congressistes enthousiastes qui se dressaient au moment voulu pour les acclamations et les votes unanimes. Alors qu'il devait encore répondre à des questions de délégués quant à la composition de la liste de noms proposés pour l'élection du comité central, à la fin du précédent congrès, moins de quatre ans plus tôt<sup>7</sup>, Thorez n'avait plus à s'expliquer, il ne lui restait qu'à énoncer les thèmes de la politique du Front populaire et à décréter des arrêts que les congressistes de janvier 1936 s'efforceraient d'appliquer de leur mieux. Il allait être le secrétaire général, avec l'autorité, les honneurs et les nouveaux privilèges attribués désormais aux hommes de son rang par Moscou.

Pouvoir, stratégie, tactique, principes, mentalité, en douze ans, tout achevait de basculer. Même si tout avait commencé bien avant, il y a peu de doute en tout cas que s'opèrent, en 1934-1935, au sein du P.C.F. des changements d'une ampleur et d'une portée historique sans précédent. Comment cela pût-il se faire ? Et surtout, comme tout cela fut-il possible en si peu de

temps ? Qui en décida ? Où ? Quand ? Comment et pourquoi ? Comment et pourquoi les militants, eux, l'acceptèrent-ils ? Quelles en furent les conséquences immédiates et plus lointaines ?

Telles sont les questions auxquelles l'historien doit s'efforcer de répondre. Pour tenter d'y voir plus clair, compte tenu aussi de la façon dont le problème a pu être posé, puis comme embrouillé à souhait, il est préférable d'opter pour la démarche qui consiste à commencer par l'exposé des événements qui ont compté pour le P.C.F., dans leur enchaînement, avant de procéder à des remarques et à certaines déductions sur leur causes et leurs conséquences.

### La succession des événements

Partie des Etats-Unis à la fin de 1929 début 1930, la crise déferlait sur l'Europe et sur le monde. Un temps épargnée par le jeu des barrières protectionnistes de son empire colonial et par les effets cumulés du retard relatif de son développement industriel, la France avait fini par se retrouver plongée dans un marasme économique généralisé.

Au tournant des années 33-34, la production industrielle tombait au-dessous de celle de 1913 et les produits agricoles s'entassaient faute d'acquéreurs. Les prix agricoles s'effondraient, les prix industriels ne cessaient de baisser et les revenus réels des salariés, des petits commerçants, des petits et moyens agriculteurs suivaient le même mouvement. Une chute d'autant plus brutale que les faillites se multipliaient<sup>8</sup> et que la situation de l'emploi s'aggravait terriblement : aux chômeurs complets qui étaient 1 200 000 en mars 1934 — alors qu'ils n'étaient que 400 000 juste un an avant — il fallait maintenant ajouter de 1 500 000 à 2 millions de chômeurs partiels. Tandis que quelque trois millions des leurs se trouvaient ainsi brutalement aux prises avec les pires difficultés d'existence, face à un patronat tout-puissant et arrogant, paralysés par la division syndicale et par la peur de perdre leur emploi, les travailleurs étaient inquiets, mécontents et amers. En proie au désespoir et à la colère, les paysans, de leur côté, réagissaient.

A l'extérieur, dans l'Allemagne toute proche, le dictateur Hitler — qui venait de quitter la Société des nations<sup>9</sup> — menaçait et l'horizon international se chargeait à nouveau de lourds nuages.

Achevant de démoraliser le Français moyen, les scandales se succédaient. Après celui d'Oustric et l'arrestation de Marthe Hanau, la directrice de *La Gazette de France*, « l'affaire Stavisky » défrayait la chronique. L'opinion publique avait découvert soudain que cet escroc, qui avait détourné plusieurs centaines de millions, bénéficiait de très hautes protections et qu'arrêté une première fois, il avait été très vite relâché, avait réussi à faire remettre son procès dix-neuf fois de suite et demeurait introuvable. Du coup, un profond courant anti-parlementaire se développait dans le pays, plus particulièrement au sein de la paysannerie et de la petite ou moyenne bourgeoisie, ainsi que chez les anciens combattants et chez les étudiants. La partie de la classe ouvrière influencée par le P.C. et par la C.G.T.U. était, elle aussi, très anti-parlementaire. De leur côté, des « Croix-de-Feu » du colonel de La Rocque à

l'Action française de Maurras et Daudet en passant par les Jeunesses patriotes de Taittinger et les députés, élus ou conseillers municipaux parisiens, admirateurs du fascisme mussolinien, les groupements et les organisations les plus à droite, les « ligues » exploitaient à fond les scandales pour tenter de déstabiliser à leur profit le régime parlementaire.

Face à ces « ligueurs » qui avaient l'appui d'une partie très importante de la grande presse, face à cette droite de combat qui multipliait les manifestations et semblait désormais avoir le vent en poupe, « les gauches » apparaissaient plus divisées que jamais. Non seulement parce que la direction du P.C. se préoccupait surtout de faire la guerre aux socialistes et... aux trotskystes, mais parce que la S.F.I.O. elle-même avait connu la scission en 1933, avec le départ des « néos », menés par Marcel Déat, le vainqueur de Duclos aux élections législatives de 1932, Adrien Marquet, le maire de Bordeaux, Pierre Renaudel, l'ancien collaborateur de Jaurès, accompagnés d'une trentaine de parlementaires, tous partisans de la participation aux gouvernements animés par les radicaux et « centristes » de l'époque, qui avaient fondé le parti socialiste de France, lequel avait déclaré vouloir moderniser le socialisme en l'adaptant aux exigences de l'heure.

Quant au pouvoir, il était paralysé par la démoralisation de la classe politique, par les perpétuelles hésitations du centre, par l'absence de majorité et par l'instabilité qui en résultait. Ainsi une crise de régime se greffait-elle sur la crise économique. Théoriquement donc, la situation était on ne peut plus favorable pour le P.C. et pourtant, pour sa direction comme pour Staline et le Comintern, 1933 avait été une année incertaine, difficile et dramatiquement tendue.

En U.R.S.S. même, fruit amer de la collectivisation forcenée, la grande famine avait, comme on le sait aujourd'hui, atteint son point culminant au printemps de 1933, et aux millions de paysans déversés dans le Goulag s'étaient ajoutés d'autres millions de morts de faim<sup>10</sup>. Laminés et brisés par l'industrialisation à outrance, épuisés par les queues sans fin, encore démoralisés par la triste comédie des élections et des réunions d'approbation unanime et enthousiaste à la stalinienne, accablés comme ils l'étaient, soit par des heures supplémentaires qu'ils étaient censés offrir gratuitement à « leur Etat socialiste », soit par « des simulacres périodiques d'emprunts volontaires, non seulement frustrés d'un salaire de famine, mais contraints de faire mine de s'en réjouir »<sup>11</sup>, sous-alimentés chroniques, les travailleurs soviétiques s'étaient retrouvés acculés, par dizaines de millions, à l'existence semi-animale des êtres perpétuellement obsédés par les problèmes de leur survie.

Contrastant plus que jamais avec le triste sort de ce prolétariat famélique, solidement campée sur ses privilèges, à grand renfort de magasins spéciaux débordant de denrées et de marchandises précieuses, de *datchas* luxueuses et de domesticité dévouée, la *nomenklatura* s'était cristallisée et hiérarchisée plus encore.

Faute de disposer de véritables données statistiques, il demeure encore impossible à l'historien d'aujourd'hui de prendre l'exacte mesure des rapports sociaux de ce temps-là. Toutefois, toutes les indications parvenues jusqu'à nous pendant la brève parenthèse khrouchtchévienne convergent

pour prouver que ceux-ci ne contenaient plus l'ombre d'un socialisme et que c'est précisément à cette date que la tension sociale, terrible depuis 1929, était devenue quasiment insoutenable. L'Etat stalinien étant alors le seul où l'on fusillait « des ouvriers sans défense, en expiation d'accidents dûs à l'usure du matériel ou à l'incurie administrative »... présentés par la propagande officielle comme autant de sabotages perpétrés par des agents de l'impérialisme étranger, le seul aussi « où les indigents risquaient la peine de mort pour des délits anodins comme le vol ou le glanage »<sup>12</sup>. Pour qu'un tel état de choses ait pu se perpétuer, encore avait-il fallu recourir à la répression la plus extrême. De fait, les documents soviétiques d'époque, telles que les archives de Smolensk, démontrent que celle-ci s'était accrue dans des proportions fantastiques à partir de 1929. Bien qu'elle fût confiée à une police et à une armée privilégiées entre les privilégiés, il n'était pas du tout certain au début de 1934 que la répression en question pût être continuée longtemps encore. La chose était d'autant moins évidente que le parti et la bureaucratie, eux-mêmes ébranlés par la gravité de la situation, commençaient à hésiter et à douter de Staline et de sa politique.

Frappé peu auparavant jusque dans sa propre famille par la montée des protestations qui s'était traduite par le suicide, le 8 novembre, de sa propre femme devenue contestataire, déjà menacé dans son pouvoir à l'intérieur, ce dernier se trouvait de surcroît confronté à une situation extérieure presque aussi dangereuse. Après avoir été contraint à un recul aussi précipité que peu honorable devant le militarisme du Japon conquérant la Mandchourie, la même, où, sur ses ordres, une armée soviétique avait infligé « une leçon » aux Chinois pour maintenir « les droits » de l'U.R.S.S. sur le chemin de fer, le chef génial se retrouvait brutalement confronté de l'autre côté à un danger hitlérien qu'il n'avait cessé de sous-estimer, faute d'avoir été en mesure de comprendre la signification réelle et terrifiante du nazisme. Manquant de repères intellectuels, inapte aux vues en profondeur comme à l'analyse des données nouvelles, Staline était peu enclin à abandonner la politique de la main tendue à l'Allemagne vaincue qui avait été élaborée et mise en œuvre dans le contexte international si radicalement différent du début des années vingt, quand il s'agissait de sortir la Russie révolutionnaire, totalement épuisée à la fin de la guerre civile, d'un isolement extrêmement dangereux pour elle.

Incapable de saisir toutes les conséquences du changement qui avait conduit l'Allemagne de la défaite et du régime impuissant de Weimar au Reich hitlérien bouillonnant d'énergie expansionniste, en même temps qu'il se refusait à percevoir la différence d'avenir et de nature qui existait entre ce dernier et les démocraties occidentales, le même Staline hésitait et sa conduite de la politique étrangère de l'U.R.S.S., faite de sondages contradictoires et de pactes de non-agression sans véritable portée, s'apparentait plus à une valse-hésitation qu'à un dessein stratégique et ne débouchait sur rien d'autre qu'un simple sur-place diplomatique.

Pour un Comintern désormais à la remorque de l'Etat russe, tout cela s'était traduit par une série de catastrophes, de la déroute de 1927 en Chine à la retraite sans combat et à la débandade de la section allemande de 1933. En

France même, bien que tout à fait pacifique, le recul du P.C. n'en prenait pas moins des proportions d'autant plus alarmantes qu'il avait été plus imprévu et demeurait totalement incompréhensible pour les stalinien.

Au début de 1932 déjà, convoqué à Moscou, pour y préparer le 7<sup>e</sup> congrès du P.C.F. qui devait se tenir en mars, Thorez s'était entendu expliquer par Piatnitsky, alors encore un des principaux dirigeants du Comintern, que le P.C.F. devait obtenir « au moins » 1 500 000 voix aux législatives du mois de mai suivant et il s'était même vu signifier que « le simple maintien des voix obtenues en 1928 serait considéré notamment comme... une preuve d'incapacité de la nouvelle direction »<sup>13</sup> qui venait d'être mise en place après « l'affaire du groupe Barbé-Célor-Lozeray ». Las, le parti avait encore reculé, et gravement, perdant plus du quart de ses 1 063 000 de 1928. Pire encore, non seulement les effectifs du parti et de la C.G.T.U., ou la diffusion de *l'Humanité*, persistaient à stagner au plus bas, quand ils ne régressaient pas encore, mais l'influence réelle de l'organisation, sa capacité d'action continuait à décliner tandis que se tassait le mouvement social. Ainsi, pour s'en tenir aux statistiques pourtant fort sujettes à caution de *l'Humanité* d'alors, y avait-il eu 1 700 grèves et 860 000 grévistes en 1930, 361 grèves ainsi que 198 000 grévistes en 1931 contre 495 grèves suivies par 140 000 grévistes en 1932<sup>14</sup>.

Bien entendu, ce n'était pas ainsi que militants et membres du parti voyaient la situation. Pour ce qui était de l'état du parti français, ils ne croyaient, eux, que *l'Humanité* annonçant grèves sur grèves, victoires sur victoires et manifestations toujours plus puissantes, titrant, au cours de la même année 1932, « 120 000 ouvriers dans la rue » pour rendre compte des obsèques du vieux communiste Camélinat<sup>15</sup>, retirant encore de même, toujours en 1932, pour l'enterrement du chômeur Frisch, abattu d'un coup de révolver au cours d'un affrontement avec les policiers, survenu à l'intérieur d'un chantier où le malheureux était venu manifester « contre le scandale des heures supplémentaires », le journal du parti sous-titrant alors : « Des soldats et des marins se joignent en cortège d'où montent les cris de 'à bas la guerre' et 'vivent les soviets' »<sup>16</sup>... Et, l'année suivante, en 1933, le 4 septembre, ils avaient encore exulté en lisant le compte rendu de la Fête de *l'Humanité* : l'organe du P.C. expliquait que l'on pouvait « estimer » qu'il était « arrivé », à 10 heures du matin, « déjà... autant de monde que l'an dernier dans toute la journée »<sup>17</sup>.

Pour ce qui était du Comintern, aux yeux du parti militant tout entier, cette même période avait été celle du triomphe du dirigeant Dimitrov, acquitté et arraché à ses geôliers hitlériens, qu'il avait publiquement confondus, grâce à une mobilisation formidable des peuples et des grands intellectuels<sup>18</sup>, et ils l'avaient vécu comme l'affaire Dreyfus du communisme.

Quant à l'U.R.S.S., « l'Internationale » n'avait-elle pas célébré solennellement « les résultats grandioses »<sup>19</sup> du premier Plan quinquennal, en affirmant non moins solennellement que le niveau de vie des travailleurs soviétiques, qui ne cessait de s'élever, commençait à atteindre au bien-être et en expliquant que « l'édification socialiste victorieuse en Union soviétique » acti-

vait encore « la maturation de la crise révolutionnaire » dans les pays capitalistes et coloniaux ! Puisqu'il en était ainsi, il fallait s'employer davantage à exalter « les succès grandioses » de la Russie nouvelle. On avait donc fait donner *l'Humanité* et les leaders les plus populaires, les deux grands orateurs Cachin et Vaillant-Couturier. Le second spécialisé depuis longtemps dans l'éloge des réalisations soviétiques<sup>20</sup>, avait été particulièrement mis à contribution. De retour d'un congrès pacifiste, il avait publié le 12 octobre 1933 un « Paris-Shanghai-Moscou-Paris » débordant d'optimisme. Un an auparavant, il avait signé à la une du quotidien du parti un retentissant : « Travailleurs socialistes, allez voir l'U.R.S.S. », avec, au-dessous, une photo représentant de superbes immeubles de trois ou quatre étages, accompagnés d'une légende portant la mention « habitations ouvrières à Bakou », et son article avait encore une fois été suivi d'une nouvelle campagne de publications, de réunions et de projections de films de propagande soviétiques, vantant le barrage géant du Dnieprostroï et les grandes réalisations industrielles du premier Plan quinquennal<sup>21</sup>.

« En U.R.S.S. », tel était maintenant le leit-motiv du parti. « En U.R.S.S. », même Edouard Herriot, qui en revenait, ne tarissait pas d'éloges.

La famine ? Une invention de la bourgeoisie ! La preuve, le prestigieux leader radical venait de l'apporter lui-même, en déclarant : « J'ai traversé l'Ukraine. Eh bien, je vous affirme que je l'ai vue telle un jardin en plein rendement ». Herriot, précisant encore : « On m'assure, dites-vous, que cette contrée vit une époque attristée [...] Pourtant, je me suis fait conduire dans les endroits qu'on disait éprouvés. Or, je n'ai constaté que la prospérité ». Mieux, *l'Humanité*, qui avait reproduit et commenté d'abondance toutes ces déclarations du récent Président du Conseil, avait pu mettre en exergue dans un sous-titre une autre citation-choc : « La Russie est un pays qui tend vers une puissance qui sera de l'ordre de grandeur des États-Unis »<sup>22</sup>. En ce 15 septembre 1933, les communistes de la base qui prennent connaissance de ces réactions de leur vieil adversaire Edouard Herriot se disent : « Faut-il que nous ayons raison, pour que même lui l'admette ! ». Quant aux « cadres du parti », qui ont vu l'U.R.S.S., quant à ceux qui ont vu de leurs yeux la misère et l'énormité des privilèges, ceux qui, comme André Ferrat<sup>23</sup> savent que la famine est une réalité, au moment même où ils se servent des prises de position de Herriot... pour la nier et donner à croire que tout allait bien, ceux-là s'arrangent avec leur conscience. Nombre d'entre eux, surtout les « jeunes cadres » récemment promus comme Fernand Grenier<sup>24</sup> s'expliquent l'ampleur des inégalités sociales découvertes là-bas par l'émergence d'une sorte de nouvelle noblesse du travail.

À voir les grands noms, André Gide et tant d'autres qui se sont joints à eux pour défendre Dimitrov, militants et responsables se disent : « Si eux viennent à nous... » Pour avoir entendu le grondement impressionnant du cortège qui a défilé dans les rues de Paris pour Frisch, à sentir que l'on a retrouvé la force des foules révolutionnaires, en oubliant que celle-ci saluent ainsi leurs morts depuis plus d'un siècle à Paris, les uns et les autres se répètent qu'ils n'ont pas « pas vu ça depuis longtemps », et ils se persuadent que la vague se lève.



U.R.S.S., Comintern, parti, personnalités et grands intellectuels que l'on attirait, foules que l'on rassemblait et photos impressionnantes, tout se conjuguaient pour les convaincre qu'ils étaient « forts » et que l'Internationale avait eu parfaitement raison de classer la France parmi les pays où se manifestait plus particulièrement « une forte poussée du mouvement révolutionnaire contre la guerre. »<sup>25</sup>

Oubliée la victoire de Hitler, négligés les avertissements de Trotsky<sup>26</sup> et des trotskystes en qui les militants ne voulaient voir que d'éternels « criticaill-leurs ». Emportés par le vent d'optimisme qui soufflait de l'Est, entraînés par les hommes de confiance du Comintern, contrôlés par la « section des cadres », jeune appareil et base populaire étroite, faite pour l'essentiel d'O.S. de vingt ans, batailleurs, politiquement frustes et impulsifs, à l'horizon borné par de dures conditions de vie, et d'ouvriers plus âgés qui restaient au parti par anti-militarisme parce qu'ils se rappelaient les souffrances de la guerre, tous « suivaient » les grands dirigeants.

En fait, seule la croyance littéralement magique en la révolution pour demain, maintenait en vie une organisation française dont, par ailleurs, plusieurs parmi les responsables les plus importants étaient en réalité démoralisés, quand ils ne commençaient pas à douter sérieusement de l'avenir de Staline et de son système. C'était vrai pour Doriot qui avait déjà viré en 1933 au cynisme<sup>27</sup>. C'était maintenant le cas de Ferrat — littéralement choqué par le triomphe du nazisme et par l'effondrement du P.C. allemand, ce dernier n'avait pas pu supporter plus longtemps les accents triomphateurs du présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste qui, après avoir affirmé que « la ligne politique, la politique d'organisation du Comité central du P.C. allemand avec Thaelmann à sa tête » avaient été « parfaitement justes », allait jusqu'à assurer : « La poussée révolutionnaire grandira inévitablement en Allemagne..., l'instauration de la dictature fasciste ouverte dissipant toutes les illusions démocratiques des masses et libérant celle-ci de l'influence de la social-démocratie, accélère la marche de l'Allemagne vers la révolution », avant d'oser appeler « les masses aux batailles révolutionnaires décisives, au renversement du capitalisme, au renversement de la dictature fasciste par l'insurrection armée »<sup>28</sup>.

A Paris, au bureau politique qui avait suivi, courant avril, Ferrat avait critiqué la politique du Comintern en Allemagne. Soumis aussitôt à une très forte pression<sup>29</sup>, il avait fini par céder et avait fait son autocritique au cours de la réunion du comité central de juillet de cette même année 1933. Ecœuré et traumatisé, il avait alors envisagé pour la première fois l'idée d'engager la lutte contre le Comintern. Dans cette perspective, il avait sondé Doriot, noué des contacts avec le Polonais Georges Kagan, l'adjoint de Fried au sein du collège de direction mis en place par Moscou pour surveiller la direction du P.C., puis avec d'autres dont nous ignorons les noms.

Comme, de son côté, l'un des secrétaires du Comité central, Vassart, le responsable de l'appareil clandestin, travaillé lui aussi par le doute, se tenait — prudemment — en liaison avec Doriot..., au sein du haut appareil, placés comme ils l'étaient, les mécontents commençaient à se compter à et à compter, avec le sentiment plus ou moins nettement partagé qu'ils pour-

raient peut-être peser sur les événements. Ils n'allaient pas tarder à déchanter.

Vassart, par exemple, avait réfréné ses sentiments et était resté sur la réserve quant à la critique, en partie parce qu'il avait « attendu un tournant de l'exécutif de l'I.C. à l'occasion de sa XIII<sup>e</sup> session qui devait s'ouvrir à la fin de l'année, le 28 novembre 1933<sup>30</sup>. Las, comme il devait le noter lui-même mélancoliquement plus tard, il n'y eut rien d'autre à cet exécutif qu'une « nouvelle accentuation du sectarisme, de nouveau justifiée par une soi-disant perspective révolutionnaire »<sup>31</sup>. Plus grave encore peut-être, Thorez fut contraint de faire son autocritique. Il dut se reprocher « une sous-estimation du rôle du parti socialiste et de la C.G.T. » comme « agents de l'influence de la bourgeoisie impérialiste dans les rangs de la classe ouvrière »<sup>32</sup>. Quand on sait que Berlioz avait pu accuser encore au printemps de 1932 les socialistes d'être de purs et simples agents des services secrets des renseignements français<sup>33</sup>, on comprend ce que de telles paroles voulaient dire et les réflexes qu'elles suscitaient.

Cela n'empêcha pas Thorez de déplorer, toujours devant l'exécutif, que le « C.C. » n'ait « apporté qu'une correction timide, des fautes de droite et ce qui est plus grave » que « nous-mêmes n'en ayons pas toujours saisi la gravité ». Et de dénoncer dans la foulée les communistes qui « se sont déclarés prêts à défendre les libertés républicaines, les conquêtes de 1789, contre le fascisme et surtout contre le fascisme en Allemagne », à l'issue d'un meeting organisé à Troyes en commun « avec les éléments socialistes ou de petite bourgeoisie radicale ». Même au sein d'Amsterdam-Pleyel, pourtant très à la remorque du Comintern, Thorez discerne alors, pour la critiquer sévèrement, une « intervention insuffisante » de l'organisation ainsi que « la tendance à composer avec les éléments petits-bourgeois et intellectuels socialistes qui participent au mouvement », et « la tendance à masquer le drapeau du parti communiste ».

Il n'y a d'ailleurs pas que la base, les cadres ou le comité central qui soient, selon Thorez, défaillants. Il y a le fait beaucoup plus grave que « toute la direction ne lutte pas pour l'application ferme de la ligne du parti dans les questions du Front unique et du combat contre la social-démocratie ». Même là, dans ce qui devrait être aux yeux des hommes de Staline le saint des saints français, monolithiquement uni dans une obéissance sans faille, « des hésitations et des doutes se sont manifestés à plusieurs reprises » et d'aucuns ont cru « possible de s'adresser aux chefs de la fraction Blum - Paul Faure sous prétexte de les démasquer »<sup>34</sup>. Il y a donc là une situation dangereuse, puisque, même au sommet du P.C., est ainsi « fréquemment [...] remise en cause la ligne fondamentale de l'I.C. »<sup>35</sup>.

L'intervention de Thorez avait été préparée à l'avance et plus exactement dictée par Manouïlsky et ses collaborateurs ; de tels propos signifiaient qu'un remaniement de la direction du P.C.F. avait d'ores et déjà été décidé par le Comintern<sup>36</sup>. Informé régulièrement par Fried et par d'autres canaux de l'évolution inquiétante de deux des secrétaires de fait du parti, à savoir Ferrat et Vassart, sachant que ceux-ci risquaient de se laisser entraîner par Doriot, membre du bureau politique, sachant peut-être aussi déjà que Georges

Kagan, du collège international de direction, était contaminé, le Comintern avait pris des mesures en conséquence <sup>37</sup>.

Vassart se voyait appeler à Moscou, pour y remplacer Marty au poste de représentant du parti français auprès du Comintern. Marty devenait responsable politique de *l'Humanité*, à la place de Ferrat, qui ne gardait que la section coloniale, et Soupé recevait momentanément la charge de la section d'organisation, tandis que Monmousseau devait, lui aussi, venir à Moscou prendre des responsabilités au Profintern. De la sorte, on séparait Vassart et Doriot, on isolait Ferrat à la section coloniale qui dépendait du seul Comintern, en l'enlevant de *l'Humanité* qui était une source de contacts innombrables avec les autres dirigeants du P.C.F., on prémunissait Monmousseau — que l'on jugeait fragile — contre de mauvaises influences et l'on pensait ainsi prévenir tout danger de cristallisation et de constitution « d'un groupe d'opposition » <sup>38</sup>, les mutations décidées devant devenir effectives dès la fin de janvier 1934.

### Le P.C. dans le tourbillon

Pour éviter que la section française ne cède à la tentation d'une politique « unitaire » et « antifasciste », les responsables du Comintern venaient tout juste de verrouiller l'appareil quand les événements se précipitèrent. Le 8 janvier, dans de troubles circonstances, Stavisky trouvait la mort dans un chalet de montagne, au moment où il allait être arrêté. Officiellement il y avait eu suicide, mais le numéro suivant du *Canard enchaîné* titrait « On a suicidé apparitions ». *L'Humanité* pour sa part avait immédiatement accusé le gouvernement d'avoir fait « abattre l'escroc ». Mais en face, les « Liges » s'étaient aussitôt déchaînées, multipliant des manifestations de rue de plus en plus dures que la grande presse se mit à représenter avec une complaisance grandissante, les grossissant et donnant ainsi à l'opinion publique le sentiment d'assister à l'ultime phase de la décomposition de la république parlementaire.

Au sein de la gauche et dans les syndicats réformistes en revanche, dans de nombreux secteurs, on commença par ne pas prendre l'affaire très au sérieux. Le Comintern, son envoyé Fried, et Thorez, quant à eux, demeurèrent impavides. Devant le comité central réuni le 24 janvier, ce dernier se borna à noter les progrès « des partis ouvertement réactionnaires et de tendance fasciste », et il n'en assura pas moins que « tous les partis de la bourgeoisie, y compris les fractions de la social-démocratie coopèrent à l'œuvre de fascisation ». Dans ces conditions, il ne fallait rechercher « en aucun cas un accord avec la direction du Parti socialiste, considérée à juste titre comme des ennemis » <sup>39</sup>, parce que la solution au problème posé résidait toute entière dans le titre donné au rapport : « En avant vers l'issue révolutionnaire de la crise ».

Mais, après avoir entendu le rapport, Doriot se leva pour le critiquer et suggérer un changement d'orientation, en proposant de nouveau, comme il venait, semble-t-il, de le faire devant le bureau politique, de « compléter » la tactique de Front unique à la base par des « propositions opportunes au som-

met » et en justifiant ses propositions par la situation nouvelle que créait, selon lui, une montée du fascisme qu'il jugeait dangereuse <sup>40</sup>. Bien qu'il ne se fût pas opposé là frontalement à la politique du Comintern, Doriot fit néanmoins un pas de plus dans la voie de la révolte en votant contre la résolution proposée au comité central et que ce dernier allait approuver, à l'exception de Ferrat qui, lui, s'abstint.

Abstention ou vote contre, la différence importait peu : les deux hommes venaient de commettre l'erreur, capitale aux yeux des lieutenants de Staline, de rompre la discipline et la solidarité ministérielle qui devaient obligatoirement unir les membres du bureau politique dans leur comportement devant le comité central <sup>41</sup> et le Comintern se devait de les sanctionner rapidement. Il ne l'avait toujours pas fait quand éclata le coup de tonnerre du 6 février.

### Les journées de février 1934

Ce matin-là, une manifestation de plus avait été annoncée par les « Liges ». Prévue, comme les précédentes, pour le début de la soirée aux alentours du Palais-Bourbon, elle bénéficiait toutefois d'une publicité toute nouvelle et de grands journaux avaient même inséré des appels à y participer. Dans les milieux bien informés, on « chuchotait » qu'une sorte de « complot se tramait à l'Hôtel de Ville » <sup>42</sup>, autour des conseillers les plus à droite qui aspiraient à la formation d'un gouvernement plus autoritaire et plus réactionnaire. De son côté, *l'Humanité* du même jour paraissait avec un gros titre à la une appelant à manifester « dans les usines, aux chantiers et dans les gares ». Egalement à la une et en gros caractères, le sous-titre expliquait pourquoi et donnait « la ligne » à suivre : « Sous prétexte du départ de Chiappe <sup>43</sup>, les organisations fascistes et les troupes gouvernementales sont mobilisées contre les travailleurs. Un débat violent agitera ce soir la Chambre. Nombreuses actions ouvrières pour les revendications, contre le gouvernement des gauches et le fascisme » <sup>44</sup>. De plus, toujours à la une, par l'intermédiaire de l'A.R.A.C. <sup>45</sup>, le Parti appelait les anciens combattants qui le suivaient à rejoindre la manifestation convoquée pour 20 heures au Rond-Point des Champs-Élysées par la très nationaliste et très réactionnaire Union nationale des Combattants <sup>46</sup>. Même s'il précisait qu'il s'agissait pour lui de manifester pour « d'autres buts » que ceux des anciens combattants nationalistes, même s'il dénonçait ensuite sur le même ton le gouvernement Daladier et les Liges, U.N.C. en tête, l'appel de *l'Humanité* ne pouvait que contribuer à grossir le flot des manifestants, les communistes du P.C.F. se retrouvant submergés par les « ligueurs » en raison du rapport des forces. Ce fut très exactement ce qui se produisit.

Mais en sus, la manifestation tourna à l'émeute. Dans la mêlée, des militants du P.C. en vinrent à se battre contre la police, au coude-à-coude avec les royalistes et autres nationalistes. Débordés, les gardes mobiles tirèrent, fauchant par dizaines les manifestants qui tentaient de s'ouvrir un chemin jusqu'au Palais-Bourbon. Devant une situation aussi menaçante, à l'intérieur de la Chambre quasi assiégée, Doriot et Renaud Jean se décidèrent à effectuer

une démarche auprès de Thorez. Ils lui demandèrent de lancer un appel à la classe ouvrière et d'entrer aussitôt en négociation avec le Parti socialiste, dont les fédérations parisiennes venaient précisément de proposer au P.C. l'unité d'action. Maurice Thorez leur répondit que les décisions de « l'Internationale » interdisaient tout contact et a fortiori, toute entente au sommet avec les réformistes. Du même coup, une délégation socialiste, qui s'était présentée peu après minuit à *l'Humanité* avec une proposition de manifestation commune pour la réalisation de l'unité d'action antifasciste, se vit purement et simplement éconduire...<sup>47</sup> Le lendemain 7 au matin, en apprenant que le sang avait coulé en plein Paris, la France se réveilla en état de choc. Le parti, lui, rendait compte des événements à sa façon : « Contre les fascistes, contre la Démocratie qui se fascise... Paris ouvrier a riposté ! », expliquait-il. Et de clamer : « Tandis que les balles des gardes mobiles couchaient douze morts et près de 200 blessés sur le pavé, le Parti socialiste donne sa confiance au gouvernement »<sup>48</sup>, de conduire les militants à dénoncer pêle-mêle les Ligues, Daladier « le fusilleur » et le Parti socialiste, « dernier rempart de la société capitaliste ».

Dans l'après-midi, la démission de Daladier était annoncée. Un président du conseil se retirant, sous la pression de la droite et de l'extrême-droite de combat, le pouvoir vacant, des « fonctionnaires d'autorité » dont beaucoup sympathisaient déjà avec les ligueurs, l'appareil d'Etat risquait du coup de basculer très vite du côté des Ligues. Face à cette situation devenue en quelques heures dangereusement incertaine, la C.A. de la C.G.T. (réformiste) décidait d'appeler à une grève générale pour le lundi suivant, 12. Quelques heures plus tard, informé de cette décision par des représentants de la grande centrale syndicale, au cours d'une réunion à laquelle participait également, entre autres, la Ligue des droits de l'Homme, le parti socialiste reportait au même jour la manifestation qu'il venait de convoquer pour le 8<sup>49</sup> et qui se trouvait interdite. Absente à cette rencontre, la direction du P.C. demeurait de marbre : appliquant les directives de Fried, lequel s'en tenait, en l'absence de nouvelles consignes, à la ligne du Comintern. La direction en question avait déjà décidé d'organiser sa propre manifestation pour le 9. Mais le gouvernement l'avait également interdite. Thorez avait à nouveau consulté le chef des *missi dominici* cominterniens. Puis le bureau politique avait été réuni, pour s'entendre demander de décider :

- 1) le maintien de la manifestation du 9 malgré son interdiction,
- 2) la clandestinité pour chacun de ses membres, donc leur non-participation à ladite manifestation, le tout motivé par les menaces d'arrestation qui étaient censées peser sur ses membres.

La première « proposition » ne semble pas avoir soulevé de gros problèmes, la seconde suscita par contre une protestation énergique de Doriot. Il dénonça la méthode qui consistait pour « des dirigeants » à pousser des militants ouvriers de base dans une dure bataille sans s'y engager eux-mêmes<sup>50</sup>. Mais il ne fut pas suivi et demeura, apparemment du moins, quasiment isolé dans son opposition déclarée. Il n'en fut pas de même le soir, dans la grande salle de la Grange-aux-Belles, où les membres du parti de la région parisienne avaient été convoqués par la direction : « Thorez avait évoqué la lettre des

socialistes et repris ses accusations habituelles contre leur parti, rejetant leurs propositions d'action commune ». Mais, à en croire Adrien Langumier, Doriot et Renaud Jean s'étaient levés et s'étaient « prononcés pour une réponse favorable »<sup>51</sup>. Rendus tout à fait convaincants par « la menace fasciste » qui semblait grandir encore, leurs arguments furent simples et directs : Ils expliquèrent tous deux que « refuser l'Union » serait « une erreur et une faute dont les travailleurs risquaient de faire les frais ». Leurs interventions portèrent et « une grande partie de la salle » commença à démontrer qu'elle « partageait » leur « point de vue ». Déjà en difficulté, la direction se trouva très vite débordée. Il lui fallut renoncer à faire approuver sa position par l'assemblée. Non seulement il n'y eut pas de vote, mais la réunion se termina dans « la confusion »<sup>52</sup>. Tandis que ses dirigeants disparaissaient dans leur clandestinité, faite de « planques » de banlieue ou de grande banlieue, à la sortie de la Grande-aux-Belles, le Parti se retrouvait avec deux de ses dirigeants parmi les plus populaires et une grande partie de sa base parisienne en état de rébellion : les « régions » parisiennes étant pour l'appareil de loin les plus importantes, la crise était sans précédent.

Le lendemain, il fallut beaucoup de courage à ces mêmes militants pour aller manifester à l'appel du Parti, entre la gare de l'Est et la place de la République. Au départ, il était déjà certain que les forces de l'ordre seraient sans pitié. Dès que les manifestants commencèrent à se regrouper, dans une nuit glaciale qu'un épais brouillard rendait encore plus sinistre, des heurts violents se produisirent avec les policiers et les gardes mobiles. Bientôt des coups de feu claquèrent et les militants communistes commencèrent à tomber. Ils furent pourtant un certain nombre à faire face et à se battre avec acharnement durant plusieurs heures. Parmi eux, à leur tête, un seul membre du bureau politique, Doriot, qui avait refusé d'appliquer les décisions de non-participation de la direction.

À la fin de la manifestation, dans un café du boulevard Sébastopol, au beau milieu de maires et de conseillers généraux du Parti, Doriot, qui avait perdu dans la bagarre son écharpe de député et qui saignait encore du visage, « dénonçait » — avec le succès que l'on imagine — « les lâches », Thorez, Duclos, Gitton, Guyot, Frachon, qui, disait-il, après avoir envoyé les travailleurs au casse-pipe, avaient disparu pour se mettre à l'abri »<sup>53</sup>.

La popularité de celui qui apparaissait déjà, au vu et au su du Parti militant, comme le chef de file de l'opposition unitaire, s'était encore accrue dans des proportions fantastiques, avec tout ce que cela entraînait comme risque supplémentaire pour une direction qui avait disparu au moment du danger et se retrouvait du coup sévèrement jugée par la base militante.

Et c'est dans une ambiance déjà presque aussi tendue, que le bureau confédéral de la C.G.T.U. s'était réuni vraisemblablement le soir du 8, ou dans la nuit du 8 au 9 février. Après la violente offensive de la droite de combat le 6 février, après la démission du gouvernement Daladier qui s'en était suivie, et à la veille de la grève générale anti-factieuse du 12 à laquelle appelait une C.G.T. soutenue par la S.F.I.O. et par l'ensemble de la gauche non-communiste, à quelque bord qu'ils appartenissent, tous les politiques un tant soit peu capables d'analyser la situation comprenaient que l'ancien Prési-

dent de la République, rappelé de sa retraite de Tournefeuille dans la banlieue toulousaine, le pâle et quelque peu insignifiant Gaston Doumergue, « le centriste » comme on dirait aujourd'hui, le nouveau président du conseil, qui était en train d'installer ses ministres... ne pouvait que présider un gouvernement de transition incertain, qui était — et se savait — destiné à céder la place aux vainqueurs, dès que les forces antagonistes auraient réussi à se départager. A l'évidence donc, après l'assaut du 6, tout ou presque dépendait de la vigueur de la contre-attaque du 12.

Autant dire que la réunion du bureau confédéral de la C.G.T.U. s'ouvrait à un moment décisif. Sa « préparation » et son déroulement furent également déterminants pour la suite, du moins en ce qui concerne le P.C.F. Une seule question se posait : fallait-il ou non appeler à une grève générale décidée et organisée par les réformistes dont le Comintern persistait à rechercher la destruction immédiate ? D'un côté, tous les témoignages concordent : l'émotion était à son comble et la base ouvrière de la C.G.T.U. exerçait une formidable pression sur ses dirigeants en faveur de l'unité pour le 12. Mais pouvait-« on » proclamer l'unité avec les socialistes et avec les réformistes de la C.G.T. quelques heures seulement après que l'« on » ait décidé de lancer les militants dans de dures et sanglantes batailles de rue <sup>54</sup>, avec comme mot d'ordre : « dissolution des Ligues fascistes », mais aussi « à bas le gouvernement Daladier-Frot » et surtout avec l'idée qu'il fallait jeter à bas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le parti radical et le parti socialiste !

L'historien aimerait pouvoir reconstituer avec précision cette réunion et tout ce qui l'a précédé ou la suivit. Malheureusement, les rapports et comptes rendus demeurent inaccessibles puisque conservés dans les archives du Comintern et du Profintern — qui plus est, seules quelques bribes de témoignages fiables, épars et difficilement utilisables, surnagent au beau milieu du flot propagandiste qui s'est déversé, noyant totalement cet épisode déterminant pour la compréhension des événements. A partir de cette réunion du bureau confédéral C.G.T.U., tout, y compris sa date, devient ou demeure terriblement flou et mystérieux. Tout au plus sait-on par Adrien Langumier qui était alors personnellement présent — mais qui la date, à tort, du 10 — que les ou que des secrétaires de l'U.D. de la région parisienne participèrent à cette réunion. Ce même témoin révélant que « Racamond et Monmousseau avaient expliqué que les dirigeants du P.C. étaient introuvables et qu'il appartenait aux participants « de décider ». Plus extraordinaire encore était « l'absence de directives du Parti » <sup>55</sup>. Devant cette situation, « Racamond, Henri Raynaud, Arrachard, Berrar, Dudilieux et Langumier furent d'accord pour une grève dans l'unité, Monmousseau se ralliant à leur point de vue après quelques hésitations » <sup>56</sup>

Que la direction du P.C.F. — et au-delà d'elle, le Comintern — n'ait pas donné la ligne à suivre au bureau, voilà qui est déjà fort étrange et même stupéfiant, tellement le fait est contraire aux habitudes et aux méthodes du Comintern de Staline. Mais à ce premier mystère s'en ajoute un second, puisque nous savons par le témoignage d'André Ferrat, lequel le tenait lui-même de Georges Kagan, l'adjoint de Fried, le chef du « collège de direction auprès

du P.C. français » dudit Comintern, que c'est Frachon qui intervint auprès de ce dernier, pour le convaincre d'orienter le mouvement vers l'action commune avec les réformistes le 12 février. Or le même Frachon n'est pas mentionné dans le compte rendu de la réunion du 8 (?) février du bureau confédéral de Langumier, lequel assure, par contre, on l'a vu, qu'il avait déjà plongé dans la clandestinité <sup>57</sup>. Faut-il en conclure que le dit Frachon assurait clandestinement la liaison entre quelqu'un qui pourrait être Monmousseau (ou Racamond) et Fried ? Ou bien faut-il supposer qu'Adrien Langumier a oublié sa présence parce que celle-ci fut — ce qui était fréquent chez Frachon — silencieuse ? Ou encore, ou enfin, faut-il se dire qu'il y a eu tout de même une directive secrète kominternienne à la C.G.T.U., mais que, comme Langumier à l'époque, nous en ignorons toujours tout ?

Pour des raisons qui tiennent à la structure et au fonctionnement de l'organisation du Comintern en France, ainsi qu'à l'importance de Frachon, déjà l'un des quatre principaux responsables français, nous pencherions plutôt et en tout état de cause pour la dernière hypothèse. Quoi qu'il en ait été, il nous paraît acquis que Frachon rencontra Fried, pour insister sur la nécessité de se rallier à l'action du 12 février <sup>58</sup>. Par contre, nous ne sommes plus du tout certain d'avoir eu raison d'écrire dans *l'Histoire intérieure du P.C.* <sup>59</sup> que le futur secrétaire général de la C.G.T. fut l'homme qui parvint à convaincre l'envoyé du Comintern d'ordonner la participation à la journée du 12. Sachant qu'il ne fallait pas plus de 24 heures au dit Comintern pour s'informer et pas plus de trois heures pour contacter son correspondant à Paris ; sachant encore que Moscou savait depuis le 8 que la grève générale avait été décidée par la C.G.T. pour le 12, et, depuis le 10, que la « journée » du 12, manifestation comprise, serait de loin beaucoup plus importante que ne l'avait été la démonstration de rue du P.C. du 9 au soir <sup>60</sup> à laquelle n'avaient finalement participé que des militants, des membres du parti plus quelques sympathisants de la C.G.T.U. et quelques jeunes socialistes gauchisants, soit au maximum une dizaine de milliers de personnes et probablement moins, il est difficile de concevoir que Fried ait été laissé libre de prendre seul une décision de cette importance. Il est tout aussi difficile de penser que le même Fried, qui n'était encore à cette date, comme le prouvent tous les témoignages fiables, qu'un haut fonctionnaire méfiant et tâtilon, qu'un coup de semonce et un stage dans le secrétariat particulier de Staline avaient rendue hyper-prudent..., n'ait pas de lui-même demandé des instructions à Moscou, après qu'il eut constaté la force irrésistible de la poussée unitaire d'en bas.

Il y a donc quelques raisons d'estimer que Frachon n'a fait que transmettre à Fried des informations, assorties de l'avis soulignant que l'« on » ne pouvait plus résister longtemps au courant unitaire sous peine de ruiner totalement l'organisation. A la suite de quoi Fried, qui savait Frachon sérieux, a dû, en bonne logique, être suffisamment impressionné pour en référer à Moscou. Mais ce ne sont là qu'hypothèses et, en l'absence des documents et autres rapports, en l'absence même des témoignages des principaux intéressés <sup>61</sup>, il faut admettre que l'on ne peut rien affirmer ni préciser, pas même les dates, les lieux et les heures ayant trait à cette rencontre Frachon-Fried, ou à la prise

de la décision de participer au 12. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que ladite décision de participer à la journée du 12 fut annoncée dans *l'Humanité* du 9 février, et qu'elle fut connue après une réunion du bureau confédéral C.G.T.U. qui reste étrangement mystérieuse. A quoi on peut ajouter qu'à Moscou, au même moment, au 17<sup>e</sup> congrès du parti, Staline avait déjà fait plus que laisser entrevoir un rapprochement avec la France tout en testant dans les limites d'une prudente expectative. Le *Maître* hésitait-il devant une situation française qui devait lui paraître fort embrouillée et passablement incompréhensible ? C'est plausible, mais nous n'en savons rien et l'attitude de Staline en la matière constitue, nous y reviendrons, un autre des grands mystères historiques de 1934.

En tout cas, une fois la décision prise, la suite pose moins de problèmes. Elle est assez connue pour qu'il suffise de la résumer. A ceci près que les militants du Parti, déjà lancés dans l'application des directives de participation à la grève générale et aux manifestations du 12 qu'organisent les réformistes, peuvent lire dans *l'Humanité* du 11 des attaques toujours aussi violentes contre ces mêmes réformistes. La direction du P.C. les appelle donc à faire grève et à manifester avec les adhérents et les responsables d'un « Parti socialiste » dont elle affirme dans le même temps qu'il est « avec la République des fusileurs »<sup>62</sup>.

Statistiquement et socialement parlant, il n'est toujours pas possible de se faire une idée précise de l'ampleur de la journée du 12. Les réserves qu'impose la méthode historique une fois faites, il convient néanmoins d'observer d'un point de vue politique que le degré de réussite d'une grève générale ne découle jamais mécaniquement du nombre ou du pourcentage exact des grévistes. En réalité, le sentiment d'échec ou de succès qui s'empare de l'opinion dépend d'une impression générale de maintien ou de paralysie des activités les plus ordinaires.

Vue sous cet angle, la grève générale de 24 heures du lundi 12 février apparaît plutôt comme une victoire qui en impose, surtout dans un Paris privé de journaux et de transports en commun, à une époque où l'usage de la voiture particulière demeurait le fait de quelques privilégiés et donc très minoritaire. Un raisonnement voisin s'impose pour apprécier l'impact politique réel des manifestations de rue qui marquèrent la journée. Dans l'ensemble, ces dernières, qui avaient été autorisées, furent perçues, elles aussi comme autant de réussites spectaculaires, dans la capitale comme en province.

Contrastant dans le souvenir de l'opinion publique et ouvrière avec la façon dont la précédente grève générale s'était terminée, la manière dont le travail avait repris partout, le lendemain mardi 13 dans la discipline et l'unité, sans la répression brutale et massive de 1920, avait accru le prestige « des gauches » et plus encore la confiance dans les syndicats<sup>63</sup>. Le fait que le président du conseil avait reçu le secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, avant que le mouvement ne commence et que l'Etat ait semblé abandonner toute idée de sanction, l'attitude défensive du patronat qui paraissait divisé et donc incapable de procéder aux représailles massives d'autrefois, tout contribuait à accroître encore le sentiment de la puissance ascendante des

syndicats et du mouvement ouvrier. Résultat : sur l'échiquier social et politique, la journée du 12 résonnait comme un avertissement qui avait été porté et il allait apparaître très vite que l'offensive des « Ligues » s'en trouvait considérablement freinée.

(A suivre.)

## NOTES

1. Il convient de rappeler brièvement ici le sens que cette expression d'époque avait pour les militants. Cette épithète provenait d'une chanson antimilitariste des années vingt que les militants aimaient à entonner. Le refrain disait :  
« G.D.V., en français  
Cela veut dire gueules de vaches,  
C'est bien approprié  
Avec la gueule de nos officiers. »  
Il faut encore préciser que l'organe des Jeunesses communistes, *l'Avant-Garde*, avait donné toute sa dimension à la campagne anti-militariste du parti en lançant en 1926 « le concours des gueules de vaches », selon le règlement publié dans le numéro du 11 décembre de cette année-là, le jeu-concours consistant à faire reconnaître par des soldats la tête d'un officier ou d'un sous-officier reproduite en caricature dans le journal. Etant entendu qu'il s'agissait par la même occasion de dénoncer nommément des galonnés dont le comportement avait été odieux.
2. En l'absence de documents originaux d'époque, seuls fiables en la circonstance, à savoir les états de paiements de cartes et timbres par les adhérents pour le P.C. ou pour la C.G.T.U., nous nous sommes référé ici à la source, à notre sens la plus intéressante, que constituent les souvenirs inédits d'Albert Vassart, secrétaire à l'organisation du P.C.F. en 1933 et représentant du même P.C.F. en 1934 à Moscou. Nous avons pu en effet vérifier la validité de cette source, chaque fois que nous avons été en mesure d'en confronter des éléments avec les matériaux en provenance d'autres sources, y compris quand il s'est agi de celles du Comintern. Le chiffre de 200 000 cité ici est donné par Vassart (*op. cit.* p. 421), comme correspondant au total des timbres expédiés d'en-haut par la trésorerie centrale. Il va de soi que ce chiffre — comme le note d'ailleurs aussitôt Vassart lui-même — ne peut qu'être supérieur à celui des timbres effectivement acquittés chaque mois par les adhérents en-bas. Comme pour le P.C.F., le total national des cartes et timbres effectivement payés par les adhérents de base demeure malheureusement sujet à caution, sachant que le nombre des adhérents réels se situe, dans l'un et l'autre cas, quelque part au-dessus de la moyenne mensuelle des timbres acquittés par la base, et en-dessous du total des cartes ou des timbres délivrés par le sommet, l'historien ne peut qu'en rester à des estimations qui demeurent par la force des choses des approximations parfois grossières.
3. Il s'agit des travaux autour du 13<sup>e</sup> plénum du Comité exécutif élargi de l'I.C. réuni du 28 novembre au 13 décembre 1933.
4. Vassart, *op. cit.* p. 417. Voir aussi « The Moscow Origins of the French Popular Front », par Celia et Albert Vassart, dans *The Comintern Historical Highlights*, de M. Drachkovitch et B. Lazitch. (p. 241.)
5. Le VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste — qui fut également le dernier — se déroula à Moscou du 25 juillet au 21 août 1935.
6. Le 8<sup>e</sup> congrès du P.C.F. se tint à Villeurbanne du 22 au 26 janvier 1936.
7. Le 7<sup>e</sup> congrès, à la Bellevilloise à Paris, s'était clos le 19 mars 1932.
8. Citroën connut la faillite mais fut sauvée par l'Etat avant d'être reprise par Michelin.
9. Le gouvernement allemand annonça son intention de quitter la S.D.N. le 14 octobre 1933.
10. Le nombre exact des victimes de cette grande famine du début des années trente, qui culmina au printemps de 1933, demeure impossible à établir, faute de pouvoir accéder aux sources soviétiques ; bien que basées sur des témoignages ou sur des données recueillies de seconde main, toutes les informations sérieuses concordent pour conduire à l'estimer, au minimum, aux environs de cinq millions.

11. Boris Souvarine, *Staline*, p. 474.
12. Se reporter sur ce point aux indications fournies par les archives du G.P.U. dans le livre de Merle Fainsod, *Smolensk under Soviet Rule* (traduction française chez Fayard). Voir aussi *Le Stalinisme. Origines - Histories - Conséquences*, de Roy Medvedev (Le seuil, 1972) (préface du regretté Georges Haupt), sachant que cet ouvrage doit être considéré comme une source, compte tenu du nombre de documents d'époque et de témoignages sur lesquels il se fonde, Roy Medvedev étant le seul historien de la période stalinienne à avoir eu accès aux archives du comité central du P.C.U.S. par l'intermédiaire de son ami Snegov, ex-déporté, intégré dans le *brain-trust* khrouchtchévien comme responsable du dossier « Stalinisme » avant d'être exclu de nouveau du P.C.U.S., après l'invasion de la Tchécoslovaquie, qu'il avait critiquée. Malgré la haine qu'il voue à Lénine, Soljenitsyne, il faut le souligner, n'a pu que confirmer à partir des témoignages qu'il cite dans son *Archipel du Goulag*, le fait que la répression n'a cessé de croître à partir de 1924 avant de s'accroître prodigieusement en 1929.
13. Vassart, *Souvenirs*, inédits, pp. 290-291.
14. Cité et commenté *ibidem*, p. 422. La diffusion de *l'Humanité* quotidienne était probablement tombée aux alentours de 100 000 exemplaires, dont un quart environ à Paris. A noter en passant que la diffusion quotidienne réelle de *l'Humanité* en 1986 est certainement encore inférieure aux chiffres ci-dessus tant à Paris qu'en Province.
15. *L'Humanité*, 10 mars 1932.
16. *Ibidem*, 24 mars 1932.
17. *Ibidem*, 4 septembre 1933, p. 3.
18. Dirigeant à Berlin le W.E.B. (Bureau pour l'Europe occidentale) de l'organisation, Dimitrov avait été arrêté le 9 mars 1933 et acquitté le 23 décembre de la même année, libéré semble-t-il aux alentours du 17 février 1934 et accueilli triomphalement une dizaine de jours plus tard à Moscou. Pour contribuer à la défense et au soutien de Dimitrov, un contre-procès, premier du genre à notre connaissance, avait été organisé à Londres, avec succès, à l'initiative du Comintern. Le véritable artisan de la réussite de la campagne en faveur de Dimitrov avait été Willy Münzenberg, grand spécialiste en la matière, replié de Berlin à Paris après l'avènement de Hitler, déjà organisateur de fait du Comité international d'aide aux victimes, de la commission d'enquête sur les origines de l'incendie du Reichstag, avant d'être celui qui devait lancer sur les nazis le véritable brûlot que fut le *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*.
19. Ce texte est l'adresse de félicitations adressée par le XII<sup>e</sup> Plénum du Comité exécutif au parti et « aux travailleurs de l'Union soviétique », *Correspondance internationale*, 19 octobre 1932, p. 987.
20. Pour nous en tenir à *l'Humanité*, mentionnons ici sa série intitulée « Les Bâisseurs de la vie nouvelle » publiée du 30 mai au 30 juin 1931 et presque immédiatement suivie des articles « Au Pays de Tamerlan », puis « Les Géants industriels », respectivement publiés entre le 5 août et le 5 septembre, puis entre le 22 octobre et le 1<sup>er</sup> décembre 1931.
21. *L'Humanité*, 11 octobre 1932. Bien entendu, la campagne de *l'Humanité* vantant la construction stalinienne du socialisme ne s'était pas arrêtée là et, quelques jours plus tard, le 18 octobre, *l'Humanité* lui consacrait une page entière intitulée « Dnieprostroi, géant socialiste ».
22. *Le Nouvelliste*, 14 septembre 1933, cité par Fred Kupferman dans *Au Pays des Soviets. Le Voyage Français en Union Soviétique*. Les déclarations de Herriot furent immédiatement reproduites en bonne place dans *l'Humanité*, 14 et 15 septembre 1933.
23. Les extraits dans *l'Humanité* de l'interview de Herriot avaient été accompagnés d'un long article d'André Ferrat, membre du bureau politique et nouveau rédacteur en chef du journal, construit sur le mode : notre adversaire est bien obligé de reconnaître la vérité. André Ferrat nous a confié qu'il avait découvert en 1930-1931, au cours des séjours en U.R.S.S., la réalité criante de la famine et des privilèges.
24. Fernand Grenier, né le 9 juillet 1901 à Tourcoing dans le Nord, ouvrier boulanger, jeune militant, travail anti-militariste dans la Ruhr en 1923, élève de la première école centrale du P.C. à Bobigny fin 1924, employé à la mairie d'Halluin, citadelle du P.C. dans le Nord jusqu'en 1932, muté à cette date à Paris, pour travailler à la direction des *Amis de la Russie nouvelle* et revenu enthousiaste de son premier voyage en U.R.S.S. Chargé de contrer André Gide, il fut l'un des premiers à broder sur le thème « Il ne faut pas désespérer Billancourt » et il enleva en 1937 le siège de député de Saint-Denis à Jacques Doriot. Arrêté le 3 octobre

- 1940, interné à Chateaubriand, évadé, il représenta le P.C.F. auprès du général de Gaulle à Londres, début 1943, commissaire à l'air d'avril à septembre 1944 au sein du gouvernement provisoire, député à la Libération, il fut suppléant au C.C. en juin 1945, titularisé deux ans plus tard, il en resta membre jusqu'au 17<sup>e</sup> congrès de 1964. Très populaire à Saint-Denis, dont il demeura l'élu jusqu'en 1968, il a été un « pro-soviétique » aussi sentimental qu'inconditionnel.
25. « Thèses sur le rapport de Kuusinen » adoptées par le XII<sup>e</sup> plénum du C.E. de l'I.C. (27 août-15 septembre 1932, *Correspondance internationale*, n° 84, 8 octobre 1932, p. 939).
26. Un certain nombre des articles de Trotsky sur le danger nazi et les avertissements pour le danger qu'il constituait pour l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier ainsi que la paix mondiale ont été réunis dans une édition de 1973 chez Buchet-Castel titrée *Comment vaincre le Fascisme*.
27. Pour se persuader que Doriot était devenu un personnage cynique, il n'est que de se référer : 1) à toute une série de témoignages émanant d'hommes qui furent ses proches et ne sont jamais comptés dans ses détracteurs ou ses adversaires, tels Henri Barbé ou Albert Vassart ; 2) à la biographie écrite par Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot. Du Communisme au Fascisme* (Balland, 1986).
28. Déclaration du Présidium du C.E. de l'I.C., 1<sup>er</sup> avril 1933, *Correspondance internationale*, 15 avril 1933, pp. 1402-1404.
29. Nous ne connaissons pas les détails de la pression exercée sur Ferrat.
30. Vassart, *op. cit.*, p. 417.
31. *Ibidem*. Le rapport de Kuusinen devant le 13<sup>e</sup> exécutif expliquait : 1) que Hitler était un produit des éléments les plus réactionnaires et les plus chauvins du grand capital, mais 2) que la victoire du nazisme, loin de prouver la force du grand capital, prouvait au contraire sa faiblesse. Il est intéressant de noter que l'argument servira longtemps et qu'il sera encore repris en France par Thorez en 1958, pour analyser... le succès de de Gaulle.
32. *Correspondance internationale*, n° 17, 1934, p. 285.
33. Cet article, dans *l'Humanité* du 30 avril 1932, est titré « Au Service de la bourgeoisie qui prépare la guerre, la S.F.I.O., agence du 2<sup>e</sup> Bureau ». Joany Berlioz est un responsable chevronné de l'appareil du Komintern, pro-stalinien dévoué.
34. *Correspondance internationale*, 1934, pp. 284-285.
35. *Ibidem*.
36. Dès 1931 et l'affaire Barbé - Célor au moins, il a été prouvé par de multiples témoignages que toutes les interventions françaises en séance plénière à l'exécutif de l'I.C. étaient ainsi fabriquées par la direction du Comintern, des échanges un peu plus sincères et en tous cas plus réalistes ayant lieu en dehors des réunions officielles au cours des séances informelles baptisées ou rebaptisées plus tard « confessions libres » par les intéressés.
37. Cinq hommes participaient alors plus ou moins régulièrement au travail du secrétariat. Dans l'ordre de leur importance, il s'agissait de Thorez, chargé de la politique générale, des J.C. et du travail anti-militariste, Vassart, responsable des questions d'organisation et de la commission « des cadres », ainsi que de l'appareil parallèle (clandestin) français, Duclos, également en liaison avec les « services » (spéciaux russes), à la tête de l'agit-prop, Ferrat, chef de la section coloniale et responsable politique de *l'Humanité* et enfin Gitton, dirigeant de la section syndicale centrale. Mais sur les cinq, trois seulement, semble-t-il, étaient fin 1933 des secrétaires en titre : Thorez, Vassart et Gitton.
38. Vassart confirme dans ses mémoires qu'il lui fut confié par les autorités du Comintern, lors de son séjour à Moscou, que tel était bien le but de ce chassé-croisé. Il est à noter que, selon le même Vassart, c'est pour y faire un « stage de rééducation » que Monmousseau, le secrétaire de la C.G.T.U., fut appelé au même moment au Profintern (Internationale syndicale rouge) à Moscou, tandis que Sémard rentrait en France pour y diriger la Fédération C.G.T.U. des cheminots et que Florimond Bonte restait à Moscou comme correspondant de *l'Humanité* (Vassart, *op. cit.*, p. 420).
39. M. Thorez, *Œuvres complètes*, II, t. 5, pp. 235-236 et 251.
40. On peut se reporter sur ce point à la biographie de Doriot par Jean-Paul Brunet, déjà citée et au *Doriot* de Dieter Wolf, (Fayard, 1969), pp. 98-99.
41. Pourtant Doriot et Ferrat n'étaient pas d'accord. Doriot avait déjà fait savoir à Ferrat en décembre précédent qu'il avait décidé de sortir du P.C., alors que ce dernier n'envisageait que la lutte à l'intérieur (entretien d'André Ferrat avec l'auteur).

42. Selon le récit d'André Delmas, alors secrétaire général du Syndicat C.G.T. des instituteurs dans *Mémoires d'un instituteur syndicaliste*, Paris, Albatros, 1979, p. 225.
43. Le gouvernement dirigé par le radical-socialiste Edouard Daladier venait de décider la mutation du préfet de police de Paris, Jean Chiappe, personnellement et ouvertement lié aux « Ligues », au poste de Résident général au Maroc, ce contre quoi les Ligueurs appelaient d'ailleurs à manifester.
44. Titre et sous-titre de *l'Humanité* du 6 février 1934.
45. L'A.R.A.C. (Association républicaine des anciens combattants) avait alors comme principaux porte-drapeau Henri Barbusse et Paul Vaillant-Couturier.
46. « L'Association républicaine des Anciens combattants se rendra à cette manifestation avec toutes ses forces de la région parisienne, mais pour d'autres buts (à la une de *l'Humanité* du 6 février).
47. La fédération de la Seine et celle de Seine-et-Oise de la S.F.I.O.), qui demandèrent vainement à être reçues par la direction du P.C., venaient de lui écrire ensemble une lettre qui disait notamment : « Toutes les organisations du prolétariat doivent se tendre la main pour former une barrière infranchissable au péril fasciste. Nous vous demandons une entrevue, afin d'y fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs. Signée de la C.G.T.U., du P.C. et des J.C., on retrouve cette fin de non recevoir à la une de *l'Humanité* du 7 février 1934, avec pour titre : « Pour l'unité ouvrière, une question, une réponse. ».
48. Titre et sous-titre de *l'Humanité* du 7 février 1934.
49. Cette rencontre décida aussi la constitution d'un comité de coordination qui ne devait guère avoir d'activité.
50. Barbé, *op. cit.*, p. 335.
51. Adrien Langumier, *Souvenirs inédits*, pp. 49-50.
52. *Ibidem* pour récit et citations.
53. *Ibidem*, p. 50.
54. Il est difficile de chiffrer avec certitude l'ampleur de la tragédie du 9. Mais il y a des raisons de penser que le nombre des militants tués s'éleva à au moins à cinq et que les blessés graves furent au moins plusieurs dizaines. (Cf. *l'Humanité* du 17 février 1934 qui appelle à la une aux obsèques.)
55. Langumier, *op. cit.*, p. 50.
56. *Ibidem*, p. 50.
57. Cf. note 53.
58. André Ferrat a emporté notre conviction dans le récit qu'il nous a fait lors de l'un des entretiens qu'il nous a accordés, lorsque nous préparions la biographie de Maurice Thorez.
59. Voir notamment *l'Histoire intérieure du Parti communiste, tome 4*, p. 239.
60. On sait par Vassart que les dirigeants du Comintern recevaient en 1934 les journaux français dans les 24 heures par la voie des airs et qu'ils avaient les moyens d'entrer en contact en trois heures par télégramme avec Fried, via Piatnitsky et l'O.M.S. (la section des liaisons secrètes). Voir ici l'étude signée Célie et Albert Vassart, intitulée « The French Popular Front », dans *The Comintern Historical Highlights*, p. 248, pour l'arrivée dans les 24 heures des journaux français et p. 249 pour l'envoi à Paris d'un message secret via Piatnitsky, message donné comme destiné à atteindre son but en trois heures.
61. Fried a disparu sans laisser derrière lui autre chose que ses rapports qui doivent être aujourd'hui à Moscou et Frachon n'a pas soufflé mot de sa démarche auprès de ce dernier, fût-ce dans ses souvenirs intitulés *Pour la C.G.T. Mémoires de lutte 1902-1939*, 261 p. (Editions sociales, 1981). Il est vrai que le manuscrit inachevé, qui a été publié six ans après la mort de Frachon, semble bien avoir été « retravaillé » dans l'intervalle.
62. Cf. le titre d'un article de cette veine dans l'édition spéciale de *l'Humanité* du 11 février 1934, p. 2 : « Le Parti socialiste avec la République des fusilleurs ».
63. Il va sans dire que nous ne visons pas ici la façon exacte dont se déroula et échoua la grande grève des cheminots de 1920. Nous ne portons pas davantage de jugement historique sur la façon dont la grève générale achoppa, alors qu'elle se heurtait déjà à l'opposition déterminée et agissante des leaders réformistes. Nous avons simplement en vue ce qu'en avait retenu l'opinion, à savoir la défaite, les discordes et la répression.

Gilles Vergnon

## Le Socialist Party of America au début des années trente

Le parti socialiste des Etats-Unis (S.P.A.) n'a pas encore trouvé ses historiens en France. Les quelques chercheurs qui se sont intéressés au mouvement ouvrier américain<sup>1</sup> ne parlent que du parti communiste qui semble à leurs yeux l'unique incarnation de ce mouvement, ou s'en tiennent à l'étude des syndicats, qui ont, bien sûr, une importance capitale, mais dont le développement sous la forme du « syndicalisme d'industrie » ne peut être séparé du mouvement d'ensemble par lequel la classe ouvrière américaine cherchait ses propres issues *politiques*.

Nous avons utilisé pour ce travail les études de deux historiens américains<sup>2</sup>, la thèse magistrale de Serge Denis<sup>3</sup>, et les notes sur dossiers d'archives et périodiques ramenés de Berkeley par Pierre Broué.

En 1929, au moment où la crise mondiale frappe les trois coups sur le sol américain, avec le fameux « krack » boursier de Wall Street, prélude à une extension internationale très rapide qui ravagera toutes les économies capitalistes, le mouvement ouvrier aux Etats-Unis est dominé et structuré par l'American Federation of Labor, fondée en 1886 par Samuel Gompers. C'est une organisation « de métiers », qui n'organise que les ouvriers qualifiés. Chaque syndicat de métier est lié par son propre contrat à son employeur, est ainsi isolé dans une même entreprise des ouvriers d'un autre « métier », sans parler de la masse des non-qualifiés que l'A.F.L. abandonne purement et simplement à leur sort. Rien d'étonnant qu'elle ne compte que deux millions d'adhérents vers 1930 alors qu'elle en comptait trois millions en 1929 et quatre millions en 1920<sup>4</sup>. Ses dirigeants n'en refusent pas moins obstinément de syndiquer la masse des ouvriers.

L'affaiblissement régulier de l'A.F.L., qui ne parvient même plus à défendre les positions des travailleurs qualifiés, produit les premiers symptômes d'une grave crise interne et laisse vacant un large espace que le parti communiste s'efforce d'utiliser à ses fins. Actif chez les chômeurs, où il a créé un National Unemployed Council qui regroupe 1 200 délégués à Chicago en juillet 1930, il a également tenté de mettre en place des syndicats indépendants de l'A.F.L., sur le modèle des « syndicats rouges », mais la Trade Union Unity League qu'il impulse ne compte que 30 485 membres en 1931.

Le parti socialiste en revanche semble mieux profiter des possibilités de construction ouvertes par la crise. Lors des élections municipales de New York

immédiatement après le krach, son candidat, Norman Thomas, obtient le meilleur résultat jamais obtenu par un socialiste dans ce cadre, 175 000 voix. Le S.P.A., sous l'autorité de son secrétaire national Clarence Senior <sup>5</sup>, très actif, met en place des organisations annexes, comme le Social Problems Lecture Bureau qui organise des conférences, gagne au parti le soutien d'intellectuels, comme le philosophe et pédagogue John Dewey, et élargit ses bases de soutien financier.

Au début de 1932, selon l'historien David Shannon, le S.P.A. a retrouvé le nombre de militants qu'il avait en 1908, mais il n'est plus le parti du vieux révolutionnaire Eugene Debs <sup>6</sup> et ses bases ouvrières semblent plus faibles qu'avant 1914, même s'il occupe des positions syndicales non négligeables, en particulier dans les industries du textile et de l'habillement.

A sa gauche, la Communist League of America, l'organisation américaine de l'Opposition de gauche internationale, vit encore ce que James P. Cannon a appelé « les journées de chien de l'Opposition américaine » ; déchirée par les luttes internes, terriblement isolée, la C.L.A. n'a alors « pas d'amis, pas de sympathisants, aucune périphérie autour de l'organisation » <sup>7</sup>, à tel point qu'elle a renoncé à tenir des meetings.

Notons tout de même, pour compléter ce très bref tableau du mouvement ouvrier américain, le développement récent de ce qui est, selon Serge Denis, « le seul véritable courant militant vers 1930 » <sup>8</sup>, le Committee for Progressive Labor Action, fondé en mai 1929 par A.J. Muste <sup>9</sup>, à partir du Brookwood Labor College, qui s'assigne pour but la constitution dans l'A.F.L. d'un pôle de regroupement et de combat pour la démocratie syndicale, le syndicalisme d'industrie et un militantisme « lutte de classes ».

Attaqué par la direction de l'A.F.L., le C.P.L.A. est défendu par plusieurs syndicats, dont l'American Federation of Teachers (syndicat enseignant).

C'est dans ce cadre général que se préparent les élections présidentielles de 1932, marquées par le rejet prévisible du président sortant, le républicain Hoover, et de sa politique : pour des millions d'Américains, la candidature de Hoover, l'homme du « big business », l'homme des bidonvilles ironiquement appelées « hoovervilles », l'homme des 15 millions de chômeurs, est une provocation insupportable.

La direction de l'A.F.L. aborde l'échéance de la manière la plus traditionnelle qui soit <sup>10</sup>. Pourtant l'ampleur du rejet de Hoover <sup>11</sup> et sa propre volonté de devancer la classe ouvrière dans la recherche de ses propres solutions politiques, l'amènent à remettre en cause elle-même sa « neutralité » politique : ainsi, en septembre 1932, William Green, président de l'A.F.L., déclare, au congrès de la New Jersey Federation of Labor, que « si cela s'avérait nécessaire, l'A.F.L. organiserait un parti politique indépendant », ce qui, selon le *New York Times*, « déclencha un tonnerre d'applaudissements » <sup>12</sup>, Green, contraint et forcé, ouvrait-il la perspective d'un parti ouvrier indépendant ?

A cette étape, l'essentiel du débat passait cependant par le S.P.

### Le débat dans le S.P.A. : les militants

Celui-ci est alors traversé par trois courants. La « Vieille Garde » regroupe la génération des fondateurs du Parti, autour de Morris Hillquit, James Oneal et Algernon Lee <sup>13</sup>. Ce sont eux qui ont résisté à la « scission » communiste des années vingt pour maintenir la « vieille maison », eux aussi qui contrôlent l'essentiel des positions syndicales du parti. Ils sont, de plus, à la tête d'une entreprise de presse florissante, le *Jewish Daily Forward*, quotidien new-yorkais destiné aux ouvriers juifs, qui tire à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

Les « Militants » représentent la génération qui adhère au parti pendant les premières années de la Grande Dépression. Peut-on dire pour autant, comme le fait Benjamin K. Johnpoll, que la confrontation qui va s'ouvrir est « plus une confrontation de générations que d'orientations » ? <sup>14</sup>

Certes, au départ, les deux courants — « Militants » et « Vieille garde » — se réclament tous deux du marxisme et les fondateurs de la revue *American Socialist Quarterly* <sup>15</sup>, principal moyen d'expression de la gauche socialiste, soutiennent que « Vieille garde » et « Militants » sont au fond plus proches les uns des autres que les « Militants » ne le seraient de Norman Thomas, qui apparaît pourtant comme chef de file du combat pour la rénovation du parti, avec les « Militants » et contre la « Vieille Garde ».

Le premier groupe « Militant » est né à New York en avril 1930 sur une plate-forme en trois points : formation de « caucus » (cercles) socialistes dans les syndicats, propagande de masse du parti, lancement d'un quotidien socialiste.

Certes, il s'agissait peut-être seulement de faire du S.P. « une organisation plus active plutôt que plus radicale » <sup>16</sup>. Pourtant, le simple fait de poser le problème de la construction du S.P. comme parti de masse soulevait l'ensemble des questions politiques. Enfin et surtout l'exigence d'une activité spécifique des socialistes dans l'A.F.L. heurtait de front la Vieille Garde dont la seule perspective syndicale était de laisser les mains libres à la direction conservatrice de l'A.F.L.

Ces premiers « Militants » vont, selon B.K. Johnpoll, se diviser en trois tendances : ceux qui, autour de Norman Thomas et Paul Blanshard veulent se débarrasser de la « rhétorique marxiste » ; ceux qui veulent un authentique parti social-démocrate « à l'euro-péenne », et enfin les marxistes, avec Theodore Shapiro, Sam de Witt, Bob Delson <sup>17</sup>, qui veulent faire du S.P.A. un « parti révolutionnaire ». Tous cependant se considèrent comme du même courant, se retrouvent pour critiquer la passivité politique de la « Vieille Garde » et font souvent bloc avec le troisième courant du parti : les « Progressistes ». Ceux-ci, plus nombreux, représentent un groupe encore moins homogène. David Shannon les décrit comme « un groupe vague de nouveaux adhérents... insatisfaits de la lenteur et de l'absence d'activité de la Vieille Garde », désirant « un réalignement politique américain », c'est-à-dire un parti étendant les libertés civiles, socialisant les industries de base et se réclamant des « traditions progressistes américaines » <sup>18</sup>.

L'année 1932, qui voit la montée des courants opposés à la vieille direction, est aussi celle qui voit s'affirmer, en corrélation, Norman Thomas



comme leader de cette « gauche » hétéroclite. Son biographe, Benjamin K. Johnpoll décrit cet ancien pasteur, âgé de 54 ans en 1932, comme un « amalgame de Henry George, Karl Marx et d'évangile social »<sup>19</sup>. L'homme n'est incontestablement pas marxiste — il n'y prétend pas du reste — et Johnpoll signale ses réserves sur la théorie de la plus-value et sur le matérialisme lui-même. Pourtant, alors que peu de choses finalement séparent les objectifs de ce « ministre de l'évangile social prêchant d'une chaire de dimension nationale à une congrégation sans limites » de ceux des dirigeants de la Vieille Garde — Oneal, Lee ou Hillquit —, Thomas n'en est pas moins un orateur très populaire chez les jeunes du parti qui constituent la base des « Militants ». C'est que Norman Thomas comprend la nécessité de disposer le S.P.A. autrement face aux échéances qui s'annoncent, donc de faire des concessions à la jeune génération. Ce faisant, il se heurte au conservatisme d'appareil de la Vieille Garde qui ne veut pas modifier d'un iota ses pratiques de réformisme paresseux et de passivité politique et qui, sur la défensive, utilise une vieille rhétorique marxiste « à la Kaustsky » différente du langage de la classe moyenne intellectuelle et libérale que parle Norman Thomas.

Evidemment, si l'on s'en tient à l'aspect formel des choses, tout cela donne un aspect confus à la discussion en cette année 1932 : la Vieille Garde et certains Militants seraient « marxistes », Thomas — qui se tient pourtant du côté de ces derniers — ne l'est pas, tout comme d'autres Militants.

Mais si l'on quitte ce terrain formel pour étudier les discussions dans leur dynamique réelle, tout se présente autrement.

Nombre de jeunes Militants qui se disent marxistes n'ont pas d'illusions sur Norman Thomas ; comme le dit Johnpoll dans une belle image, « Thomas était pour eux un Moïse qui tirerait le parti hors des mains de la Vieille-Garde, mais qui mènerait pas l'Amérique au socialisme »<sup>20</sup>. Ces jeunes sont souvent des universitaires fraîchement diplômés et qui ont moins de deux ans de parti ; leurs leaders sont Maynard Krueger, né en 1906 et qui a fait une partie de ses études en Europe, Paul Porter, né en 1908, futur organisateur de la grève des taxis de Philadelphie en 1934, Max Delson, né en 1903, avocat à New York.

Tous ont pour cri de ralliement « le socialisme maintenant ! » et s'expriment dans l'*American Socialist Quarterly*.

L'article que Theodor Shapiro, l'un des « jeunes Turcs », écrit dans cette revue en avril 1932 fournit un bon exemple de leur état d'esprit et il faut donc le citer longuement. Pour l'auteur, « la montée du groupe des Militants dans le S.P.A. accompagne la croissance de groupes semblables de l'aile gauche dans tout le monde occidental [...] ces mouvements [...] sont une protestation contre l'inertie constante des soi-disant "dirigeants socialistes" dans le monde. Le "militantisme" international est une protestation contre le "réformisme" et la déviation du socialisme révolutionnaire tel qu'il a été exposé par Marx. »

Après avoir ainsi situé le combat des Militants dans une perspective internationale, Shapiro caractérise plus précisément le réformisme en comparant le Labour britannique et le S.P.D. allemand :

« Alors que le parti de Henderson est arrivé honnêtement à son réformisme, ne prétendant jamais être révolutionnaire, le parti de Kautsky rend encore hommage au marxisme, mais il est honteusement réformiste dans ses pratiques quotidiennes. »

Puis, comparant ironiquement le « marxisme » kautskyste et celui de la Vieille Garde, il écrit : « Nous avons aussi nos marxistes qui mettent la pédale douce à la lutte des classes et qui adoptent une attitude d'apaisement en rapport avec l'activité... ». Shapiro reprend ensuite un thème favori des gauches socialistes européennes, la question des « réformes ».

Critiquant la croyance en une ère de progrès continu, de « réformes permanentes et cumulatives », il développe largement la question de la « démocratie ». Polémiquement contre la Vieille Garde, il caractérise la démocratie bourgeoise comme :

« Un jeu entre capital et travail dans lequel les capitalismes sont libres d'établir les règles, de compter les points ou d'arrêter totalement le jeu. En période normale, c'est-à-dire entre les crises ou dans ses courts intervalles où le monde est en paix, les deux classes peuvent se permettre le jeu avec un certain degré « d'esprit sportif »... Mais en période de guerre, de grèves étendues, de crises industrielles, ou d'imminence de la révolution, en bref quand la classe capitaliste lutte pour son autopréservation... alors se produit la suspension des règles du jeu... et la substitution d'un nouvel ensemble de règles, la loi du bâton, des dents et des crocs. »<sup>21</sup>

Ces analyses vont provoquer de vives critiques, même parmi les proches des Militants. Dans le même numéro de la revue, un commentaire anonyme<sup>22</sup> s'en prend à la vision trop homogène que donnerait Shapiro de la gauche socialiste internationale : le Bund « presque communiste » n'aurait pas grand-chose à voir avec l'I.L.P. anglais et les deux organisations, ensemble, n'ont rien à voir avec le S.A.P. allemand qui a, lui, rompu avec la II<sup>e</sup> Internationale<sup>23</sup>. Surtout le même commentaire accuse les Militants de « discréditer » la démocratie et de se transformer ainsi en « auxiliaires involontaires de la classe capitaliste dans le combat de cette dernière contre la démocratie ».

L'explication ? Les Militants auraient appris leur socialisme « non de Marx et Engels, mais de la Russie soviétique, pas même de Lénine, mais des pratiques russes ».

Il est vrai que la fascination pour « l'U.R.S.S. » semble réelle chez les jeunes radicalisés, l'U.R.S.S. étant identifiée à la révolution tout court. Peut-on dire pour autant qu'ils étaient quasiment des crypto-staliniens ? Non. Mais il est hors de doute que la « vaccination » anti-stalinienne était indispensable à court ou moyen terme, et l'expérience des Jeunesses Socialistes espagnoles, évoquée par Pierre Broué dans les *Cahiers Léon Trotsky*<sup>24</sup>, est là pour rappeler qu'il n'y a pas d'immunité a priori, même chez des jeunes qui parlaient souvent avec mépris des partis communistes stalinisés et de l'Internationale Communiste, « ce mourant gardé en vie par des doses d'adrénaline russe », comme l'écrira plus tard David Felix.

### Le congrès de Milwaukee (mai 1932) et les élections présidentielles

Le congrès socialiste s'ouvre à Milwaukee en mai 1932, dans une ville dirigée par le P.S. : le maire, Daniel Hoan<sup>25</sup>, occupe une position concilia-

trice dans les débats internes du parti, bien qu'il soutienne Norman Thomas contre la Vieille Garde.

Son appel à l'unité des rangs socialistes, à l'ouverture du congrès, semble peu entendu. Comme l'écrit B.K. Johnpoll « ils étaient trop occupés aux luttes fractionnelles pour l'entendre ».

Le débat se concentre sur le problème de la direction et, bien que Hillquit conserve son poste de secrétaire national et que la Vieille Garde l'emporte dans la discussion sur la politique syndicale, cinq nouveaux membres d'opposition entrent au Comité exécutif national <sup>26</sup>.

Anna Bercowitz, journaliste proche des Militants, s'en prend, dans l'*American Socialist Quarterly* <sup>27</sup>, à la confusion des votes et répète que Militants et « Thomasistes » (partisans de Thomas) ont peu en commun. Il est vrai qu'il s'est formé, dans le cadre des débats d'un congrès de type social-démocrate, où les enjeux personnalisés peuvent partiellement masquer les mouvements de fond et les enjeux réels, une coalition hétérogène des Militants, des Thomasistes et de ces socialistes du Middle West qui veulent « américaniser » le parti en transférant sa direction hors de New York, ville trop « européenne ».

Mais l'important n'est pas là, à notre sens : pour la seconde fois, Norman Thomas est désigné par le congrès comme candidat socialiste aux élections présidentielles et le ton de sa campagne, ainsi que ses résultats, vont bien exprimer ce qui mûrit alors dans le pays, comme d'ailleurs dans le parti.

Au terme d'une bataille électorale très militante <sup>28</sup>, dirigée en priorité non contre Hoover, mais contre son adversaire démocrate Roosevelt, marquée par le slogan « Do'nt scab at ballot box ! » (Ne faites pas les jaunes dans l'urne) et malgré la terrible pression du « vote utile » contre Hoover. Norman Thomas obtient 884 871 voix, soit le triple de son score de 1928 et le résultat le plus élevé jamais atteint par un candidat ouvrier aux Etats-Unis, à l'exception d'Eugene Debs en 1912 <sup>29</sup>.

Surtout la campagne se solde par des gains importants dans la construction du parti : alors qu'en janvier 1932 celui-ci comptait 1 000 sections locales, il en a 1 600 en novembre et, dans les dernières semaines avant le scrutin, il enregistre la création de 30 à 40 sections nouvelles par semaine ; 267 comités de soutien se sont construits sur les campus universitaires et plusieurs intellectuels connus ont appuyé la candidature Norman Thomas, dont le compositeur George Gershwin et 46 professeurs de Harvard <sup>30</sup>.

Les points noirs ? Il nous semble difficile d'y compter la faiblesse du soutien du mouvement syndical, comme le font David Shannon et Benjamin K. Johnpoll <sup>31</sup>, dans la mesure où l'A.F.L. jamais n'a soutenu une candidature socialiste.

Beaucoup plus grave est la passivité — qui confine au sabotage — de la Vieille Garde dans la campagne : ainsi à New York, Norman Thomas n'obtient que 122 000 voix, alors que Hillquit en avait recueilli 251 000 comme candidat aux municipales. De plus, la Vieille Garde n'a mis en branle aucune des positions syndicales qu'elle contrôlait...

Si l'on veut tirer un bilan plus général de la participation du S.P.A. à ces élections, on ne peut que faire siennes les conclusions de Serge Denis : alors

qu'il n'existe aucune tradition d'organisation ouvrière indépendante, la progression du vote ouvrier <sup>32</sup>, les meetings, les adhésions, l'évolution interne du S.P. montrent les immenses possibilités qui s'offrent à la construction d'un parti de classe aux U.S.A.

### Face au « New Deal »

Pour la plupart des historiens américains de la période, le succès du New Deal et de Roosevelt sont largement responsables de l'effondrement du S.P.A. entre 1933 et 1938 même si Johnpoll, lui, ne mentionne pas moins de sept facteurs explicatifs, parmi lesquels « les activités de cheval de Troie des troskystes » <sup>33</sup>. David Shannon résume bien l'opinion générale en écrivant :

« Si Roosevelt n'allait pas vers le socialisme... il coupe l'herbe sous les pieds de beaucoup de ses soutiens actuels et potentiels. L'histoire du déclin du P.S. depuis 1933 est, pour la plus grande part, l'histoire du succès politique du New Deal... les masses préférèrent l'aigle bleu (symbole du New Deal) au chapeau rouge. » <sup>34</sup>

Cette analyse qui ne prend en compte que des déterminations extérieures au mouvement socialiste, à ses positions, à son combat, ne voit la défaite — bien réelle — du S.P.A. que sous l'angle d'un « succès » du New Deal, conçu comme un projet politique achevé d'emblée et surtout comme le seul facteur politique *actif* de la période, incarnation d'un « américanisme » face auquel le mouvement ouvrier ne serait qu'un corps étranger et pour tout dire une incongruité historique <sup>35</sup>.

Cette vision nous semble très unilatérale. Reste à fournir une explication. En fait, le New Deal avait, dans une situation très différente, le même rôle que les « fronts populaires » français ou espagnols : canaliser, en offrant un nouveau scénario politique, l'aspiration au « changement » et à des mesures de défense des conditions de vie de la population travaillante dans les ornières d'une politique ne touchant en rien à la propriété privée des moyens de production ; le point commun des scénarios français et américain étant d'ailleurs d'évacuer toute caractéristique de la crise comme crise du *capitalisme* au profit d'une présentation en attribuant toutes les responsabilités à de « mauvais gestionnaires », une « législation archaïque », voire aux fameuses « 200 familles »...

La particularité américaine — et ce n'est pas rien — est que cette solution s'applique dans le cadre du personnel politique de la bourgeoisie, qui parviendra à dégager de son propre sein une « nouvelle donne » pour faire barrage à la construction d'une représentation politique du mouvement ouvrier.

Ces nouvelles solutions — et c'est un des grands mérites de la thèse de Serge Denis que de nous le montrer — étaient en préparation dès avant l'élection de Roosevelt, aussi bien chez les démocrates que chez les Républicains. Ainsi, en 1932, encore sous la présidence de Hoover, est promulguée la « Morris-LaGuardia anti-injunction law », première loi reconnaissant la légalité de l'activité syndicale aux Etats-Unis <sup>36</sup>.

Ces tentatives auront leur première expression importante sur le plan politique avec la candidature LaGuardia aux municipales de New York, au

printemps 1933. Face à la vieille municipalité démocrate corrompue et discréditée, se crée un courant associant les républicains, certains démocrates extérieurs à l'appareil municipal et des « progressistes » en dehors des deux grands partis. Le candidat de la coalition, Fiorello LaGuardia<sup>37</sup> est l'homme idoine pour l'incarner : il est membre du parti républicain, mais apparaît étranger à l'appareil national de ce parti discrédité par la politique de Hoover. Proposition est faite au S.P. new-yorkais de s'associer à l'opération<sup>38</sup>. L'objectif, comme le montre S. Denis, est clair : éviter la cristallisation du mécontentement populaire en un vote ouvrier distinct et intégrer le S.P.A. au dispositif est indispensable au succès de la manœuvre.

Après de nombreux atermoiements, le S.P.A. finit par refuser son concours. Il ne donne pourtant qu'une portée limitée à sa propre campagne électorale, N. Thomas refusant de se présenter à New York et de donner par conséquent une dimension nationale à la candidature socialiste. Celle-ci est d'autre part entravée par des déclarations comme celle d'Abraham Cahan, socialiste « Vieille Garde » et responsable du *Jewish Daily Forward* : « Le président Roosevelt mérite la gratitude de tout homme qui réfléchit dans ce pays, il devrait être socialiste ; si quelqu'un a le droit d'être membre de notre parti, c'est bien lui. »<sup>39</sup>

Ce que cela prouve ? Il n'y a pas d'attraction irrésistible du New Deal, qui n'est pas la « clef magique » comme on le dit trop souvent. C'est au contraire parce que la classe ouvrière se saisit des concessions de l'administration Roosevelt et cherche à les utiliser pour son propre compte<sup>40</sup> que de nouveaux obstacles politiques lui sont opposés, comme la candidature LaGuardia qui doit prendre le masque du changement, précisément pour que rien ne change.

Que le S.P. réponde bien ou mal, joue bien ou mal le rôle d'organisation ouvrière qui devrait être le sien, est un autre problème, à analyser en tant que tel.

Faute de documents suffisants, il n'a pas été possible d'étudier de manière très précise la politique du S.P.A. face au New Deal. Ses effectifs continuent de progresser en tout cas et atteignent même leur seuil maximum en 1934 avec 20 591 adhérents contre 18 548 en 1933 (et 16 863 en 1932). Le S.P.A. se maintient et résiste même tout d'abord aux pressions pour son intégration directe à la coalition rooseveltienne<sup>41</sup> : il critique ainsi durement les tentatives d'association des syndicats à la gestion des entreprises mises en œuvre à travers le « code industriel » du N.I.R.A.

Son débat interne continue, mais il va être accéléré et avivé par un événement extra-américain passé sous silence par ses deux historiens Shannon et Johnpoll, sans doute parce que cela gênerait leur optique purement nationale : il s'agit de la victoire nazie en Allemagne, qui joue aux U.S.A. le même rôle de catalyseur qu'en Europe, fait d'autant plus remarquable que la proximité géographique ne peut être invoquée ici et que les problèmes semblent différents de prime abord.

### La défaite allemande et ses conséquences

Tout comme en Europe, l'événement sert de véritable « révélateur » pour l'ensemble des organisations ouvrières. Passons rapidement sur le P.C.

qui se tient sur le même terrain que les autres sections de l'I.C. En revanche, la C.L.A. trotskyste sort de son isolement. Son journal, *The Militant* paraît trois fois par semaine et l'organisation entreprend une tournée nationale de meetings sur la « question allemande », souvent couronnée de succès<sup>42</sup>. Pour autant, la C.L.A. reste, comme toutes les sections de l'Opposition de gauche jusqu'au tournant de juillet 1933, sur sa vieille position de « réforme » du parti communiste et ses attaques contre les formations de gauche indépendantes du P.C., comme le C.P.L.A. de Muste, restent très violentes. Le 3 juin encore, *The Militant* affirme : « Si le P.C. avait eu la politique correcte, Muste n'aurait jamais eu l'opportunité d'établir sa caricature de radicalisme dans le mouvement ouvrier américain » avant de prédire péremptoirement : « Muste et le C.P.L.A. sont condamnés : c'est une organisation réformiste sans bases économiques, etc. »

Dans ces conditions, les gains réels, de la C.L.A., semblent limités à la sphère d'intérêt du P.C. : citons par exemple l'avocat Albert Goldman exclu du P.C. en juillet, adhérent peu après à la C.L.A. Il faut citer surtout, une fois le tournant pris vers la construction de « nouveaux partis »<sup>43</sup>, le rapprochement de la C.L.A. de lovestonistes, les « brandlériens » américains, anciens cadres du P.C., comme Ben Gitlow qui écrit dans *Voice of labor* un article intitulé « Pour un nouveau Parti communiste »<sup>44</sup>.

Pour lui, la base du nouveau parti aux Etats-Unis doit inclure tous les noyaux d'opposition communiste, plus « les forces de gauche dans le mouvement socialiste et ouvrier qui acceptent les principes fondamentaux du communisme ». L'événement est d'importance et Albert Glotzer, dirigeant de la C.L.A., le mentionne dans sa correspondance avec Trotsky<sup>45</sup>. Mais il est souvent difficile de se dégager des vieux cadres de pensée et la C.L.A. appelle au vote P.C. et P.C. seulement, aux élections municipales de New York d'octobre 1933, mentionnées plus haut, car c'est « un vote de protestation contre les partis capitalistes », le S.P.A. étant qualifié de « parti de conciliation entre les classes »<sup>46</sup>.

Ce sectarisme quelque peu méprisant devant les processus en cours dans le S.P.A. est certainement très dommageable pour la perspective même du nouveau parti, car la crise du S.P.A., aussi profonde que celle des partis socialistes européens, avait commencé plus tôt et offrait des possibilités de première importance.

Haim Kantorovitch<sup>47</sup>, un des fondateurs de l'*American Socialist Quarterly*, devait ainsi écrire deux articles capitaux sur les conséquences de la victoire nazie : « La tragédie allemande : un avertissement au socialisme international » et « Vers la Réorientation ».

On y retrouve tous les thèmes communs à la gauche socialiste internationale, à ses représentants jeunes en particulier : sarcasmes très durs contre l'I.C. stalinisée, rappel amer de ses fanfaronnades allemandes<sup>48</sup>, insistance aussi sur les responsabilités propres du S.P.D., cette « armée bien organisée et bien entraînée seulement pour les urnes » qui sacrifie le socialisme à la démocratie bourgeoise.

Sur les raisons de la division du prolétariat allemand, Kantorovitch accuse, bien sûr, le « sectarisme » de l'I.C. qu'il fait remonter aux scissions

des années 1919-1920, car l'idéal de l'I.C. était « une organisation de saints ». Et Kantorovitch interroge « Où sont ces saints révolutionnaires maintenant ?... Ceux qui ne pouvaient admettre les "réformistes" dans l'I.C. sont tous devenus pécheurs aujourd'hui : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, sans parler de dizaines d'autres moins connus. »<sup>49</sup>

Dans son deuxième article, Kantorovitch aborde la « réorientation » nécessaire du socialisme international en discutant ce qui est pour lui, comme pour de nombreux autres, la question essentielle, celle de la démocratie, question apparemment réglée, mais qui resurgit après 1933. Avant 1933 existaient des « socialistes démocrates » et des « socialistes dictatoriaux », après 1933 Kantorovitch et ses amis restent démocrates sans confondre démocratie socialiste et démocratie bourgeoise, mais ils abandonnent leur « raisonnement objectif » d'antan :

« Nous demandions à nous-mêmes : voulons-nous emprunter la voie démocratique, et nous répondions : oui, nous voulons. Et il semblait à beaucoup d'entre nous que tout était réglé, car tout ce que nous avions à faire était de déterminer ce que nous voulions. » ... (or) ... nous devrions demander ce que notre ennemi nous contraindra de faire... La question devrait être : si notre ennemi nous donnera une chance de voyager par la voie préférée ? Nous ne sommes pas le seul parti dans la lutte des classes et nous ne sommes pas le seul parti à décider quelles formes prendra la lutte des classes. Les tactiques socialistes sont plus souvent imposées aux socialistes par leurs ennemis que choisies par eux. »

Kantorovitch conclut en affirmant que, s'il faut rejeter le « fétichisme de la démocratie », il ne s'agit pas non plus de susciter des « révolutions artificielles », mais bien d'utiliser les « révolutions réelles », ce que n'ont pas fait par exemple les socialistes allemands en 1918 ; il termine sur le dilemme qui se pose aux socialistes s'ils arrivent au pouvoir, soit « supprimer la contre-révolution, soit être supprimés par elle »<sup>50</sup>.

C'est bien la « catastrophe allemande » qui accélère la réflexion des socialistes du monde entier, y compris américains. Elle seule explique cette communauté de ton et d'expressions que l'on retrouve de la France aux U.S.A. et de l'Allemagne à la Tchécoslovaquie. Les termes de Kantorovitch sont ceux là-mêmes qu'utilisent dans la S.F.I.O. les Haver, Marius Meillat, Enock, et dans une moindre mesure Marceau Pivert. D'ailleurs cette communauté de réactions n'est pas une juxtaposition de mouvements nationaux : les gauches socialistes établissent des liens entre elles, reconnaissant l'identité de leurs préoccupations ; c'est très important pour les militants américains que la distance, les structures lâches de la II<sup>e</sup> Internationale et les traditions de « spécificité américaine » ont tenu quelque peu à l'écart des problèmes européens.

La radicalisation va se poursuivre dans le S.P.A., mais elle sera en même temps, à partir de ce moment, « européanisation » ou, si l'on préfère, « mondialisation » de la vision et des conceptions de ceux qui y sont engagés. L'*American Socialist Quarterly* fait ainsi de la publicité pour le livre du dirigeant du Bund Heinrich Ehrlich, alors très populaire dans la gauche socialiste.

Surtout, de nombreux « Militants » participent à la conférence de Paris d'août 1933 de l'Internationale Ouvrière Socialiste : Maynard Krueger, David Felix et Clarence Senior contresignent une motion commune avec Mar-

ceau Pivert, Jean Zyromski, Paul Henri Spaak, qui apparaît alors comme le leader de la gauche dans le parti belge, Victor Alter et Heinrich Ehrlich du Bund.

L'intervention de Krueger à la conférence est ainsi résumée par Marceau Pivert, dans le compte rendu pour la *Bataille Socialiste* :

« Nous sommes attristés d'entendre, à cette tribune, défendre encore des conceptions participationnistes. Les Partis qui adoptent la position de coalition ou de soutien devraient fournir de plus sérieuses justifications devant l'Internationale... Il est donc incroyable que l'I.O.S. ne soit pas encore guérie des défaillances de la II<sup>e</sup> Internationale. Notre parti socialiste américain appartenait à la II<sup>e</sup> Internationale et demie et on a eu raison de dire que celle-ci avait été enterrée trop tôt... »<sup>51</sup>

Fin 1933, à la veille des grandes grèves de Toledo et de Minneapolis qui marquent l'entrée en scène massive et directe de la classe ouvrière américaine sur la scène politique, le débat interne au S.P.A. va encore franchir un nouveau cran dans la vivacité et l'acharnement. Au début de 1934, le jeune militant new yorkais David Lasser organise à la Mairie, le jour de l'entrée en fonctions de LaGuardia, une manifestation de défense des chômeurs. Waldman, responsable du parti à New York le désavoue publiquement dans le *New York Times* et dénonce l'initiative de Lasser comme « typiquement communiste ». Shannon décrit Waldman et la vieille garde new-yorkaise comme très angoissée devant l'afflux aux meetings d'un nombre croissant de jeunes gens « portant chemises bleues et saluant du poing levé, comme les communistes »<sup>52</sup>.

C'est sans doute parmi ces mêmes jeunes que se constitue au même moment un nouveau regroupement dans le parti, qui a l'essentiel de sa base à New York, le Revolutionary Policy Committee, qui se manifeste publiquement pour la première fois par un appel de 47 membres, publié le 12 avril 1934 dans la revue *The World Tomorrow*<sup>53</sup> :

Le texte commence par décrire une situation où le recrutement stagne, où les derniers résultats électoraux sont médiocres. Il aborde ensuite de manière systématique les éléments d'un nouveau programme : la nature de l'état à construire, « un type d'état entièrement nouveau basé sur les conflits ouvriers » ; la guerre : « Nous sommes contre toute guerre capitaliste, indépendamment de comment ou par qui elles sont initiées » ; la politique syndicale : il faut se préparer et agir comme avant-garde si « les travailleurs du rang contraignaient la direction de l'A.F.L. à créer un Labor Party »<sup>54</sup>, en attendant il faut combattre dans l'A.F.L. contre sa direction réactionnaire, organiser les chômeurs en liaison avec les syndicats, etc. Mais le passage concernant l'U.R.S.S. pose un certain nombre de problèmes et utilise en tout cas des formules très différentes de celles de Kantorovitch ou de Shapiro. accusé, on s'en souvient, d'avoir appris le socialisme des « pratiques russes ».

L'appel des 47 dit : « L'U.R.S.S., pays de la dictature prolétarienne, est... unique parmi les nations du monde. Là seulement les travailleurs ont le pouvoir et construisent la société socialiste. Le danger de l'attaque de l'U.R.S.S. par les pays impérialistes s'accroît. Le P.S. doit s'engager pour défendre les victoires du socialisme conquises en U.R.S.S. »

Il faut dire nettement que ces formules sont directement d'inspiration stalinienne et que se pose ici une question sur laquelle nous manquons d'éléments précis : le R.P.C. était-il « noyauté » par le P.C. américain, jusqu'où allait ce noyautage et qui y était impliqué concrètement ? J.B. Matthews, un des 47, est présenté par le trotskyste Felix Morrow comme le « leader » du R.P.C. qu'il décrit par ailleurs comme « un centre de ralliement pour les révolutionnaires dans le S.P. »<sup>55</sup> ; or Matthews continuera plus tard sa carrière politique dans le P.C. après son départ des rangs socialistes... Était-il déjà un « sous-marin » stalinien ? Sans pouvoir répondre à cette question, il faut noter tout de même que Matthews, dans une réponse à ses détracteurs<sup>56</sup>, reconnaît que l'appel des 47 est communiste, « mais au sens que donnait Marx... le S.P. doit-il abandonner au P.C. un monopole sur les principes de base du Manifeste Communiste ? » Son compagnon Paul Kimberly, un des 47 lui aussi, abonde dans le même sens, affirmant que l'appel se démarque complètement de la pratique du P.C. américain, en particulier sur la question du Labor Party, car, pour le P.C., « le seul Labor Party est le P.C. lui-même ». Les 47 condamnent d'autre part la tactique du « front unique à la base » comme « dislocatrice »...

L'appel du R.P.C. devait de toutes façons soulever de très violentes critiques au sein du S.P. Passons sur celles de la Vieille Garde qui a toute latitude pour dénoncer son caractère « typiquement communiste ». Mais c'est aussi, d'un tout autre bord, Devere Allen qui prend la plume dans *The World Tomorrow*<sup>57</sup> pour incriminer une « déclaration dogmatique » et l'aspect « incroyablement superficiel » de la perspective des conseils ouvriers et pour ajouter que la faible progression du S.P. est due en partie à son radicalisme « qui contraste avec les mœurs américaines ».

Or Devere Allen est le bras droit de Norman Thomas et sera le rédacteur de la fameuse « Déclaration de Principes » du congrès de Detroit. Au-delà de la personnalité des 47 et du lien supposé avec le stalinisme de quelques-uns de ses promoteurs, c'est bien le durcissement des clivages internes du S.P. qui l'inquiète, tout comme la possibilité d'un bouleversement du fragile équilibre entre tendances.

### Naissance du W.P.U.S.

Les semaines précédant l'ouverture du congrès socialiste sont marquées par deux événements, certes de nature différente, mais qui permettent de mieux en situer le contexte. Au printemps 1934 se tiennent les élections dites du « mid-term » pour le renouvellement partiel du Sénat et de la chambre des Représentants : pour la première fois dans un scrutin de ce type, marqué d'ordinaire par un rejet plus ou moins marqué du parti du président en place, les démocrates, c'est-à-dire le parti de Roosevelt, gagnent 9 sièges au Sénat et autant à la Chambre des Représentants. Victoire démocrate ? Certainement, mais une analyse fine des résultats montre que les démocrates sont les victimes principales d'un taux d'abstention très élevé<sup>58</sup> ; la victoire démocrate est simplement due au vote de barrage contre les candidats républicains là où ils avaient une chance de passer, les abstentions ne se produisant pas dans ce cas.

On ne peut donc pas prétendre en 1934 qu'il y ait inféodation totale de la classe ouvrière au New Deal.

Le deuxième événement marquant est la constitution, à gauche du S.P., d'un pôle politique associant la C.L.A. trotskyste et le C.P.L.A. de Muste, devenu depuis 1933 l'American Workers Party.

L'A.W.P. s'était prononcé d'emblée pour une nouvelle Internationale, même si Muste, traçant dans un article de *Modern Monthly* les perspectives du nouveau parti, ne cachait pas que « sa préoccupation absorbante est le travail colossal devant notre propre porte : construire un parti révolutionnaire aux U.S.A., enraciné dans le sol américain, les yeux fixés en priorité sur les conditions et les problèmes américains, attirant les travailleurs concernés par leur propre situation »<sup>59</sup>. L'A.W.P. et la C.L.A. se rapprochent rapidement et envisagent la fusion dès mars 1934. Pour Trotsky, qui suit l'affaire avec intérêt, cela prouve que le « Bloc des Quatre » conclu en Europe entre l'Opposition de Gauche devenue L.C.I., le S.A.P. allemand, l'O.S.P. et le R.S.P. néerlandais, n'était pas le fruit d'un hasard ou d'une démarche exclusivement européenne, mais qu'il « se situait dans la voie du développement ultérieur du mouvement ouvrier révolutionnaire », un axe de regroupement autour de la L.C.I. de toutes les fractions et organisations soit rompant « à gauche » avec la social-démocratie, soit rompant « à droite » avec l'I.C., pour la nouvelle Internationale.

Revenant sur le projet de fusion dans une lettre à Arne Swaback, secrétaire de la C.L.A., il lui rappelle que les tentatives similaires en Europe avec le S.A.P. ont échoué, mais que la tentative avec l'A.W.P. peut « enrichir l'opposition d'une importante expérience et à cette époque, nous devons, dans une certaine mesure, faire des expériences... »<sup>60</sup>.

L'« expérience » se conclut, on le sait, par l'unification qui donne naissance au Workers Party of United States (W.P.U.S.) en décembre 1934 ; mais elle pouvait également servir à tous ceux qui cherchaient une issue révolutionnaire dans le S.P.A. ; il faudra toutefois plusieurs mois et un vif débat interne pour que le W.P.U.S. s'intéresse réellement — donc activement — à ce qui se passe dans le S.P.A.

### Le congrès de Detroit

Le congrès socialiste de Detroit, qui s'ouvre au début de juin 1934, est surtout connu pour la « Déclaration de Principes » qui y fut adoptée et fournit à la Vieille Garde le prétexte à la rupture. Le texte de cette déclaration<sup>61</sup>, très général, est bien dans la ligne de ce que peuvent se ou écrire en Europe Larog Caballero ou Paul Faure. Les deux passages essentiels qui indigneront le plus la Vieille Garde concernent la guerre (les socialistes « soutiendront loyalement ceux de leurs camarades qui, pour des activités anti-guerre ou le refus d'accomplir un service de guerre, seraient entrés en conflit avec l'opinion publique ou la loi... Ils affronteront la guerre... par une résistance de masse à la guerre, organisée dans la mesure du possible sous la forme d'une grève générale... ») et la démocratie (« le S.P. ... se fixe sans hésiter la tâche de rem-

placer la fausse démocratie du parlementarisme capitaliste par une authentique démocratie ouvrière »).

La déclaration est adoptée par 10 822 mandats contre 6 512 après un vif débat ou Waldman, parlant pour la Vieille Garde, laisse entendre que celle-ci se dirige vers la scission : « Il est inconcevable que je reste un social-démocrate et que je sois lié à cette Déclaration. »<sup>62</sup>

Si l'on veut définir de manière concentrée la portée du congrès, c'est incontestablement une défaite du vieux réformisme. Haim Kantorovitch, enseignant, journaliste et socialiste de gauche, en dégage bien les raisons dans un article de 1936 :

« Qu'est-ce qui causa la défaite de la Vieille Garde à Detroit ? Était-ce parce qu'il y avait une majorité de délégués de gauche ? Non... Il est maintenant connu qu'un grand nombre de délégués qui votèrent pour la Déclaration étaient de l'aile droite... La majorité des délégués suivit les Militants parce qu'ils n'avaient pas d'autres choix. Fidèle à elle-même, la Vieille garde vint à la convention avec une seule proposition, cette unique proposition étant que tout va bien, rien n'a changé, laissons chaque chose à sa place et quiconque parle de nouveaux problèmes ou d'une nouvelle réorientation n'est qu'un agent de Moscou. La convention s'est tenue juste après la défaite tragique des mouvements social-démocrates en Allemagne, Autriche, quand le fascisme commença à menacer de conquérir le monde capitaliste. Le mouvement socialiste s'occupait alors partout dans le monde de revoir ses vieilles théories, réévaluer les vieilles valeurs, se corrigeant lui-même pour s'adapter à la nouvelle situation. La Vieille Garde américaine est restée le seul groupe dans l'Internationale Socialiste qui pensait qu'aucune réorientation n'était nécessaire, que tout allait vraiment bien. Et cela même des gens de l'aile droite ne pouvaient l'avalier. Quelqu'un de l'aile droite n'est pas nécessairement un « Vieux Gardiste » car le « Vieux Gardisme » c'est le socialisme de droite, plus la sénilité. Il existe de nombreux socialistes de droite d'une autre sorte et ceux-ci votèrent avec les Militants car ils pensaient que tout ne va pas bien dans le monde, qu'une orientation est nécessaire... »<sup>63</sup>

### Après le congrès de Detroit

La Vieille Garde, incontestablement battue à Detroit — ce qui se traduit dans la composition du Comité exécutif national où elle ne dispose plus que de deux sièges sur onze — conserve cependant la majorité dans plusieurs États de la côte Est<sup>64</sup> et surtout le contrôle du *Jewish Daily Forward* et de l'essentiel des positions syndicales. Elle se prépare ouvertement à la scission : lors du référendum interne au parti qui suit le congrès et doit confirmer le vote sur la Déclaration de Principes<sup>65</sup>, elle constitue une véritable fraction, la « Conference for preservation of S.P. » ; surtout ses dirigeants annoncent, dans une conférence de presse, qu'ils présenteront dans quelques syndicats de l'A.F.L. « une proposition de mise sur pied d'un parti de type britannique ». Serge Denis note justement que, dans le contexte d'alors, il ne peut s'agir que de court-circuiter le S.P. qui, dans sa majorité, veut jouer un rôle autonome par rapport aux chefs A.F.L. et de rendre à la bureaucratie gompériste en difficulté et de rendre le contrôle politique des développements en cours.

De plus, dans cette même conférence de presse, Charles Solomon précise que des « petits hommes d'affaires militants » (*struggling small businessmen*)

pourront trouver leur place dans ce parti travailliste, ce qui n'a d'autre sens que de se prononcer contre une organisation strictement ouvrière<sup>66</sup>.

Norman Thomas, en revanche, apparaît comme le grand vainqueur de la confrontation. Le *New York Times*, qui titre au lendemain du congrès « L'aile gauche s'empare du S.P. » et en sous-titre seulement « Thomas gagne le contrôle », perçoit beaucoup mieux les véritables enjeux, de même que Louis Waldman qui note à propos de Thomas : « J'avais l'impression, en le regardant, qu'il avait davantage l'air d'un prisonnier que d'un dirigeant »<sup>67</sup>.

Norman Thomas, en effet, est beaucoup plus un Paul Faure qu'un Marceau Pivert ou même un Largo Caballero : il reflète la radicalisation en cours, dans la mesure où elle n'excède pas certaines limites, mais il ne la nourrit pas ; il reste le « socialiste chrétien » qu'il était. Pour preuve, alors que la Vieille Garde prépare ouvertement la scission, il multiplie les gestes de conciliation à son égard. David Shannon rapporte qu'il écrit, après le congrès, aux vieux syndicalistes « Vieille Garde » pour les rassurer et plaider l'unité. Murrey Seidler mentionne même « qu'une de ses premières actions » après le congrès, fut d'écrire à Waldman une lettre « chaleureuse et conciliatrice » rappelant le travail en commun et « le pressant » de poursuivre ce travail au sein de la même organisation<sup>68</sup>.

Norman Thomas développe très largement ce point de vue dans un article de *World Tomorrow* : « Ce qui s'est passé à Detroit ».

Le « vainqueur » du congrès s'exprime d'une manière extrêmement défensive et timide, dans un texte entièrement tourné vers la Vieille Garde sur le mode : « Je ne suis pas celui que vous croyez ».

Ainsi il rappelle que le projet de Plan socialiste rédigé par Paul Porter<sup>69</sup> n'a pas été adopté par le congrès, ni la proposition de l'éditer comme pamphlet ; il ajoute « qu'à l'exception » de la Déclaration de Principes, le congrès fut marqué « par un surprenant degré d'unanimité de sentiments ». D'ailleurs ce congrès n'a-t-il pas rejeté, et cette fois avec Norman Thomas, un vote positif sur la déclaration des gauches à la conférence de Paris de l'I.O.S. ? Quant à la Déclaration de Principes elle-même, « elle réitère l'allégeance des socialistes aux méthodes de lutte pacifiques et ordonnées et à la démocratie dans l'industrie et dans la politique. La guerre et la violence ne sont jamais acceptées comme inévitables... ». Certes la déclaration prône la « démocratie ouvrière », mais « elle ne dit jamais ou ne sous-entend jamais que c'est un synonyme pour la Dictature du Proletariat ». Quant aux inquiétudes sur les risques de « terrorisme » ou de « faire le jeu de Hitler » qu'entraînerait la résistance à la guerre, d'abord un comité d'avocats a déclaré que « la Déclaration ne créerait pas de difficultés légales » et, de toute façon, on « avisera concrètement » en cas de guerre réelle<sup>70</sup>.

Norman Thomas avance enfin l'argument suprême : la déclaration est dans la ligne « de la récente déclaration des socialistes allemands à Prague et du manifeste du groupe de Neu Beginnen en Allemagne »<sup>71</sup>. Cette tentative de se créditer de « garanties internationales » est reprise, plus maladroitement, par Devere Allen, rédacteur de la Déclaration de Principes, qui élargit ses cautions jusqu'au vieux réformisme européen : « Le congrès de Hastings

du Labour Party britannique a adopté la révolution de Sir Charles Trevelyan sur la "résistance de masse à la guerre", sauf une clause en cas d'invasion (sic !) »<sup>72</sup>.

Pourquoi s'inquiéter avec de telles « garanties » ? Pourtant Thomas se trompe : l'opposition de la Vieille Garde à la Déclaration de Principes n'est due pas tant à son contenu qu'à sa signification profonde. Waldman, encore une fois, le saisit beaucoup mieux que Thomas : « Le débat sur la Déclaration, plus encore que la Déclaration elle-même, rendit compte de l'état d'esprit du congrès et de la direction dans laquelle s'était engagée le S.P. »<sup>73</sup> Cet « état d'esprit », c'est celui que décrira James Oneal, représentant du S.P.A. auprès de l'I.O.S. après la mort en octobre 1933 de son prédécesseur à ce poste, Morris Hillquit :

« Les conflits dans le P.S. sont essentiellement dus à un mouvement nouveau qui se développe à partir de la crise mondiale avec tous les phénomènes anormaux que cela implique.

1) *La guerre* : la jeunesse est à ce point obsédée par une nouvelle guerre qu'elle veut en finir avec l'angoisse de ses appréhensions. D'où l'attrait qu'exerce sur elle tout programme pseudo-révolutionnaire.

2) *La crise* : pendant 5 ans, 5 millions de jeunes n'ont pu trouver d'emplois et cela les a conduits à un état d'esprit morbide de vengeance contre la société capitaliste qui ne facilite guère une réflexion intelligente.

3) *La Russie* : des réactions prématurées vis-à-vis du plan quinquennal et l'énorme propagande communiste ont... influencé les opinions de nouveaux membres.

4) *Les défaites européennes* : elles nourrissent l'idée qu'il faut blâmer les organisations et les programmes des partis socialistes... et qu'il faut les réorganiser de fond en comble. On considère que les vétérans sont incapables de le faire et que cette tâche incombe à la jeunesse.

5) *Le fascisme* : il existe une peur morbide du fascisme et, de façon générale, on croit que sa montée en Europe aurait pu être empêchée si la jeunesse, avec sa vigueur, son enthousiasme et ses idées plus claires, avait été investie dans la direction. »<sup>74</sup>

Cet « état d'esprit » que la Vieille Garde combat ouvertement, Norman Thomas ne veut pas l'accompagner jusqu'au bout, mais il tente de s'appuyer sur lui pour le canaliser :

« Je voulais tenter ma chance pour un moment avec les jeunes... si seulement nous pouvions les tenir dans le parti. J'avais raison. Beaucoup d'entre eux se calmèrent, à mon enchantement. Certains d'entre eux allèrent trop loin à gauche. »<sup>75</sup>

Il est sans doute exact que certains des jeunes « Militants » intégrés à la direction après le congrès<sup>76</sup> se « calmèrent ». C'est peut-être le cas de Maynard Krueger qui, reprenant les termes de Thomas, note avec satisfaction que « la tendance du mouvement socialiste international est à gauche ». Pour lui, le S.P. doit en quelque sorte « aménager sa vie » dans le cadre de ses nouvelles positions politiques, devenues une borne à ne plus franchir, et qui surtout ne représentent finalement qu'une réappropriation par le S.P. de sa propre histoire : sur l'A.F.L., il ne s'agit que de revenir à la position de Hillquit en 1914, qui caractérisait alors comme « quelque peu archaïque, quelque peu antique, trop conservatrice et pas assez efficace » la direction de l'A.F.L.<sup>77</sup> La

plate-forme des « Militants » new-yorkais parue dans *World Tomorrow* le 14 juin 1934 — mais qui a peut-être été écrite avant le congrès de Detroit — créditée elle aussi les partis socialistes du monde entier d'une authentique évolution à gauche : « Les partis socialistes du monde sont rapidement en train de venir sur les positions de la minorité de la dernière conférence socialiste internationale. » En revanche beaucoup de jeunes ne se « calment » pas et ils sont encouragés en ce sens par la victoire incontestable qu'ils ont remportée à Detroit et qu'ils veulent prolonger en extirpant définitivement le « vieux réformisme ».

Peu de temps après le congrès, David Felix, un des signataires de l'appel des 47, s'exprime dans l'*American Socialist Quarterly* pour proposer les bases d'un « programme socialiste révolutionnaire ». Il constate qu'il n'existe pas de « véritable aile gauche » dans le parti, mais, au mieux, des « tendances de gauche souffrant d'imaturité organisationnelle et intellectuelle ». Pour lui, les plates-formes respectives des Militants et du Revolutionary Policy Committee ne sont que des « jalons » vers un authentique programme de la gauche : il faut faire une synthèse plus large « prenant en compte non seulement ces documents, mais la volumineuse littérature qui paraît en ce moment en Europe ».

Raillant l'I.C., « ce mourant tirant sur ces couvertures et marmonnant social-fascisme », il s'oppose à l'idée d'une nouvelle Internationale, car « les forces de gauche croissent si rapidement et si unanimement dans les partis social-démocrates du monde que cette étape n'est pas nécessaire... Il serait vraiment fou de rejeter l'opportunité d'atteindre, influencer et orienter ces masses au moment précis où elles sont en mouvement et où il est possible de les atteindre et d'influencer les programmes des partis par la démocratie interne. »

Ses perspectives ? Mener une « défense agressive » des libertés démocratiques menacées, tout en montrant que le « choix réel » n'est pas entre démocratie et dictature mais « Qui doit gouverner ? les capitalistes ou les travailleurs ? » ; batailler pour le front unique avec le P.C. ; s'opposer à toute fusion entre le S.P. et des partis bourgeois ; défendre les revendications immédiates, le tout pour faire du S.P. « l'instrument de la Révolution américaine qui vient »<sup>78</sup>.

#### S.P.A. et anciens communistes

Dans le même temps, à l'hiver 1934-1935, le S.P. reçoit l'adhésion massive de nombreux cadres, anciens du P.C. ou anciens lovestonistes<sup>79</sup>. Parmi eux, certains avaient été en contact avec les trotskystes après leur tournant de l'été 33 vers une nouvelle Internationale, puis s'en étaient éloignés, attirés vers une organisation plus puissante et plus « ouverte » à leurs yeux : c'est le cas de Herbert Zam, Ben Gitlow et de beaucoup d'autres.

La déclaration d'adhésion au S.P. de Zam, ancien secrétaire des Jeunes-Communistes, est très démonstrative de ce qui est en 1934-1935 un phénomène international : l'adhésion aux partis socialistes de cadres communistes qui ont souvent exercé de hautes responsabilités, exclus en général entre

1925 et 1928, puis en contact entre 1928 et 1933 avec des groupes d'opposition communistes très divers. Profondément écœurés par la politique de l'I.C., convaincus par la catastrophe allemande — ou même parfois avant ! — de l'inanité d'une réforme des P.C., méfiants en même temps — bien qu'ils y aient parfois participé — à l'égard de l'Opposition de gauche dont les luttes internes et l'accueil à leur égard les a repoussés, ils pensent trouver dans une social-démocratie renouvelée par les exigences de sa base, le creuset de nouveaux partis révolutionnaires<sup>80</sup>.

Herbert Zam écrit :

« Depuis la grande guerre, il n'y a jamais eu un tel remous que maintenant, avec des milliers, des centaines de milliers de révolutionnaires s'éloignant de leurs options fondamentales à la recherche de politiques et d'organisations plus efficaces. Les événements allemands et autrichiens ne jouent pas un rôle isolé ou incident dans cette convulsion politique mais servent de point de focalisation pour une nouvelle cristallisation politique, tout comme l'a fait la Révolution russe dans d'autres circonstances... Dans le mouvement socialiste, nous voyons un tableau entièrement différent (des partis communistes). Partout discussion, mouvement, réorientation, recristallisation des idées... De chaque côté, nous voyons l'évidence d'un désir sincère de tirer profit des défaites, d'abandonner des politiques usées jusqu'à la corde et des directions de la vieille école, et de se préparer à de nouvelles luttes. »

Puis, revenant sur ces contacts récents avec les trotskystes de la C.L.A., il affirme :

« Le résultat du mot d'ordre des nouveaux partis révolutionnaires fut sans doute un pas en avant contre le mot d'ordre de la réforme du Comintern. Mais il a perdu sa valeur originelle au regard des développements à l'intérieur des S.P. Le nouveau dans la situation depuis le résultat du mot d'ordre des « nouveaux partis », c'est précisément les changements qui ont pris place et qui prennent encore place dans la plupart des S.P. Les partis socialistes dans de nombreux pays sont aujourd'hui dans un état de transition. Leur transformation en partis révolutionnaires marxistes peut être grandement aidée si les révolutionnaires qui ont de l'entraînement et de l'expérience les rejoignent et aident à achever cette transformation... un nouveau parti révolutionnaire ne signifie pas une nouvelle étiquette. Ne serait-ce pas un *vieux parti* avec un *nouveau programme*, une nouvelle orientation, un *nouveau rôle* ? Si les S.P., certains S.P. adoptent un nouveau programme, un programme révolutionnaire, et fonctionnent comme indiqué ci-dessus, alors ils sont les *nouveaux partis révolutionnaires*. »<sup>81</sup>

Ce type d'adhésion, on le comprend aisément, avive encore l'opposition de la Vieille Garde qui tente, à New York en particulier, de les empêcher par tous les moyens. Mais ce n'est pas cette opposition en tant que telle qui pose problème : en 1935 le S.P.A., pour la première fois depuis 1929, voit ses effectifs subir une légère régression, passant de 20 591 à 19 121 adhérents. Comment l'expliquer, avec la force d'attraction que l'on vient de voir ? Nous pensons qu'il faut incriminer l'absence ou la minceur des perspectives politiques des courants portés à la direction par le congrès de Detroit, à savoir les partisans de Thomas et les Militants.

Les élections partielles de 1934 avaient déjà révélé une grave faiblesse politique et causé une première déchirure dans l'organisation : alors que le P.S. ne progresse déjà pratiquement plus sur le plan électoral, l'écrivain Upton Sinclair<sup>82</sup>, figure de proue du socialisme en Californie, décide de se

présenter au poste de gouverneur de l'Etat sous l'investiture du parti démocrate et avec une plate-forme politique de caractère utopique baptisée E.P.I.C. (« End Poverty in California » : mettons fin à la pauvreté en Californie). Son initiative est condamnée par Norman Thomas, mais il parvient à entraîner derrière lui pratiquement toute l'organisation socialiste de Californie, *toutes tendances confondues*. Le S.P. est détruit en Californie, l'organisation passant de 1 238 membres en 1933 à 105 en 1935 ; Sinclair n'est pas élu, mais recueille 879 537 voix contre 2 947 pour le candidat socialiste maintenu<sup>83</sup>.

Comme le souligne Serge Denis, le paradoxe dans cette affaire est l'enthousiasme que la candidature Sinclair suscita chez l'ensemble des militants californiens, y compris les plus radicaux. Cela ne fait que démontrer les faiblesses politiques partagées peu ou prou par tous les courants sur la question de l'indépendance politique vis-à-vis du parti démocrate et surtout vis-à-vis des « progressistes », ces courants typiquement américains qui cherchent à donner au visage « de gauche » à l'un ou l'autre des deux grands partis bourgeois ou bien à lancer l'idée d'un « troisième parti » rassemblant toutes les tendances libérales ou socialisantes, mais toujours en intégrant des éléments bourgeois venus de ces deux mêmes grands partis.

Cette attraction permanente du S.P. vers ces solutions politiques renvoie à une faiblesse peut-être fondamentale : l'incapacité à avancer une perspective claire et crédible pour la construction d'une représentation politique de la classe ouvrière américaine, c'est-à-dire d'un « Labor Party ». Certes, mise à part une minorité qui entend construire le S.P.A. comme *seul* parti d'avant-garde, tout le monde dans le S.P. se déclare en général favorable à la construction d'un « Labor Party », « Workers' Party » ou « Farmer Labor Party ». Mais ces vocables différents recouvrent souvent des perspectives contradictoires. Serge Denis le montre clairement par l'exemple du Wisconsin : dans cet état, le S.P. participe, dans le cadre d'un « Farmer Labor Party » (Parti des Paysans et des Travailleurs), à une coalition avec le Progressive Party bourgeois des LaFollette ; Norman Thomas leur reproche simplement l'absence de perspectives nationales de la coalition, la restriction de son activité à l'échelle de Wisconsin, sans critiquer le *principe* même de la coalition.

Quant aux « Militants », la plupart s'engagent dans la bataille pour le syndicalisme industriel, mais à l'échelle de chaque entreprise, et ils se laisseront absorber par le travail d'organisation syndicale, en abandonnant dans les faits le combat pour regrouper, à partir de là, les éléments d'un courant national. Reconnaissons à leur décharge que ce n'était pas facile : toutes les positions syndicales du S.P.A. étaient tenues par la Vieille Garde qui en joue systématiquement à partir de 1935-1936 contre ses anciens camarades de parti et au profit direct de Roosevelt<sup>84</sup>.

Cela nous amène à un deuxième problème qui contribue aussi à expliquer la stagnation du S.P.A. et que relève Victor Francis Calverton, directeur de la revue de gauche *Modern Monthly*, dans son article de janvier 1935, « Le Socialisme tourne à gauche ».

Il note que la Vieille Garde s'engage irréversiblement vers la scission et que la faiblesse des Militants est précisément « qu'ils craignent cette scission



et refusent d'en reconnaître l'inévitabilité mais aussi la sagesse... ». Si la scission se produit dans ces conditions, il redoute que les Militants ne se divisent, certains suivant la Vieille Garde, les autres, c'est-à-dire l'immense majorité, éclatant en plusieurs tronçons et rejoignant dans la confusion, qui les lovestonistes, qui le P.C. ou les trotskystes, « ce qui signifierait la complète dissolution du S.P. »

En revanche, si les « Militants » conservent leur unité, Calverton ouvre la perspective grandiose d'une fusion du S.P. avec le W.P.U.S., ce qui constituerait « le plus grand, le plus actif et le plus vigoureux parti révolutionnaire aux U.S.A. ».

### Perspectives d'avenir ?

Les deux éventualités envisagées par Calverton n'étaient pas des vues de l'esprit ; toutes deux étaient plausibles, car la situation du S.P. demeurait très ouverte en 1935. Mais la réalisation de l'une ou de l'autre dépendait largement de l'attitude qu'allaient adopter ceux qui avaient, au moins sur le papier, le mieux prévu et analysé le tournant international de 1933 et sa portée, à savoir les trotskystes. Ceux-ci avaient fusionné, on l'a vu, en décembre 1934 avec l'A.W.P. de Muste pour former le W.P.U.S. Ce nouveau parti est incontestablement devenu un pôle d'attraction pour les jeunes et les cadres ouvriers issus des grandes luttes grévistes de l'année 1934, Toledo et Minneapolis en particulier. Or, il va chercher à se construire directement comme direction de la classe ouvrière aux U.S.A. sans avancer aucune perspective transitoire de Labor Party. La situation politique restait certes très ouverte encore en 1935 et l'absence de bureaucratie dirigeante contrôlant les développements dans la classe ouvrière ne permettait pas d'exclure cette éventualité. Le W.P.U.S., néanmoins, va vite buter sur ses propres limites : n'offrir comme perspective que sa seule construction comme « parti révolutionnaire » était insaisissable à l'échelle des masses ; s'opposer par principe à la bataille pour un « Labor Party », car les « Labor Parties » sont des partis de réformes, des « partis de l'époque capitaliste ascendante » et qu'à l'époque impérialiste, « le seul véritable Labor Party est le parti révolutionnaire »<sup>85</sup>, était une position totalement unilatérale. Surtout ces analyses ne peuvent amener qu'à considérer comme une question de troisième ordre les événements internes au S.P.

James P. Cannon, quelques mois avant la fusion avec Muste, pouvait bien écrire en juillet 1934 : « Nous surveillons le mouvement à gauche dans le S.P. avec le plus grand intérêt et la plus grande sympathie et nous espérons l'aider ». Il ajoutait même « qu'un fort détachement du nouveau parti communiste, peut-être même le plus important numériquement, viendra des rangs du P.S. »<sup>86</sup>. Il ne semble pas avoir été entendu... Prenons-en pour preuve l'article que Felix Morrow, dans *The Militant*, consacre en août 1934 au congrès de Detroit. Il donne — ce n'est pas très difficile ! — une bonne définition du « centrisme » des nouveaux dirigeants socialistes :

« Le centrisme tente d'absorber les leçons d'Allemagne et d'Autriche sans abandonner les principes fondamentaux qui ont conduit à ces défaites. Il essaie de saisir le

mouvement à gauche de la base en l'assurant que le parti peut être changé, et en même temps, il assure l'aile droite que les changements proposés sont du socialisme traditionnel, que les centristes demeureront fidèles aux décisions démocratiques du parti et que le parti est assez grand pour abriter toutes les opinions. »<sup>87</sup>

Felix Morrow reconnaît dans le congrès la « défaite du réformisme classique », mais ne développe pas, à partir de là, son analyse, pour essayer de fournir aux jeunes militants socialistes des armes politiques susceptibles de les aider. Il préfère consacrer son article à une succession de critiques, fustige les « combinaisons hétérogènes » et les manœuvres de coulisses, démontre l'inconsistance politique de la « résistance de masse à la guerre sous la forme d'une grève générale » qu'envisagerait la Déclaration de Principes, car c'est un « mythe » que de proposer la grève générale au moment précis où l'Etat capitaliste est le plus fort...

On conçoit qu'avec de telles armes — dont l'emploi pouvait se justifier, mais seulement à condition de partir de cette « défaite du réformisme » qui était le fait saillant du congrès de Detroit et de replacer les critiques dans ce cadre — le W.P.U.S. ne pouvait qu'ignorer l'enjeu considérable qu'était le S.P.A. en 1934-1935 et contribuer donc à sa manière à son propre affaiblissement et à la confusion politique.

On sait que ce ne fut qu'à partir de juin 1935 seulement, sur l'insistance de Trotsky, que Cannon et Shachtman engagèrent la bataille pour une réorientation politique de leur organisation — laquelle « entra finalement » dans le S.P.A. à partir de mars 1936, après plusieurs mois de discussion et même de crise aiguë pour surmonter, non sans dégâts, l'opposition déterminée d'Oehler et les réticences de Muste.

Cette entrée était tardive. Elle se réalisait à un moment où les trotskystes n'avaient pas trouvé de réponse politique à la question brûlante des élections présidentielles de 1936 et au moment où ils s'apprêtaient à déferler sur les usines un mouvement de masse qui n'allait pas gonfler les sections du S.P.A. mais construire les syndicats d'industrie du C.I.O. Elle se faisait au moment où l'ensemble des forces politiques, de Roosevelt à John L. Lewis, sans oublier le parti communiste et la « Vieille Garde » socialiste, cherchaient à faire obstacle à toute expression indépendante du mouvement ouvrier et tentaient de rabattre toutes les voix ouvrières vers Roosevelt présenté comme le candidat du « peuple » contre le « big business ».

L'élection de 1936 démontrait que le S.P.A., même renforcé par des détachements d'avant-garde, comme nous l'avons vu, ne pouvait franchir ce formidable barrage dressé ainsi sur sa route. Norman Thomas, cette fois, n'obtenait que 187 572 voix, une régression considérable par rapport à 1932 et ce résultat, autant que les pressions sociales et politiques, nationales et internationales, provoquait le début d'une véritable dislocation de ce parti. Mais c'est là une tout autre histoire.

### NOTES

1. Citons Marianne Debouzy dans le chapitre consacré aux Etats-Unis de *Histoire générale du Socialisme*, t. III, PUF, 1977 ; et Daniel Guérin, *Histoire du Mouvement ouvrier aux Etats-Unis*, Maspéro, 1977.

2. David A. Shannon, *The Socialist Party of America* (New York, 1955) ; Benjamin K. Johnpoll, *Pacifist's Progress. Norman Thomas and the decline of American Socialism* (Chicago, 1970).
3. Serge Denis, *Le Mouvement ouvrier américain et l'action politique*, thèse de l'Université de Grenoble, 1981, 3 vol., 1 268 p.
4. Guérin, *op. cit.*, p. 71.
5. Clarence O. Senior (1903-1974), issu d'une famille très modeste, avait fait divers métiers avant d'étudier à l'université du Kansas et d'être longtemps directeur du Labor College de Cleveland. Il était secrétaire du parti depuis 1929 et lié à Norman Thomas.
6. Eugene Debs (1855-1926), fils d'un alsacien immigré aux Etats-Unis, principal artisan de la naissance du S.P.A. fut son candidat aux élections présidentielles de 1900, 1904, 1908, 1912 et 1920, où, avec 915 000 voix, il réalisa le meilleur résultat jamais atteint dans ce pays par un candidat ouvrier.
7. James P. Cannon, *History of American Trotskyism*, Pathfinder press, New York, 1974, pp. 91 sq.
8. Serge Denis, *op. cit.*, t. I, pp. 285 sq.
9. Abraham Johannes dit A.J. Muste (1885-1967), né aux Pays-Bas, avait émigré aux Etats-Unis avec ses parents en 1891. Devenu pasteur en 1909, il fut sanctionné en 1915 pour son activité pacifiste. Il s'était engagé dans le mouvement ouvrier à l'occasion d'une grève du textile à Lawrence et avait ensuite fondé en 1921 le Labor College de Brookwood qui forma bien des cadres du syndicalisme nord-américain.
10. A chaque élection présidentielle, l'A.F.L. envoyait un questionnaire à chaque candidat, puis publiait les réponses en les comparant avec ses propres revendications, et restait officiellement neutre.
11. Herbert Hoover (1874-1964) était président des Etats-Unis depuis 1928 où il avait été élu en tant que candidat du parti républicain.
12. S. Denis, *op. cit.*, I, p. 305 ; William Green (1873-1952), successeur de Gompers à la présidence de l'A.F.L., se vantait de n'avoir jamais lancé le mot d'ordre de grève ni fait grève lui-même.
13. James Oneal (1875-1962) et Algernon Lee (1873-1954) étaient les principaux animateurs de l'aile droite aux côtés de Morris Hillquit (1869-1933), né à Riga, émigré en 1886, un des fondateurs du parti.
14. B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 79. L'idée qu'il y avait avant tout dans les partis socialistes un conflit de générations était également exprimée alors en Europe : c'est ainsi que Paul Henri Spaak, délégué à la conférence de l'I.O.S. d'août 1933, et Georges Lefranc opposaient « la génération des pionniers » aux jeunes « qui pensent aux échecs de ces vingt dernières années, qu'ils n'acceptent pas et dont ils veulent connaître les causes » (*La Bataille socialiste*, 15 septembre 1933).
15. L'*American Socialist Quarterly* (ci-après A.S.Q.) a été fondé en 1931 par Anna Bercovitz, David Berenberg et Haim Kantorovitch qui ne se rangeaient pas eux-mêmes dans le courant Militant, mais plaçaient leur revue dans la ligne de *Class Struggle* (1917-1919) qui, avec Louis C. Fraina et Ludwig Lore, gagna les socialistes à « la révolution bolchevique » (David Herreshoff, introduction aux microfiches *Socialist Review*, cité par S. Denis, I, p. 317).
16. B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 79.
17. Paul Blanshard (né en 1892) avait été pasteur, puis responsable dans un syndicat textile à Rochester avant d'animer la League for Industrial Democracy, avec d'autres socialistes. Robert Delson (né en 1905), diplômé de Columbia, était avocat à New York avec son frère Max (né en 1903).
18. D. Shannon, *op. cit.*, p. 213.
19. B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 86 ; Norman Thomas (1884-1968) avait été ordonné pasteur presbytérien en 1911 et quittait son pastorat en 1931.
20. B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 89.
21. A.S.Q., I, n° 2, avril 1932.
22. Le commentateur anonyme est vraisemblablement Anna Bercovitz, responsable de la publication.
23. Le Bund organisait la majorité des ouvriers juifs de Pologne.
24. P. Broué, « Quand Santiago Carrillo était gauchiste : les Jeunesses socialistes d'Espagne de 1934 à 1936 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 16, décembre 1983, pp. 17-54.

25. Daniel Hoan (1881-1961), cuisinier de profession, socialiste depuis 1892, fut maire de Milwaukee de 1910 à 1940.
26. Les cinq nouveaux membres du Comité national élus à Milwaukee étaient Powers Hapgood, Leo Krzycki, Darlington Hoope, Albert Sprague Coolidge et Norman Thomas. Powers Hapgood (1899-1949), fils d'un riche homme d'affaires, diplômé de Harvard, s'était embauché comme mineur. Il devait jouer un rôle très important aux côtés de John L. Lewis dans la fondation du C.I.O. Leo Krzycki (1881-1966), fils d'un ouvrier de Milwaukee, un lithographe, fut lui-même un militant syndical du textile avant d'être en 1936 l'organisateur des ouvriers du caoutchouc et du pneumatique. Albert Sprague Coolidge (1894-1977) diplômé de Harvard, était professeur à cette même université. Il est connu pour ses travaux de physique dans le domaine de la théorie des quanta. Il correspondit avec Trotsky.
27. A.S.Q., I, n° 3, été 1932, pp. 49-55.
28. N. Thomas prononça au cours de la campagne six discours par jour, s'adressant à des auditoires de 8 à 10 000 personnes en moyenne, contre 4 à 5 000 dans sa campagne de 1928. Il réunit 20 000 personnes au meeting central de New York au Madison Square Garden et 14 000 à Milwaukee (B.K. Johnpoll, *op. cit.*, pp. 96-97).
29. F.D. Roosevelt l'emporta avec 22 800 000 voix contre 15 758 000 à Hoover.
30. D. Shannon, *op. cit.*, pp. 224-225.
31. Deux organisations de l'A.F.L. ont soutenu la candidature de Norman Thomas : la Fédération du Vermont et l'American Federation of Full Fashioned Hosiery Workers.
32. On peut compter qu'il y eut en fait un million de voix ouvrières en ajoutant aux voix en faveur de Norman Thomas les 103 151 qui s'étaient portées sur William Z. Foster, le candidat du P.C. Notons également quelques résultats qui sont plus que de l'anecdote, l'élection du seul maire communiste de l'histoire des Etats-Unis, E. Nygard à Crosby et la réélection du gouverneur Farmer and Labor du Minnesota.
33. B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 87.
34. D. Shannon, *op. cit.*, p. 229. L'aigle bleu était un symbole du New Deal.
35. Shannon n'hésite pas à écrire : « C'est l'histoire américaine qui a battu les socialistes ». Il ironise sur le parti d'Eugene Debs « qui avait prédit l'effondrement du capitalisme américain et s'effondrerait lui-même dans la pire crise que le capitalisme américain ait connu » (*op. cit.*, p. 250).
36. Après l'élection de Roosevelt, la Morris-LaGuardia Injunction Act fut prolongée par la section 7 a du N.I.R.A. (National Industry Recovery Act) qui reconnaît aux travailleurs le droit de s'organiser dans l'association de leur choix. Mais cette conclusion s'accompagnait de la tentative d'intégrer les syndicats ainsi créés (les accords portaient l'estampille de l'aigle bleu) et rien n'obligeait les employeurs à négocier. Le patronat gardait toute latitude pour favoriser la création de « syndicats de boutique » qui se multiplièrent entre 1933 et 1935 jusqu'à atteindre près de la moitié des effectifs « syndicaux ».
37. Fiorello LaGuardia (1889-1947), avocat d'origine italienne, jouissait d'une réputation de « progressiste » et d'une certaine popularité.
38. LaGuardia proposa à Waldman, responsable socialiste à New York, le poste de « borough President » à Bronx.
39. B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 105.
40. On décompte, en 1933, 1 695 grèves avec 1 168 000 grévistes contre 824 grèves et 324 000 grévistes en 1932. Fin 1933, l'A.F.L. avait gagné 500 000 membres et la T.U.U.L. à direction communiste a dépassé les 100 000 adhérents. Mais l'A.F.L. ne renonçait pas à sa structure de syndicats de métier : elle incorporait les nouveaux adhérents en unions fédérales, directement affiliées à la centrale, refusant de créer des fédérations d'industrie (S. Denis, *op. cit.*, pp. 362-365, et D. Guérin, *op. cit.*, pp. 73-74).
41. Au lendemain des élections, le commentateur de radio Gabriel Hotter suggéra que le mot « socialisme » répugnait à de nombreux Américains et proposa que la parti change de nom pour devenir « un troisième parti allégé de tous les handicaps que le P.S. traîne aujourd'hui ». Norman Thomas refusa bien que, comme le relève Johnpoll (*op. cit.*, p. 99) son programme fût très proche.
42. Le meeting du Bronx, le 5 février 1933, réunit 500 participants, dont 100 membres du P.C., selon *The Militant* du 15 février. Cannon parla à Minneapolis, sur « la question allemande », Hugo Oehler à Pittsburg, Cleveland, Chicago et Saint-Louis.

43. Ce n'est que le 30 septembre que *The Militant* publia un texte du comité national de la C.L.A. intitulé « Pour un nouveau parti et une nouvelle Internationale ». En juillet, Trotsky avait dit à Shachtman à Prinkipo que « rien n'exigeait de se presser » pour un nouveau parti aux Etats-Unis, mais qu'il importait de concentrer le travail de manière à se placer dans cette direction.
44. Ben *Gillow* (1891-1965), d'une famille d'émigrés russes, avait été avec John Reed l'un des fondateurs en septembre 1919 du Communist Labor Party of America, le plus « américain » des deux partis communistes fondés à partir de la scission du S.P.A. Membre du bureau politique du parti après son unification, il fut en 1928 son candidat à la vice-présidence. Désigné comme secrétaire général par Moscou en mars 1929 il fut écarté de toutes ses responsabilités en même temps que Lovestone avec qui il était en train de rompre dans le début des années trente suivant une évolution parallèle à celle de la minorité de la K.P.O. brandlérienne qui se préparait en Allemagne à rejoindre les socialistes de gauche.
45. Dans une lettre du 22 octobre 1933 à Trotsky (Houghton Library), Glotz assure que Gitlow est « d'accord (...) sur beaucoup de questions » mais qu'il a des divergences sur le Labor Party et la question du « socialisme dans un seul pays ».
46. *The Militant*, n° 49, 28 octobre 1933.
47. Haim *Kantorovitch* (1890-1936), né en Lituanie, avait émigré à l'âge de 17 ans. Il fréquenta d'abord les milieux sionistes de gauche de New York s'en détourna en 1926 pour rejoindre le S.P.A. Très cultivé, il était un pédagogue de grande qualité. Directeur de la High School of Workmen's Circles, il entra à la rédaction de *Modern Monthly* et fut sans doute le principal inspirateur de l'*American Socialist Quarterly*. Tuberculeux — atteint en 1931 — il dut interrompre pendant un an toute activité, puis, après avoir repris, aller s'installer en Californie. Il mourut dans un sanatorium, privant la gauche du S.P.A. d'un de ses éléments intellectuellement les mieux formés.
48. Kantorovitch écrivait : « Qu'est-il advenu du fameux Rot Front dont la gloire à venir était claironnée dans la presse communiste et dont les futurs morts héroïques étaient célébrés d'avance dans les romans, les pièces et les poèmes communistes ? Où étaient ces héros quand les hordes nazies s'emparèrent de leurs maisons et de leurs biens ? »
49. *A.S.Q.*, II, n° 3, été 1933.
50. *A.S.Q.*, II, n° 4, automne 1933.
51. *La bataille socialiste*, n° 71, 15 septembre 1933.
52. D. Shannon, *op. cit.*, p. 238. David *Lasser* (né en 1902) allait rejoindre effectivement le P.C.
53. *The World Tomorrow* n'est pas une revue socialiste ; elle était animée par des protestants « de gauche ».
54. On peut relever que le R.P.C. reporte sur les travailleurs la responsabilité de la constitution d'un Labor Party reposant uniquement sur eux.
55. « The New Socialism in America », *Modern Monthly*, vol. 8, n° 7, août 1934. Joseph Brown *Matthews* (1894-1966), fils d'un homme d'affaires, avait étudié théologie et langues orientales, et fut successivement pasteur puis professeur d'hébreu. Adhérent au S.P.A. en 1929, il anima le R.P.C. et passa à l'époque pour un « sous-marin » du P.C. — d'autres disaient du groupe de Lovestone. Il fut en 1933 le président de la Ligue contre la Guerre et le Fascisme, une organisation d'« amis de l'U.R.S.S. ». Il accepta en 1935 un poste important dans une entreprise, déposa en 1938 devant la commission d'enquête sur les activités non-américaines présidée par Martin Dies et fit sa réapparition en politique comme enquêteur de cet organisme précurseur de la « chasse aux sorcières ».
56. *The World Tomorrow*, 24 mai 1934.
57. *Ibidem*, 12 avril 1934. Devere *Allen* (1891-1955) écrivain et journaliste, avant tout pacifiste, avait milité dans le World Council War Resister's et l'International League for industrial Democracy. Il était très proche de Norman Thomas.
58. S. Denis, *op. cit.*, III, p. 474, évalue à 7 millions de voix les pertes démocrates et à trois les pertes républicaines.
59. A.J. Muste, « An American Revolutionary Party », *Modern Monthly*, 7, n° 12, janvier 1934.
60. Trotsky, lettre à Arne Swabeck, 29 mars 1934, *Oeuvres*, 3, pp. 296-297. Arne *Swabeck* (1890-1986) avait été un dirigeant du P.C. et de la Federation of Labor de Chicago et était alors secrétaire de la C.L.A. Il avait séjourné en Europe en 1933 et visité Trotsky à Prinkipo.

61. Les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 20, décembre 1984, ont publié une traduction française de cette « Déclaration de Principes », pp. 117-121.
62. Compte rendu sténographique du congrès, *A.S.Q.*, III, septembre 1934, pp. 7-9.
63. « La situation dans le S.P. », *Modern Monthly*, janvier 1936.
64. Le Massachusetts, la Pennsylvanie, New York (par 1 537 voix contre 1 189) et le Connecticut donnèrent la majorité à la Vieille Garde.
65. Le référendum fut également perdu par la Vieille Garde, mais dans un rapport moins favorable qu'au congrès : 5 993 voix pour la Déclaration, 4 872 contre.
66. *New York Times*, 7 novembre 1934, cité par Denis, *op. cit.*, pp. 502-506.
67. Cité par Murray Seidler, *Norman Thomas, Respectable Rebel*, Syracuse, 1967, p. 135.
68. Seidler, *op. cit.*, p. 139.
69. Le plan rédigé par P. Porter avait été publié dans *The World Tomorrow*, 24 mai 1934.
70. N. Thomas, « Ce qui s'est passé à Detroit », *The World Tomorrow*.
71. « Neu Beginnenn » (Nouveau Départ), groupe issu de la gauche du S.P.D., se fixait pour but de renouveler le mouvement ouvrier allemand en pénétrant les deux grands partis, socialiste et communiste, pour en dégager une « nouvelle gauche ». *Le Manifeste de Prague* édité par la direction du S.P.D. en exil condamnait de façon toute littéraire le réformisme et critiquait l'activité du S.P.D. avant 1933.
72. Devere Allen, « Pourquoi la Déclaration doit passer », *The World Tomorrow*, pp. 324-326. Relevons que le dirigeant de la S.F.I.O. Paul Faure utilise les mêmes références dans son livre *Au Seuil d'une Révolution* (Limoges, 1934), à destination d'un public différent — la jeunesse socialiste radicalisée et la base ouvrière — mais avec le même objectif de calmer le jeu. Paul Faure use d'un discours « gauche » pour démontrer à ses lecteurs qu'il n'est pas besoin de combattre pour transformer le parti et *a fortiori* en construire un nouveau : la social-démocratie sait se transformer elle-même. Elle « ne compte plus de mous, mais seulement des durs ». Norman Thomas, lui, s'adresse à la Vieille Garde et tente de la convaincre au moyen des mêmes citations qu'il n'y a pas à s'alarmer puisque tout reste dans le giron de la II<sup>e</sup> Internationale.
73. Cité par Serge Denis, *op. cit.*, II, p. 488. Le journaliste Victor Francis *Calverton* (1900-1940), un marxiste « indépendant » lié à A.J. Muste, fait une observation identique dans *Modern Monthly* en janvier 1935 : « La Déclaration de Principes est loin d'être un document de gauche clairement tranché, mais elle est suffisante pour précipiter les cohortes des deux camps dans un vif conflit ouvert ».
74. Le rapport de James Oneal a été traduit et publié dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 16, décembre 1983, pp. 111-118, sous le titre James Oneal « La Situation dans le parti américain ».
75. D. Shannon, *op. cit.*, p. 238.
76. Maynard *Krueger* (né en 1906), professeur assistant d'histoire économique à Chicago, était défini par V.F. Calverton comme « le stratège de l'opposition ». Il n'avait pas vingt ans quand il avait rejoint le S.P.A. et avait étudié en Europe. Murray Baron était un syndicaliste Paul R. *Porter* (né en 1908) avait étudié le droit au Kansas et était avocat dans le Wisconsin. C'est en tant que Militant et membre du S.P.A. qu'il avait organisé auparavant la grève des chauffeurs de taxi et conducteurs de camion de Philadelphie ce qui devait lui valoir de devenir « Labor Secretary » du parti. Calverton voyait en lui « le débonnaire diplomate de la nouvelle direction ». Tous se « modérèrent » assez vite. Kantorovitch mourut, Powers Hapgood se jeta dans l'organisation industrielle.
77. Maynard *Krueger*, « Problems facing the Party », *A.S.Q.*, automne 1934, III, n° 3.
78. *A.S.Q.*, coupure non datée, pp. 20-34.
79. Jacob *Liebstein*, devenu aux Etats-Unis Jay *Lovestone* (né en 1898), avait été l'un des jeunes fondateurs du P.C. américain. Exclu en 1929 après avoir été porté à sa tête par Moscou, il avait fondé la Communist Party Opposition (C.P.O.), membre de l'I.V.K.O. qui réunissait les organisations d'opposition de droite, « brandlériennes », dans le monde. Comme les autres organisations « communistes de droite », la C.P.O. était secouée depuis 1933 par une crise grave. On sait que Lovestone allait très loin à droite.
80. On peut relever ici l'itinéraire d'Albert *Treint* (1889-1971), dirigeant du P.C., organisateur de divers groupements d'opposition et membre pendant quelques mois de la Ligue communiste (Opposition de gauche) qui rejoignit la S.F.I.O. en mars 1934.
81. Herbert Zam, « Is the S.P. going revolutionary? », *Modern Monthly*, mars 1935, vol. IX, n° 1.

82. Upton *Sinclair* (1878-1968), le célèbre romancier, fameux depuis *La Jungle* qui dénonçait les conditions inhumaines de travail dans les abattoirs de Chicago, était longtemps militant du S.P.A.
83. S. Denis, *op. cit.*, II, p. 497.
84. On a intérêt à se reporter à S. Denis, *op. cit.*, II, pp. 745-755, pour une analyse plus fouillée.
85. Voir les articles de Hugo Oehler dans *New Militant* en février 1935 et de Max Schachtman dans *New Internationalist* en mars de la même année.
86. *New Internationalist*, I, n° 1, juillet 1934.
87. Né à Felix Mayrowitz et devenu Felix *Morrow* (né en 1906), cet ancien étudiant de Columbia membre du groupe Menorah avec Solow, Novack et autres, était le premier d'entre eux à avoir franchi le cap de l'adhésion au P.C. et fut le premier aussi à rejoindre la C.L.A.

Pierre Broué

## Espagne 1936 : Front populaire et politiques militaires

Les historiens commencent en général à reconnaître aujourd'hui — un demi-siècle après — que la riposte ouvrière et paysanne au *golpe*, coup de force de l'armée d'Espagne, a dès les premiers moments revêtu la forme de cette révolution que les militaires soulevés voulaient précisément étouffer dans l'œuf.

La révolution espagnole mûrissait depuis des années. La répression de l'insurrection d'octobre 1934 l'avait plutôt nourrie qu'étouffée. Le dispositif de sécurité mis en place par les organisations traditionnelles, le Front populaire, s'avérait impuissant, son succès électoral ayant constitué un facteur d'une accélération formidable. Tout prouve que l'on assistait dans les premiers mois de 1936 aux premiers pas, gigantesques, d'une grandiose révolution, visibles à travers la grève des ouvriers du bâtiment qui tint Madrid en haleine pendant le mois de juin, mais aussi à travers le gigantesque mouvement paysan d'occupation des grands domaines dans la province de Badajoz en mars ou la grève de Malaga un peu plus d'un mois plus tard.

Tout essai d'interprétation doit évidemment tenir compte de ces formes concrètes du mouvement de masses et de leur signification en tant que déclaration d'une guerre sociale. Les hommes qui écrivent l'histoire, comme ceux qui décident au sommet de la politique des classes dirigeantes savent que de tels mouvements sont des signes d'une valeur infiniment supérieure à celle des déclarations ou discours, même les plus radicaux, qui ne sont eux-mêmes que les reflets plus ou moins déformés de ces mouvements sociaux nés dans les profondeurs. Les sévères censeurs de Largo Caballero — et il n'en manque pas aujourd'hui chez les historiens espagnols — sont plus à l'aise dans le commentaire de textes que dans l'analyse des contradictions sociales qui menaient à l'affrontement en armes entre classes sociales qu'il est d'usage d'appeler « guerre civile » et qui est, bien entendu, comme la guerre elle-même, la poursuite de la politique par d'autres moyens.

Depuis 1934 on assistait en Espagne à une sorte de « division du travail » entre les partisans de l'« ordre », représentants de l'oligarchie terrienne et financière, Eglise et Armée. Il faut être stupide et d'une grande mauvaise foi pour assurer qu'en 1936, ils se sont réunis sous l'effet des discours et du « radicalisme » de Largo Caballero, car ce sont simplement des circonstances nouvelles qui leur ont dicté des décisions d'action. A partir de la fin de 1934,

tandis que Gil Robles et la CEDA tentent la reconquête légale, la destruction par la voie parlementaire des réalisations et conquêtes ouvrières, les chefs militaires les ont épaulés l'arme au pied, les uns et les autres laissant ouvert le recours éventuel à la lutte armée. Avec les élections de février 1936 et la victoire du Frente popular, les politiques vont reculer au second plan cependant que les militaires se préparent à employer leurs moyens à eux. On connaît les initiatives du général Franco qui offre immédiatement ses services pour dissoudre les Cortes, et son beau-frère Serrano Suñer affirme que le futur Caudillo envisagea même un instant de prendre la tête des élèves-officiers pour exiger du Président de la République l'annulation des élections. Il n'en fit rien et se retira à l'arrière-plan laissant au général Sanjurjo la tête d'affiche et au général Mola la direction effective de la conspiration.

Il semble bien aujourd'hui que les premiers historiens de la guerre civile aient peut-être accordé une excessive confiance aux premiers historiens franquistes qui, désireux de nourrir la légende de l'Armée salvatrice, ont fait de la conspiration une affaire purement militaire, les généraux ayant définitivement mis à l'écart les dirigeants politiques de droite. En fait, les hommes politiques de la réaction, s'ils ne sont pas impliqués dans le détail des opérations, n'en sont pas moins actifs. Il suffira d'indiquer sur ce point que Gil Robles verse à Mola des sommes considérables et que José Calvo Sotelo participe à la désignation des futurs cadres administratifs de l'Etat nouveau. Le phénomène est très clair dans les provinces et l'on voit à Cordoue officiers en retraite, grands propriétaires, señoritos, phalangistes, toreros et gens du milieu participer aux préparatifs puis s'armer dans les casernes sous l'étiquette « hommes d'ordre »<sup>1</sup>.

Ayant rejeté l'insurrection immédiate, les conjurés — toute une classe de privilégiés — ne renoncent pas pour autant au *golpe*, ce « coup » militaire, appuyé sur l'armée et la police qui doit leur permettre d'abattre ce régime républicain qui révèle son impuissance face aux revendications ouvrières et paysannes. Mais l'improvisation — une nouvelle « sanjurjada » — s'avère impossible : la moitié au moins des soldats sont touchés par une politisation aux accents souvent hostiles à l'armée, le gouvernement républicain s'efforce, sans scandale et sans rien casser, de placer à des postes-clés ses hommes de confiance, de nombreux officiers, même apolitiques refusent l'aventure d'un soulèvement et demeurent fondamentalement loyalistes. Il faut donc combler les trous, colmater les brèches, étendre et compléter le réseau de la conspiration. Ce travail, qui a ses spécialistes, ses courtiers, ses taupes, ses activistes et ses propagandistes, ne cesse de se développer jusqu'au 17 juillet où se soulèvent les unités de l'armée du Maroc.

Il se trouve aujourd'hui encore des « manuels » ou des cours polycopiés pour assurer que le soulèvement militaire eut pour cause l'assassinat, des mains de policiers socialistes qui l'avaient enlevé, de José Calvo Sotelo, porte-parole de la droite aux Cortes et chef civil de la conspiration. Ce meurtre — représailles contre l'assassinat d'un officier républicain — ne fut qu'un épisode dans la marche des événements, un pas supplémentaire dans la voie de la conflagration, le prétexte dont les généraux conspirateurs se saisirent pour justifier une action de longtemp préparée.

A l'époque où la participation à la préparation du *golpe* était titre de gloire et source de pouvoir, les historiens franquistes ne se sont pas privés de fournir des détails à leurs lecteurs. On peut dans leurs livres suivre les efforts des conspirateurs pour consolider leurs appuis extérieurs, élargir leurs ressources. Ils étendent leur réseau, quadrillent avec soin états-majors et unités, pratiquent sondages et marquage pour repérer et contrôler amis et ennemis. Le recrutement ne se fait pas seulement par conviction, mais aussi par corruption : tous les généraux considèrent comme normal que l'un des leurs se soit vu offrir une grosse somme. L'une des activités essentielles est évidemment ce qu'on appelle la « neutralisation » et qui peut aller jusqu'à la suppression des éventuels adversaires ou obstacles, officiers « loyaux » pour des raisons idéologiques et morales, hommes du contingent connus pour être organisés dans le civil : dans cette besogne, l'armée évite de se salir les mains et de se prêter trop tôt à une lutte « fratricide » : les exécutions d'officiers de gauche avant le soulèvement, sont le domaine réservé des *pistoleros* phalangistes.

Ces opérations « internes » — à l'intérieur des unités de l'armée et de la police — la seconde permettant de couvrir et protéger la première — se déroulent dans des conditions très diverses d'une province, d'une ville, d'une caserne, d'une unité à une autre. Quand un homme qui exerce un commandement est engagé dans la conspiration ou sympathise avec elle, les choses sont relativement faciles. Mais d'énormes problèmes se posent quand un commandant d'unité ou de place, ou de région, n'a donné ni son assentiment ni même son opinion, ce qui fait courir des risques — d'ailleurs tout relatifs — aux conspirateurs. Le travail de prosélytisme et de recrutement est à plusieurs degrés, à travers une préparation tant politique que psychologique. La base en est évidemment l'attachement des officiers à l'armée, à l'ordre, à l'ordre par l'armée et à l'ordre dans l'armée. Les incidents qui se multiplient — notamment à Saragosse au printemps — illustrent la mentalité de ces chefs pour qui l'attachement à la République et à ses lois constitue une menace, voire une atteinte à leurs droits et privilèges. Les officiers de « gauche », les recrues liées au mouvement ouvrier, sont surveillés et devront au jour J disparaître sans qu'il soit besoin de jugement : ce sont les rebelles qui, les premiers, passeront par les armes des officiers de l'armée espagnole.

Les conspirateurs ne sont pas assurés cependant de vaincre du premier coup et facilement ; ils savent que le mouvement peut être très minoritaire et ne négligent pas les forces auxiliaires que la réaction traditionnelle peut leur apporter. D'où l'alliance négociée par Mola avec la Comunion tradicionalista, l'organisation carliste de l'avocat Fal Conde : en Navarre et au Pays Basque, depuis 1931 se sont construites ces unités aux bérets rouges (les *boinas*) qu'on appelle les *requetes*, « Chouans du XX<sup>e</sup> siècle » selon une expression heureuse. A partir de 1933, Fal Conde est étroitement lié aux conspirateurs, en particuliers avec le colonel puis général Varela, « Don Pepe », qui assure protection et conseils. Dans les années qui précèdent la guerre civile, les dépôts d'armes clandestins sont mis en place, les hommes apprennent à manier les armes, manœuvrer, se déplacer. Ces paysans ignorants écoutent docilement les appels à la croisade que lancent leurs prêtres et leurs propriétaires. Les carlistes sont partie prenante en 1934 dans l'accord signé entre les conspirateurs

et Mussolini. La Navarre va recevoir clandestinement des armes italiennes. Leurs chefs, sous l'étiquette d'« officiers péruviens stagiaires » suivent des cours de formation de l'armée italienne. Au jour J, cette opération mettra 30 000 miliciens disciplinés et formés sous les ordres du général Mola dont on sait qu'ils pesèrent d'un poids décisif dans le Nord du pays.

Faut-il ajouter que les plans des conspirateurs militaires, préparés dans les règles, sont encore favorisés par la tradition espagnole et l'histoire concrète des dernières années ? Ce sont surtout des officiers de gauche qui ont saisi l'occasion de la loi Azaña pour quitter une institution qui ne leur offrait guère d'avenir. Nombreux également sont ceux qui ont été écartés des points névralgiques aux lendemains de l'Octobre 1934 où un sérieux nettoyage a déjà eu lieu dans les cadres.

Ceux qui vont prendre parole et initiative armée au nom des classes dirigeantes en les habillant des couleurs de « l'Espagne éternelle », les officiers conspirateurs autour d'Emilio Mola, préparent la guerre civile, tout à fait ouvertement. Comment conçoivent-ils cette guerre qu'ils préparent ? Certainement pas — qui pourrait s'en étonner ? — sous la forme de la guerre civile qu'ils vont déclencher en réalité. Ils ne s'attendent certes pas à une guerre de tranchées de plusieurs années à livrer sur les fronts continus comme dans la Première Guerre Mondiale — préparation d'artillerie, bombardements aériens, vagues d'assaut, sièges prolongés. De leurs alliés et notamment du gouvernement italien, ils attendent appui matériel et logistique ; mais pas sous la forme à laquelle ils devront avoir recours dans la guerre qu'ils ouvrent.

Leur « movimiento » est un golpe, un coup d'Etat militaire qui ne devrait pas dans leur esprit durer plus de quelques jours : c'est l'élite des forces armées, à savoir l'Armée et la Police de la République qui doivent prendre le pouvoir, mettre hors-la loi leurs adversaires, arrêter en masse responsables et militants des partis et des syndicats. Le golpe qu'ils préparent ensemble ressemble à ce que sera trente-et-un ans plus tard au Chili, celui de Pinochet. Nous savons pourtant que cette attente fut déçue : ni l'armée ni la police n'ont pu vaincre partout et d'un seul coup. En bien des endroits, elles ont été vaincues par ceux qu'elles voulaient écraser. Dans plusieurs cas — celui de la Flotte est le plus connu — c'est la résistance des hommes souvent encadrés par des sous-officiers qui a fait échouer le golpe. En d'autres termes, un quarteron d'officiers a effectivement déclenché la guerre civile, mais celle-ci a d'emblée traversé l'armée et abouti parfois à sa destruction pure et simple.

C'est cette situation telle qu'elle apparaît au lendemain du déclenchement du golpe qui nous amène par conséquent à examiner les obstacles qui ont donné à l'initiative des conspirateurs ce tour imprévu, en commençant par la politique du gouvernement porté au pouvoir par la majorité de Frente popular, ainsi que celle des organisations ouvrières, jadis et syndicats, membres du Frente popular ou non. L'histoire de la politique militaire des gouvernements républicains de Frente popular a été souvent faite et refaite et continue néanmoins à surprendre. Les dirigeants républicains, politiques et policiers ont fermé les yeux sur les préparatifs des conspirateurs, laissé se développer leur entreprise. De ce point de vue, les travaux récents ne font qu'alourdir un bilan déjà important : F. Moreno Gómez dans son magistral travail sur

Cordoue montre qu'à deux reprises, le 12 et le 18 juillet, la Sûreté républicaine a tout su, d'abord sur les préparatifs et les hommes, ensuite sur l'ultime conversation téléphonique entre Queipo de Llano à Séville et Cascajo à Cordoue, mais qu'elle les a laissés aller jusqu'au bout<sup>2</sup>.

En déplaçant d'une garnison à une autre les comploteurs connus qu'il se refuse à arrêter et à juger, le gouvernement républicain contribue également, contre son gré peut-être, à généraliser le cancer qui ronge l'armée et à diffuser les consignes des conspirateurs. Doit-on suivre Stanley Payne quand il explique que ni Azaña ni Casares Quiroga ne croyaient à la possibilité d'un soulèvement militaire et qu'ils ont imaginé, au pire, une nouvelle *sanjurjada* — un coup de tête de militaires extrémistes — mais pas cru à la possibilité d'un véritable soulèvement, d'un *golpe* sanglant<sup>3</sup>. On peut sans doute admettre que ces hommes politiques, au fond très conservateurs, enfermés dans le cadre de leur pensée juridique et parlementaire, se soient refusés à prendre à la lettre les révélations pourtant circonstanciées du colonel Mangada qu'ils prenaient incontestablement — et depuis longtemps — pour un redoutable farfalu de moins qu'ils aient seulement décidé de le faire passer pour tel. Mais même en tenant cela pour acquis, il n'est guère facile d'expliquer que les assassinats systématiques d'officiers socialistes et socialisants ne les aient pas éclairés, ne leur ait pas démontré une vérité aujourd'hui aveuglante *a posteriori*, à savoir que les gens de la droite savaient franchir la frontière du droit et de la légalité et n'hésitaient pas à verser, avant même l'éclatement du conflit armé, non seulement du sang espagnol, mais du sang d'officiers espagnols. Et que dire de la surprise des autorités sévillanes alors que la conversation du 18 juillet de Queijo de Llano avec son lieutenant de Cordone avait été écoutée ?

Aussi préférons-nous une explication différente. Si les dirigeants espagnols avaient, ne fût-ce qu'un instant, pris vraiment au sérieux les éléments venant de divers côtés qui leur permettaient de connaître l'étendue des préparatifs, l'activité des conspirateurs, les hommes politiques républicains auraient eu le choix entre engager avec l'armée l'épreuve de force qu'ils voulaient éviter et frayer la voie à cette révolution qu'ils pensaient avoir le devoir d'empêcher à tout prix, en détruisant l'unique obstacle assez puissant pour l'arrêter, à savoir l'armée. Les affirmations des hommes politiques sur la « loyauté » et la « fidélité » des chefs militaires ne sont pas le résultat de leur conviction que tels sont ces hommes, mais de la nécessité qu'il y a pour eux à affirmer qu'ils sont ainsi, précisément pour conjurer le péril qu'ils incarnent.

La politique du gouvernement républicain se réduit en dernière analyse, exception faite d'arrestations de conspirateurs particulièrement voyants, comme le fameux requete Varela, à un « jeu des quatre coins » dans lesquels on échange les commandements sans jamais modifier le rapport de forces à l'intérieur du corps des officiers entre les golpistes ; les loyaux et les hésitants. Gabriel Cardona a sans doute raison d'indiquer que la politique du gouvernement de février à juillet aura été d'assurer avant tout la loyauté du corps des Asaltos en l'encadrant au plus serré de chefs républicains. Pour le reste les unités régulières de l'armée, les différentes combines ne lui ont permis que de « couvrir à peine les commandements des divisions, une partie des brigades et

peu de régiments »<sup>4</sup>. Les conspirateurs en revanche ont essentiellement travaillé le commandement des compagnies et l'état-major. Le plan de soulèvement des troupes à Madrid, Barcelone et Valence, confié à trois conspirateurs « extérieurs », Fanjul, Goded et González Carasco, n'avait rien d'utopique et reposait au contraire sur ce rapport de forces qui permettait de gagner une garnison en en changeant la tête, par la conviction, le chantage et le meurtre. Peut-on ajouter au passage que les affirmations des hommes politiques républicains quant à la fidélité à la République du corps des officiers a, dans de très nombreux cas, coûté précisément la vie aux rares officiers républicains et loyaux. En envoyant à Burgos le général Nuñez del Prado, Casares Quiroga l'envoyait à la mort ; la liste est longue des officiers, généraux compris, qui ont été assassinés ou exécutés parce qu'ils se dressaient sur la route des défenseurs de l'unité de l'« Espagne éternelle ».

Il faut d'ailleurs souligner la grande méfiance dont le gouvernement républicain a fait preuve à l'égard de ceux qui, du temps de la droite au pouvoir, s'étaient affirmés républicains. En 1935, alors qu'une partie des militaires liés à l'insurrection d'octobre 1934 étaient sous les verrous, attendant d'être jugés, d'autres avaient constitué une organisation secrète, l'Union Militar Republicana Antifascista (UMRA) que dirigeait un largocaballeriste, le commandant Eleuterio Díaz-Tendero Merchán. Mais seule la fraction caballeriste du P.S.O.E. leur accorde quelque protection. Après février 1936, l'UMRA, comme le souligne Cardona, « ne jouit pas clairement de l'appui du gouvernement et ne fut pas employée pour essayer de contrôler l'UME »<sup>5</sup>. On peut comprendre la stupeur d'Ignacio Hidalgo de Cisneros, membre de l'UMRA, quand Casares lui assure, à propos du colonel Yagüe, l'un des plus obtus et des plus authentiquement « fascistes » parmi les « Africains », qu'il a la certitude absolue que « ce parfait militaire ne trahira jamais la République, car il a donné sa parole d'honneur et son serment de militaire qu'il le servirait toujours avec loyauté », car « les hommes comme Yagüe tiennent leurs engagements sans autre garantie que leur parole »<sup>6</sup>. A ce moment précis, Hidalgo de Cisneros sait qu'il figure, après Faraudo et Castillo, sur la liste des officiers à abattre en priorité<sup>7</sup> — une liste qui émane des conspirateurs dont Yagüe, avec ses unités étrangères du Tercio, constitue le fer de lance.

Peut-être une étude plus poussée permettra-t-elle de déceler dans quelle mesure les politiques républicains, dont beaucoup étaient francs-maçons, ont été victimes de l'illusion d'optique qui les a conduits à se fier à leurs frères maçons, placés par eux et pour cette raison même, aux postes de commande. Si nombre d'officiers francs-maçons — dont Miguel Nuñez del Prado n'est que le plus célèbre — tombent sous les balles des *golpistas* aux premières heures, combien d'autres acceptent de se ranger au premier rang de rebelles — Cabanellas à Saragosse — où est fusillé Nuñez, son frère maçon ; Aranda à Ovideo, Queipo de Llano à Séville ? Il semble bien que la solidarité de classe et de caste l'ait emporté au sommet de la pyramide militaire et maçonnique sur les liens « philosophiques » et la fraternité maçonnique.

Le problème de la guerre civile s'était déjà posé concrètement en 1934 : à cette époque, les dirigeants socialistes avaient cru pouvoir déclencher eux-mêmes les combats, engager la guerre civile. Les milices socialistes encadrées

par les J.S., les milices communistes (MAOC), bien moins nombreuses, avaient constitué l'un des volets de la force armée prévue, l'autre étant les troupes qui devaient être amenées par les officiers socialistes et républicains qui n'étaient finalement pas intervenus. La répression d'après Octobre a démantelé les formations miliciennes ouvrières. Elle a permis de chasser de l'armée et d'envoyer en prison des officiers socialistes comme José del Castillo, Máximo Moreno, Ricardo De La Puente, Fernando Condès, Benito Sánchez, de faire partir bien d'autres comme Carlos Faraudo ou Arturo González Gil. Elle a permis de saisir des milliers d'armes. La plus grande partie de celles qui n'ont pas été saisies sont désormais hors d'usage. Pourtant il reste de cette expérience un acquis : il y a du côté ouvrier des cadres militaires, dans les partis et les syndicats et surtout à leurs côtés.

De l'époque où l'Internationale communiste préparait la révolution mondiale et rêvait d'octobres victorieux et d'armées rouges parcourant le monde, le P.C.E. a hérité de quelques chefs ouvriers et paysans, Valentin González, qu'on va appeler El Campesino, un ancien sous-officier de la Légion qui dirige un commando de choc du parti dans les bagarres avec la Garde civile, et ces deux cadres d'origine ouvrière, Enrique Lister et Juan Modesto, qui, réfugiés à Moscou, y ont reçu une formation militaire spéciale. Du côté socialiste, on trouve à la tête des milices ou prêts à y servir des hommes comme l'ancien sous-officier Francisco Martínez Dutor, un Asturien, ou des hommes qui ont fait leur service militaire comme l'Italien Fernando De Rosa ou le jeune licencié en sciences Manuel Tagüena. En outre, il semble bien que la lutte contre la répression puis la venue du Front populaire au pouvoir ait permis de resserrer les liens avec les militaires, certains officiers dégagés des cadres ayant même repris du service, comme le commandant Jurado, avec l'avènement d'un gouvernement de gauche.

Au temps du *bienio negro*, organisation clandestine de militaires « de gauche », l'UMRA a organisé officiers et sous-officiers liés aux partis républicains et ouvriers. Après les élections de 1936, on trouve certains d'entre eux dans l'entourage des ministres, comme Luis Barceló, officiellement membre du parti d'Azaña, secrètement membre du P.C., qui est aide-de-camp de Casares Quiroga. Nombre d'entre eux ont des liens publics avec le P.S.O.E. et la J.S.U. L'officier du génie Carlos Faraudo accepte d'être instructeur puis commandant des milices socialistes. L'ancien fantassin José del Castillo, devenu *asalto* comme le cavalier Máximo Moreno, le populaire « Rubio » aussi. Le chef de l'UMRA, le capitaine Díaz-Tendero, est membre du P.S.O.E. et partisan convaincu de Largo Caballero. Et il y a sans doute des dizaines d'officiers qui pensent comme eux. Les officiers communistes n'ont pas jeté le masque. L'ingénieur Arturo González Gil, capitaine d'aviation dégagé des cadres, est responsable militaire des JSU. Le POUM aussi a ses contacts militaires : à Madrid, Santiago Martínez Vicente, capitaine au 4<sup>e</sup> d'infanterie, est un très ancien lecteur et admirateur de Trotsky et fut au moins proche de la Izquierda comunista et, à Barcelone, Francesc Piquer est un vieux sympathisant du BOC. Un peu partout, dans les milices socialistes ou communistes, près d'elles, s'affairent des sous-officiers de réserve ou d'active, comme le sergent aviateur Velásquez, de la base aérienne de Cuatro-Vientos, qui est l'un des plus actifs.

Les anarchistes ne semblent pas avoir compté directement sur les cadres de l'armée : ce n'est qu'à partir de 1938 qu'ils auront leur « conseiller militaire », celui qui n'est encore en 1936 que le lieutenant-colonel Romero Bassart, aviateur en garnison au Maroc. Il est cependant probable qu'ils ont, depuis des années, un contact direct avec des officiers catalans et catalanistes comme Enric Pérez Farras ou les frères Vincent et Josip Guarner. Le cas catalan est probablement particulier. Alors que le congrès de Saragosse de la CNT a rejeté avec mépris les propositions de García Oliver et Francisco Ascaso pour la création de milices confédérales et des préparatifs pour faire face au coup de force militaire en gestation, le comité de défense CNT de la province dispose d'une certaine force, bien qu'à peine organisée, à travers son réseau de « comités de défense ». Au début de 1935 cependant, le comité de Catalogne, sous l'impulsion de Juan García Oliver, a réussi à se procurer et, depuis, à cacher et entretenir trois cents carabines Winchester environ <sup>8</sup>, sans compter les armes courtes. Depuis dix-huit mois, quand l'insurrection éclate, les « spécialistes » des C.D. se sont penchés sur les différents plans de riposte à un éventuel *golpe* militaire : on a 18 mois d'avance à Barcelone, note García Oliver qui constate pourtant avec une pointe d'amertume que ses camarades ont plutôt étudié les hypothèses dans lesquelles c'est à eux que revenait l'initiative de la lutte armée <sup>9</sup>.

La Catalogne où les travailleurs viendront relativement aisément à bout du soulèvement des casernes constitue cependant de ce point de vue de l'organisation militaire une exception. De façon générale, quand la guerre civile éclate, les ouvriers n'ont pas d'armes.

De ce point de vue, la politique des organisations traditionnelles n'a pas été jusqu'alors différente de celle des autres formations du Front populaire et du gouvernement Casares : on a compté sur les cadres fidèles, les chefs « républicains » et les unités bien encadrées d'*Asaltos* pour s'opposer éventuellement aux factieux et on a exclu comme provocateur voire excessivement dangereux en soi l'armement du peuple. L'exemple de Cordoue cité récemment par M. Moreno Gómez est illustrant. A l'approche du jour J le gouverneur de la province, Rodríguez de León, membre de la Izquierda republicana, donc du Front populaire et ami personnel de Martínez Barrio ordonne la remise de toutes les armes, ainsi que des stocks des armureries et magasins de chasse et les fait entreposer dans... les casernes <sup>10</sup>. Les dirigeants du Front populaire multiplient délégations et palabres dans son bureau pour exiger qu'il les fasse transférer dans un local sous leur contrôle, mais, devant son obstination, ne trouvent rien de mieux que de l'accompagner partout. Quand les militaires se « prononcent », les ouvriers n'ont aucune arme et sont écrasés en quelques heures. Ailleurs, les ouvriers ont la chance que les autorités soient moins prévoyantes et leurs dirigeants moins « légalistes » que ceux de Cordoue. Ils vont trouver des armes qui leur serviront à... se procurer des armes. On va perquisitionner dans les maisons des riches. A Barcelone et dans les autres ports, on réquisitionne les armes qui sont détenues sur les postes de commandement des bateaux. Ailleurs, on vide les armureries. Mais le bilan est loin d'être impressionnant. L'arme essentielle est parfois l'essence : à Malaga les ouvriers tracent un cercle de feu autour des casernes. Partout ils

fabriquent ce redoutable engin explosif, la bouteille d'essence qui deviendra bien injustement le « cocktail Molotov ». Le plus souvent, c'est la dynamite qu'on trouve sur tous les chantiers et que beaucoup d'ouvriers savent manier. Dans les régions minières on constitue des « unités d'explosifs » et c'est là qu'apparaît le *dinamitero* symbolique. Certaines colonnes partent à l'assaut avec quelques centaines d'hommes, quelques dizaines de fusils, des grenades dans des peaux de tomates, des haches, des fourches, des couteaux et reviennent des premiers combats avec un effectif de milliers presque armés. Certains officiers, socialistes notamment, prennent sur eux de donner des armes aux syndicats et aux partis. A Séville, des officiers d'*asaltos* donnent 800 mousquetons au P.C. et à l'U.G.T., à Madrid, le lieutenant-colonel Rodrigo Gil Ruiz qui commande la caserne du Parc d'artillerie, à Barcelone le commandant Guarner, distribuent les armes aux combattants ouvriers volontaires. Un autre socialiste, le lieutenant-colonel Carratalà de l'UMRA, est abattu parce qu'il vient de donner l'ordre d'en faire autant dans la caserne de Carabanchel.

Un rôle important est tenu aux toutes premières heures du soulèvement militaire par les militants sous l'uniforme qui organisent la résistance dans les casernes. A la caserne de la Montaña, le capitaine Santiago Martínez Vicente résiste par la parole, puis par les armes, aux ordres donnés : il est emprisonné et on va en faire un exemple. Le même scénario se déroule à la caserne de Getafe où l'homme visé est le commandant Enrique Jurado Barrio. Mais le premier réussit à s'évader quand une bombe lancée par un « avion loyal » abat providentiellement le mur de sa geôle et il constitue dans la caserne madrilène la « tête de pont » du peuple ; le commandant Jurado convainc ses géôliers, puis ses camarades et prend le commandement de l'unité qui élimine les chefs factieux. Souvent ce sont des sous-officiers qui improvisent la résistance : le sergent Carlos Fabra, à la caserne de Paterna à Valence, le sergent-chef José del Rio, à celle du 8<sup>e</sup> régiment de Malaga. Mais bien des chefs militaires « de gauche » seront les premières victimes du *movimiento* : on sait que ce dernier a passé par les armes huit généraux qui se sont opposés à lui et des dizaines d'officiers parmi lesquels nous citerons le commandant De la Puente, condamné pour son action en 1934, commandant de l'aviation au Maroc, passé par les armes.

Les combattants de la guerre civile, du peuple, ce sont les masses, ouvriers et paysans, au premier rang les jeunes. Dès les premières heures, ce sont des foules, au sein desquelles se trouvent seulement quelques noyaux organisés, unités d'auto-défense, groupes de militaires, et nombre d'hommes échappés des casernes. Ainsi le capitaine Santiago Martínez Vicente participe-t-il, avec le sergent Velázquez, à l'organisation de l'assaut de la Montaña. Des unités entières, voire des détachements de l'armée régulière, des *asaltos*, plus rarement de la Garde civile, voient leurs chefs, pour des raisons diverses, choisir le « loyalisme » et combattre les insurgés. On connaît bien le cas de l'officier catholique de la Garde civile le colonel Antonio Escobar Huertas qui combattit l'armée à Barcelone et dont Malraux a fait dans l'*Espoir*, sous le nom de « colonel Ximénès », un portrait attachant, mais des cas semblables sont peu fréquents. Les unités en question ne sont pas longtemps maintenues en tant



que telles. Les hommes qui les composaient étaient en effet des précieux techniciens de la chose militaire et le moindre « garde » un cadre précieux pour des détachements de combattants improvisés. Elles inspiraient en outre une légitime méfiance : ne vit-on pas un officier de la Garde civile de la province de Cordoue, le capitaine Reparaz, se rallier à la République devant l'issue douteuse des premiers combats, demeurer ensuite dans le camp républicain le temps nécessaire pour passer de l'autre côté avec ses Gardes réunis sous ses ordres ?<sup>12</sup> Et la même région voit évoluer pendant quelques semaines à la tête des paysans en armes un Garde civil dont on va apprendre qu'il est accusé d'avoir été en 1934 le bourreau d'une cité minière asturienne.

On s'étonne parfois et l'on met en au compte des particularités espagnoles le fait que les milices constituées en réplique au soulèvement aient été des unités militaires dépendant de partis et syndicats, pas des « milices du peuple ». L'explication est simple. Dans l'atmosphère de guerre civile rampante des premiers mois de 1936, les seules formations armées, les unités militarisées de civils sont avant tout des groupes de défense : comités de défense de la C.N.T.-F.A.I., groupes d'auto-défense socialistes ou communistes qui, comme certaines unités spécialisées d'*asaltos* affrontent les armes à la main les *pistoleros* de la Phalange. Le rôle de ces militants est de défendre les organisations, les hommes, les locaux, d'encadrer et de protéger les grèves et manifestations organisées par chacune. Or les organisations syndicales ouvrières s'affrontent et parfois de façon sanglante au sujet de la conduite et pour l'hégémonie dans les grèves, comme à Malaga, Séville et lors de la grève du bâtiment à Madrid, et, comme cela se répètera un peu partout, dès la fin victorieuse des combats contre le *golpe*, là où celui-ci est battu. Bien que la propagation dans les campagnes en faveur de milices d'auto-défense des paysans contre les mercenaires des propriétaires ou les Gardes civils à leur service, parle de « milices » tout court et pas de milices d'organisation, bien que *Claridad* fasse écho de temps en temps au mot d'ordre de « milice du peuple », le mouvement naturel a consisté à créer partout des milices privées d'organisation, avec les inévitables conséquences en matière de concurrence pour les cadres et les hommes de troupe, les armes, les munitions, le matériel, le ravitaillement.

Il nous semble que cette esquisse du tableau des politiques militaires avant l'insurrection militaire comporte des enseignements. Indépendamment des appréciations générales portées sur la politique de tels ou tels, on ne peut évidemment qu'être frappé du contraste qui existe entre les deux camps qui vont s'affronter les armes à la main et l'importance qu'ils accordent aux questions militaires et notamment à celle des cadres militaires. Bien entendu, nous connaissons l'indulgence manifestée par les partis républicains bourgeois au gouvernement et avons proposé une explication politique, la raison d'être des républicains étant précisément d'éviter l'affrontement que des sanctions auraient précipité. Mais on peut relever que, du côté des organisations ouvrières, même les militaires qui se décident à passer à l'action « contre-terroriste » et à descendre à leur tour une « tête » du camp opposé ne vont pas tuer un général mais un député. Les *Asaltos* et militants socialistes qui enlèvent Calvo Sotelo — abattu au milieu d'eux, dans l'auto qui le trans-

porte, par un *pistolero* U.G.T. nommé Luis Cuenca — le font après avoir raté deux autres civils, Gil Robles et Goicoechea. De l'autre côté, en revanche, ce sont bel et bien les têtes militaires du camp ouvrier qui sont visées. Le capitaine Faraudo est abattu alors qu'il vient juste de recevoir la visite des jeunes dirigeants des milices socialistes dont il vient d'accepter de prendre un commandement qu'il n'a donc pas exercé. Quelques semaines plus tard, c'est le tour du lieutenant José del Castillo qui s'est distingué contre les pistoleros phalangistes, mais est aussi instructeur des milices et futur chef militaire, d'être abattu. Incontestablement, la contre-révolution militaro-réactionnaire-phalangiste a bien mieux compris que ses adversaires l'importance de l'organisation et des questions militaires en général et elle a su se donner les moyens de paralyser ses ennemis le moment venu.

Au moment où commence la guerre civile, le bilan est facile à dresser. Sur le plan militaire, ce sont les conspirateurs contre-révolutionnaires qui ont l'initiative et qui peuvent d'un coup se débarrasser de tous leurs adversaires dans l'armée, frapper hésitants et tièdes. Ce sont eux aussi qui disposent, dans cette Navarre où la paysannerie « chouane » est prête à les suivre, une milice bien entraînée et armée. La contre-révolution est allée infiniment plus vite sur le terrain militaire que la révolution, entre autres parce qu'elle a pu bénéficier d'appuis extérieurs et que cette dernière ne peut être soutenue par aucun Etat. Mais le front de la guerre civile — et c'est capital — passe bel et bien à travers l'armée.

Nous ne reviendrons pas ici sur les premières heures du soulèvement et le caractère décisif de la politique. Le livre récent de F. Moreno Gómez illustre de façon presque caricaturale ce propos : certains comités de Front populaire croient contrôler un gouverneur en lui emboitant le pas dans tous ses déplacements, et tel autre montre sa fermeté quand son secrétaire, membre du parti communiste, frappe du poing sur la table et crie au nez du haut fonctionnaire ! Entre le 18 et le 21 juillet 1936, les dirigeants ouvriers qui appliquent la politique du Front populaire, obéissent, selon la formule, au gouvernement, respectent l'armée, croient ou font semblant de croire à la parole des généraux, ceux qui ne trouvent pas des armes avant les premiers combats, ceux qui n'attaquent pas plus vite que les conspirateurs, tous ceux-là signent l'arrêt de mort de milliers d'hommes et de femmes et d'eux-mêmes pour commencer ; ce sont des anarchistes à Saragosse, des socialistes et des communistes à Séville, Oviedo, Cordoue. Seules la mobilisation ouvrière, l'armement, même sommaire, des travailleurs, leur offensive fondée sur le nombre et l'allant, les rassemblements de masse autour des casernes, l'attaque-surprise des officiers sur les bateaux de guerre, permettent de retourner la situation et d'écraser le *golpe* militaire dans plus de la moitié de l'Espagne. Là encore le précieux travail de Francisco Moreno Gómez démontre que ce sont les jeunes ouvriers, de façon inorganisée parfois, mais le plus souvent à travers leurs organisations, Jeunesses Libertaires, J.S.U., qui refusent les négociations-pièges et les capitulations baptisées compromis et se lancent au combat malgré les hésitations des états-majors des organisations traditionnelles. La « politique militaire » est ici politique pure ; dès que les travailleurs ont réussi à s'emparer de quelques armes, tout se déroule à un rythme accé-

léré : l'élan des masses fait pencher la balance du côté du peuple face à une armée d'abord hésitante, puis divisée, finalement décomposée et détruite. Il faut aussir relever que de nombreux officiers dégagés des cadres viennent se mettre au service du gouvernement ou des combattants.

L'enthousiasme révolutionnaire est un facteur militaire au même titre que la mobilisation des masses, mais il ne joue pas de façon semblable dans toutes les conditions matérielles. S'il a son effet maximal dans les combats de rue, la libération-éclair des villes rouges, il compte moins devant une puissance de feu infiniment supérieure en rase campagne, sous les bombardements de l'artillerie et de l'aviation. Les militaires de métier se jettent à terre quand un avion les mitraille, cependant que les miliciens courent de tous côtés et tentent d'échapper aux balles en courant. Les colonnes miliciennes connaissent ainsi d'effroyables paniques et de lourdes pertes. De ce point de vue, l'évolution des combats hors des villes révèle un retournement rapide de la situation militaire : dans les jours qui suivent le *pronunciamiento*, les colonnes passent en quelques jours, voire en quelques heures, de quelques centaines d'hommes à peine armés, à quelques milliers qui le sont. Dans les semaines qui suivent, en revanche, les revers s'accumulent.

Au cours des premiers combats, ce sont la plupart du temps des militants dont la formation militaire ou les capacités en ce domaine étaient inconnues, car ils sont des entraîneurs d'hommes. Ils apprennent sur le terrain leur métier d'officiers et certains de ces chefs improvisés se révèlent très capables. Dans son livre sur l'Andalousie — que nous utilisons pour rompre un peu avec les thèmes rebattus et parce qu'il est d'une très grande valeur —, F. Moreno Gómez cite par exemple le jeune paysan de 24 ans, José Bernete, surnommé « Ximeno », qui enlève le poste de la Guardia civil de Fuente Palmera puis organise un détachement de cavalerie paysanne qui fera des ravages chez les militaires professionnels. Il fait également le récit des actions de contre-offensive d'un jeune député andalou, Alejandro Peris Caruana, avocat de profession et irremplaçable inspirateur et entraîneur des milices ouvrières de Jaen<sup>13</sup>.

Les premiers combats coûtent très cher en vies humaines et le camp ouvrier et paysan enregistre des pertes très sérieuses : les paniques qui secouent des unités inexpérimentées, dénuées de toute formation technique, vont coûter notamment la vie à de nombreux chefs militaires ; professionnels ou non, moralement contraints de s'exposer plus qu'il ne serait raisonnable, pour le moral de leurs hommes, et dont la bravoure pour l'exemple est très souvent mortelle. Ainsi périssent à quelques semaines du début des combats non seulement les chefs improvisés, meneurs d'hommes plus que techniciens comme le socialiste Fernando de Rosa, le poumiste Etchebéhère et l'anarchiste Francisco Ascaso, mais encore des militaires professionnels devenus dirigeants de milices, comme Fernando Condès, Martínez Vicente, González Gil, Benito Sánchez, Demetrio Fontán, le colonel Puig, le commandant Escudero, tous anciens de l'UMRA. De ce point de vue, la politique de terreur appliquée aux combattants, l'exécution systématique des hommes pris les armes à la main appliquée par les troupes franquistes, est destinée à provoquer ou au moins à favoriser l'éclatement des unités de milices mal encadrées, mal com-

mandées en général, peu formées et moralement fragiles dès que se révèle leur tragique infériorité matérielle.

De façon générale, on s'est engagé presque spontanément dans la voie suivie par la révolution russe qui avait traité les officiers en techniciens indispensables mais à contrôler. Dans les unités miliciennes il y a un « chef » politique et un conseiller militaire, ou un chef militaire avec un commissaire politique. La défiance demeure avec la tendance de chaque organisation à traiter en ennemi de classe à abattre tout officier qui s'est mis au service des milices d'une organisation alliée et rivale. Ainsi seront abattus à Barcelone le commandant Martínez et le capitaine Escobar, victimes de pistoleros antifascistes qui suppriment en leurs personnes les proches collaborateurs du responsable anarchiste Diego Abad de Santillan. On voit des officiers, pourtant irréprochables, « craquer » sous les menaces de mort et se réfugier en France.

Dans la période qui marque la fin des combats de rue et qui s'étend jusqu'à la consolidation des fronts, quelques semaines à cheval sur juillet et août, le déroulement des opérations militaires confirme en quelque sorte par la négative les enseignements de la période précédente. Là où l'armée a été écrasée lors de son soulèvement et où l'unique force qui subsiste dans le camp « républicain » est la milice ouvrière et paysanne, la contre-offensive désordonnée, parfois coûteuse, fait retomber des centaines de villages, du joug des militaires — ou plutôt des Gardes civils — dans le camp adverse. C'est vrai — et on le sait depuis longtemps — pour l'Aragon paysan, car les milices ouvrières catalanes viennent buter sur la ville même de Saragosse où le prolétariat organisé a été saigné à blanc et écrasé. C'est vrai aussi pour ces villages de la province cordouane qui sont reconquis par les milices ouvrières de Jaen ou de Penarroja. Mais la situation se retourne bientôt et notamment en Andalousie à partir du moment où le gouvernement réussit à organiser en direction de Cordoue une colonne qui comprend une forte proportion d'unités régulières de l'armée, de la garde civile et d'assaut associées aux milices, sous le commandement du général Miaja. L'officier en question — il sera plus tard, président de la Junte de défense de Madrid, membre du P.C.E. et « héros international » de l'antifascisme — est un général obscur qui a probablement fait partie de l'U.M.E. des conspirateurs puis de l'éphémère gouvernement Martínez Barrio, s'est trouvé embarqué à Valence dans l'aventure de la « Junte déléguée » par le gouvernement Giral, laquelle a vainement négocié pendant deux semaines un compromis entre les troupes des casernes et le peuple en armes. La colonne Miaja est en principe chargée de reconquérir Cordoue et sa province. On trouvera dans l'ouvrage de F. Moreno Gómez une analyse particulièrement serrée de sa politique militaire, caractérisée par « sa lenteur extraordinaire et la parcimonie qu'elle apporte à la réalisation des opérations ». Miaja — avec l'appui du capitaine Reparaz, qui passera bientôt de l'autre côté — pratique en effet une politique de conciliation entre les classes qui s'affrontent que M. Moreno Gómez appelle la « politique de négociation »<sup>14</sup>. On négocie avec les garnisons de l'armée ou de la Garde civile ou les autorités insurgées en leur promettant qu'il ne sera pas question de laisser entrer les unités ouvrières dans leurs villes aux premiers instants. Les « militaires professionnels » de la colonne Miaja demandent à leurs frères

d'armes de l'autre côté de se rendre entre leurs mains à eux, s'engagent à les évacuer et à ne laisser entrer les milices ouvrières et paysannes que quand ils seront hors de leur portée. Sous le couvert de prétextes humanitaires car les milices ouvrières ne font pas de quartier là où les franquistes ont déjà « fait le ménage », les opérations sont considérablement ralenties et cela permet finalement aux rebelles de conserver Cordoue. Disons-le franchement, l'échec de la colonne Miaja avec sa « lenteur caractéristique », n'est pas un échec « injustifié et incompréhensible », il est, tout au contraire, le fruit d'une politique militaire de conciliation qui s'oppose frontalement à celle de la révolution. Bien qu'il n'en tire lui-même aucune conclusion, M. Moreno Gómez explique au fond très bien la « politique Miaja » : en cherchant à éviter l'affrontement sanglant et en faisant traîner en longueur les négociations, la politique militaire de Miaja — comme celle de Martínez Barrio et de la Junte déléguée — compromet les chances de victoire de la révolution en la condamnant à une « guerre moderne » conventionnelle dans cette dernière a de fortes chances d'être isolée et de manquer d'armes et de munitions ; ce ne peut être sans raison que le général soit devenu plus tard le héros du P.C. espagnol.

A la fin du mois de juillet, l'attaché militaire français, l'un des observateurs les plus pénétrants de la scène militaire, écrit :

« Si l'armée n'a pas vaincu tout de suite, c'est qu'il y a quelque chose. Je ne serais pas étonné que cet ordre, cette discipline, fussent sans âme, sans élan, et que le potentiel d'énergie des bandes populaires, si médiocres fussent-elles, fût encore supérieur à celui de l'armée. D'un côté, des gens qui savent pourquoi ils combattent ou meurent : ils sont ridicules, ils ont des hauts et des bas, ils peuvent s'effondrer. Mais tout de même il y a parmi eux quelques guerilleros héroïques, quelques ouvriers qui acceptent de mourir pour une liberté peut-être illusoire. De l'autre côté ; une armée où seuls les officiers savent ce qu'ils veulent et pourquoi ils combattent. »<sup>15</sup>

Nous nous en voudrions d'ajouter ne fût-ce qu'un mot à ce jugement à partir d'un critère de classe, signé du lieutenant-colonel Morel sympathisant à l'époque de *L'Action française*. A la même époque, l'attaché allemand Schwendemann parle de « la relative force » des troupes dites républicaines, qui « affecte les questions militaires » et von Dieckhoff, quelques jours plus tard, de la faiblesse numérique des nationalistes, qui n'ont aucun soutien dans les larges masses. Le 14 octobre cependant, le lieutenant-colonel Morel dresse un constat de la défaite des milices, « mal armées, armées seulement de fusils..., presque sans artillerie » dont il ajoute qu'elles sont, depuis la débâcle de Talavera, le 2 septembre 1936, « persuadées de la supériorité, de l'invincibilité des moyens des militaires » et qui, désormais, « ont partout lâché pied avant le choc », parce qu'elles manquent d'armes<sup>16</sup>.

A la fin du mois de juillet et en août, il existe, au fond, trois camps « mondiaux » en Espagne et dans le monde. Les conspirateurs, oligarches, fascistes et officiers de métier, désormais coiffés par l'homme de la vingt-cinquième heure Francisco Franco, bénéficient de l'appui des gouvernements de Rome et de Berlin, reçoivent d'eux avions, armes et munitions. Au sein du gouvernement français de Front populaire, les velléités de Pierre Cot et de Léon Blum pour respecter les engagements français de livrer des armes ont été rapidement jugulées ; les livraisons d'armes, à peine commencées, ont été

interrompues et Léon Blum cherche à rallier les puissances à ce qui sera la politique de « Non-Intervention » — finalement acceptée par toutes, U.R.S.S. comprise. La solidarité dite « anti-fasciste » ne relève de ce moment que du discours de propagande. Il n'y a même pas de relations diplomatiques entre Moscou et Madrid. Les compagnies pétrolières et les autorités qui représentent à Gibraltar Sa Majesté britannique n'ont pas eu besoin d'une longue concertation pour refuser purement et simplement le plein de fuel à la flotte républicaine — ce scandale qu'est à leurs yeux cette flotte sans officiers. Cette position ferme d'« antifascistes » aussi notoires suffit à annuler, en quelques heures, les conséquences de la victoire des marins sur les *golpistes* dans la flotte de guerre.<sup>17</sup>

Pour soutenir les miliciens sans armes, sans chefs, sans instructions militaires, sans perspective autre que de tenir, n'importe comment, jusqu'au bout, il existe pourtant, en Europe, et dans le monde, des millions d'hommes prêts à se battre les armes à la main. Certains d'entre eux sont déjà en route. D'autres s'indignent et manifestent, réclament « des canons, des avions pour l'Espagne ». La guerre d'Espagne est commencée. C'est une guerre civile espagnole, mais aussi une guerre civile mondiale, une guerre de classes. Mais les deux camps ne s'y sont pas pareillement préparés.

Il y a ceux qui croyaient à la guerre civile et ceux qui n'y croyaient pas et qui vont la faire perdre à tous les opprimés.

## NOTES

1. Maximo Moreno Gómez, *La Guerra Civil en Cordoba (1936-1939)*, p. 11.
2. *Ibidem*, p. 13.
3. Stanley Payne, *Ejército y sociedad en la España liberal, 1808-1936*, p. 465.
4. Gabriel Cadorna, *El poder militar en la España contemporánea hasta la guerra civil*, p. 239.
5. *Ibidem*, p. 241.
6. Ignacio Hidalgo de Cisneros, *Cambio de Rumbio*, II, pp. 165-166.
7. *Ibidem*, p. 167.
8. Juan García Oliver, *El Eco de los Pasos*, p. 161.
9. *Ibidem*, p. 171.
10. Moreno Gómez, *op. cit.*, p. 9.
11. *Ibidem*, p. 245.
12. *Ibidem*, p. 200.
13. *Ibidem*, pp. 171 sq.
14. *Ibidem*, pp. 241-249.
15. Rapport du Lt-Colonel Morel, attaché militaire à Madrid, *Documents diplomatiques français, 1932-1939, 2<sup>e</sup> série, t. III, 31 juillet 1936*.
16. *Ibidem*, rapport du 14 octobre 1936. Le lieutenant-colonel ajoute plus loin que les rebelles ont « plus de moyens matériels (chars, armes automatiques, avions) que de troupes ».
17. Michael Alpert, qui prépare un livre sur la Flotte républicaine pendant la guerre civile, a donné tous les détails sur cet épisode dans sa leçon de l'Ecole d'été de Salamanca en juillet 1985.

Jean-Max Girault

## Le P.C.F., l'armée et la défense nationale en France avant et après le pacte franco-soviétique

Les historiens du P.C.F. comme ceux de la France de l'entre-deux guerres sont généralement d'accord pour considérer que le pacte franco-soviétique constitua le fait décisif dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'insertion du mouvement communiste dans la vie nationale », l'abandon de l'antimilitarisme communiste au profit de l'accent mis sur la nécessité de démocratie de l'armée.

En 1933, certes, le parti communiste français ne voit encore dans la période qui s'ouvre avec l'arrivée au pouvoir de Hitler qu'une nécessité de renforcer encore plus ce qu'il appelle « la lutte contre la guerre impérialiste » et de refuser avec autant d'énergie qu'auparavant toute forme d'union sacrée, même déguisée en lutte contre le fascisme.

Cette position va changer. Une première réorientation s'opère dans l'antimilitarisme communiste d'octobre 1932 à octobre 1934. La réorientation majeure n'apparaît cependant qu'avec le pacte Laval Staline et la déclaration de ce dernier sur « la politique du gouvernement français » présidé par Flandin.

### L'antimilitarisme du P.C.F.

La politique du P.C.F. se situe dans le cadre général de la « lutte contre la guerre impérialiste ». C'est *l'Humanité* qui permet d'en apprécier les thèmes et d'en mesurer la continuité. Son étude, à travers les courbes de fréquence <sup>1</sup> fait apparaître qu'il n'y a pas de correspondance étroite entre le cycle de la vie du conscrit, le déroulement et l'intensité de la parution des articles antimilitaristes. Ces derniers peuvent être regroupés selon trois thèmes. Les thèmes « programmatiques », où le P.C.F. introduit les buts révolutionnaires de subversion de l'armée, les thèmes revendicatifs, qui s'appuient sur la dénonciation de la répression et des conditions matérielles dans les casernes, les thèmes d'action quand le journal communiste rend compte de mouvements collectifs. Il faut ajouter la dénonciation des cadres de l'armée et la réfutation du pacifisme et de l'antifascisme.

Jusqu'en décembre 1932, le discours est surtout programmatique : dénonciation de la « préparation à la guerre », des « manœuvres de guerre », revendication des droits politiques pour les soldats, nécessité de la liaison avec les ouvriers et, de façon plus marginale, référence au mouvement d'Amsterdam. De décembre 1932 à août 1934, le discours antimilitariste communiste accorde la primauté aux thèmes revendicatifs, avant tout la dénonciation de la mortalité dans les casernes. D'août à octobre 1934, l'antimilitarisme de *l'Humanité* se partage également entre les thèmes programmatiques et les thèmes d'action, le thème revendicatif étant relativisé. De décembre 1934 à avril 1935, il reprend son aspect habituel. Notons enfin que la rubrique « anti » de *l'Humanité* laisse toujours une place aux petites nouvelles de la garnison et que c'est sur ce soubassement concret, émanant de « la vie même des soldats » que son discours antimilitariste s'organise. Dans le même temps, des nuances apparaissent, par exemple dans le traitement du mouvement d'Amsterdam, axé sur la dénonciation des « manœuvres de guerre » <sup>2</sup> en 1932, prenant en 1934 une coloration antifasciste avec l'accent mis sur les grands rassemblements civils, la revendication des droits politiques conçus désormais comme une riposte à l'activité des officiers fascistes <sup>3</sup>. On peut relever aussi que les officiers, auparavant dénoncés comme tels <sup>4</sup>, ne le sont plus et que les attaques portent sur les « officiers fascistes ».

### Les campagnes antimilitaristes de *l'Humanité*

C'est en janvier 1933 que l'orientation antimilitariste du P.C.F. se dégage de l'étroitesse qui la caractérisait depuis la mise en œuvre de la tactique dite « classe contre classe ». La dénonciation de la mortalité dans les casernes permet d'être à l'écoute de la vie des garnisons et de dénoncer dans le même mouvement la préparation à la guerre.

Du 24 décembre 1932 au 12 avril 1933, la grippe et la mauvaise nourriture — c'est-à-dire la mortalité et les conditions de vie, sont dénoncées pêle-mêle et donnent un « climat » à l'agitation. La mortalité due à la grippe est dénoncée vigoureusement dans des campagnes toujours plus violentes, du 20 janvier au 3 février, puis du 28 février au 21 mars 1934, du 23 janvier au 6 mars 1935 enfin. L'attention à ce problème est telle que le comité central fait une déclaration à ce sujet le 20 février 1935. Suivons le déroulement de cette dernière campagne qu'on peut considérer comme un archétype.

Elle s'ouvre sur un article choc de la rubrique destinée aux soldats :

« Protecteurs d'escrocs ! Bourreaux des encasernés ! Cinq décès en une semaine ! Des malades en masse ! » <sup>5</sup>.

Bientôt le P.C.F. réclame des commissions d'enquête ouvrières <sup>6</sup>. La rubrique antimilitariste occupe bientôt une pleine page de *l'Humanité*. Des articles passent en première page avec des signatures prestigieuses, comme celle de Cachin le 14 février 1935 <sup>7</sup>, tandis que des cadres appellent en page intérieure à la mobilisation des militants <sup>8</sup>. Un palier est franchi avec un titre-bilan à la une :

« 200 soldats sont morts depuis le 1<sup>er</sup> janvier. De la tribune de la Chambre, Dewez, au nom du parti communiste, dénonce les responsables de l'état-major et du gouvernement et appelle les travailleurs au secours des encasernés. »<sup>9</sup>

L'organisation de meetings de protestation, l'accès aux casernes des commissions ouvrières d'enquête sont préconisées.

Un dernier pas est franchi avec la publication d'une déclaration du C.C. en forme d'appel à la mobilisation des militants. L'épidémie de grippe y est présentée comme un fait social :

« Conséquence du surmenage, de la préparation intensive à la guerre qui prédispose à la maladie. Conséquence aussi des économies sur la nourriture, le chauffage, l'hygiène des soldats. Conséquence d'autant plus fatale qu'il s'agit d'un contingent ayant passé les cinq premières années de sa vie au milieu des privations de la guerre. »<sup>10</sup>

Elle se conclut provisoirement par le lancement le 10 mars 1935 de la campagne contre la loi portant le service militaire à deux ans. Projet soumis aux Chambres par le gouvernement Flandin, au nom du danger allemand et que combattent socialistes et communistes. Elle est lancée par le directeur du journal, Macel Cachin, prestigieux dirigeant dont le leitmotiv est d'appeler « à l'action contre les deux ans »<sup>11</sup>. Au cours du débat à la Chambre, le 15 mars, Maurice Thorez, selon *l'Humanité*, démontre que « le retour aux deux ans et la politique militaire du gouvernement poussent à la guerre »<sup>12</sup>. Répondant à Léon Blum, le secrétaire général du P.C.F. définit clairement la position de son parti :

« Léon Blum nous a dit que, contre une agression hitlérienne, les travailleurs de France se lèveraient en masse. Les communistes ne veulent pas se laisser entraîner dans une guerre prétendue démocratique contre le fascisme comme on avait en 14 invoqué le péril de l'empire réactionnaire contre la République française. »<sup>13</sup>

Sous le titre « Non », dans *l'Humanité* du 17 mars, André Marty rappelle que « l'ennemi essentiel est l'impérialisme français » ; il écrit :

« Sous prétexte de combattre le fascisme allemand, il faudrait courber l'échine et servir de tremplin aux bourreaux fascistes ? Non et non ! »<sup>14</sup>

Le 17 mars, nouvel argument contre la prolongation du service militaire : il a servi de prétexte à Hitler pour rétablir le service militaire en Allemagne. *L'Humanité* titre, sur toute la largeur de la page « Les deux ans, c'est la guerre ! »<sup>15</sup>. Le ton est donné, la campagne se poursuit avec l'entrée en lice des anciens combattants, la dénonciation du « budget de la guerre », l'appel au « Front populaire d'action contre les deux ans »<sup>16</sup>, cependant que des organisations « larges » mises en mouvement, le mouvement d'action combattante et le comité d'unité d'action antifasciste appellent à signer la pétition contre les deux ans.

Mais le vote du « rabiote », la décision de garder sous les drapeaux jusqu'au 14 juillet les jeunes du contingent libérables le 13 avril va relancer l'agitation et notamment dans les casernes. *L'Humanité* se fait l'écho de la colère des appelés<sup>17</sup>. Elle multiplie les comptes rendus des manifestations dans les casernes ou leurs abords. Il ne s'agit plus du tout d'une campagne

ponctuelle, mais d'une mobilisation générale du parti, des jeunesses, des organisations « de masse » qu'il contrôle. Le 10 avril, devant un millier d'auditeurs à la Mutualité, le secrétaire des J.C., Raymond Guyot, « dénonce les desseins et les actes guerriers de l'Etat-Major ». Selon *l'Humanité* :

« Il dénonce le mensonge de la guerre de la démocratie contre le fascisme hitlérien. »<sup>18</sup>

Il précise également :

« Les fédérations des J.S. de la Seine et de la Drôme se sont déclarées, comme nous, contre la défense nationale en régime capitaliste et pour le soutien de l'Union soviétique. »<sup>19</sup>

Le 12, le comité de coordination de la S.F.I.O. et du P.C. pour la région parisienne affirme :

« La situation intérieure et internationale exige un renforcement de l'unité d'action (contre les deux ans et le « rabiote »), pour la libération immédiate de la classe, pour le désarmement. »<sup>20</sup>

Le 14, *l'Humanité* rend compte des travaux du comité de coordination « pour mettre au point le plan commun de campagne contre les deux ans ».<sup>21</sup>

Les dirigeants continuèrent à marteler leur ligne politique. Dans un meeting à Bagnolet, Marcel Cachin souligne :

« La bourgeoisie ne peut compter sur nous pour sa guerre. Notre devoir est de conquérir notre propre patrie. Alors, nous aussi, Messieurs les patriotes, nous saurons la défendre. »<sup>22</sup>

### Les liens « militaires » du P.C.F.

L'influence et le degré d'organisation du P.C.F. dans les casernes ne sont pas faciles à mesurer : les rapports internes du P.C.F. — s'ils existent en France — ne sont pas consultables, tandis que les archives de police demeurent évasives. Ce n'est qu'en recoupant des documents de types divers que l'on pourra tenter une estimation, non de degré d'organisation du P.C. dans les casernes, mais des liens tissés par lui avec les garnisons : pas question ici de parler d'implantation quand nous ne pouvons au mieux que présenter une image, assez floue, de l'audience du P.C.F.

A cet égard, les témoignages, surtout *l'Humanité* et les *Cahiers du bolchevisme* donnent un tableau, qui, pour être irremplaçable ne doit pas être pris pour autre chose qu'un ordre de grandeur, peut-être faussé.

André Ferrat, qui fut rédacteur en chef de *l'Humanité* d'octobre 1932 à février 1934 nous a assuré que les lettres et informations publiées dans ses colonnes étaient authentiques, transmises au journal soit par les soldats soit par l'appareil spécial<sup>23</sup>, ce qui n'entame pas leur crédibilité. On peut donc tenir pour acquis que la densité de « petites nouvelles » publiées donne une idée des liens du parti avec les casernes.

De ce point de vue, nous devons distinguer deux cycles essentiels. Après une première période, de mai 1932 à décembre 1933, la courbe du nombre

d'unités militaires citées chaque mois dans *l'Humanité* s'élève de janvier 1934 à novembre 1935. Il est vrai que c'est la période où sont menées les campagnes pour la défense des conditions de vie des soldats et contre la prolongation du temps de service. Les informations viennent surtout des unités d'active. Celles des unités de réservistes ne représentent que 5,68 % du total en 1932, 4,14 % en 1933, 7,61 % en 1934, 3,68 % en 1935, 7,23 % en 1936, 4,90 % en 1937. *L'Humanité* donne ainsi l'image d'un parti qui influence surtout les militaires de l'armée active et dont l'action connaît un développement maximum entre janvier 1934 et novembre 1935.

Le nombre d'unités touchées augmente dans cette période. De 196 en 1932-33, il passe à 297 en 1934-35<sup>24</sup>. De l'indice 100 pour la période 1932-33, on passe à 151 pour 1934-35. Cette progression est inégalement répartie entre les armes. L'infanterie est en tête avec plus de 20 %, suivie de l'aviation, de 5,6 à 8,7, la marine, de 4,5 à 5,3, les chars de 2 à 3 %. Les « divers » qui regroupent souvent des unités spécialisées passent pour la même période de 8,6 à 4,7 %.

Dans la seconde période, l'aviation, la cavalerie et la marine ont vu leur poids augmenter, tandis que le Génie régressait de la 5<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> place et que les « divers » passent de la 3<sup>e</sup> à la 6<sup>e</sup> place.

Ces données ne nous donnent pas une image fidèle de l'implantation du P.C.F. dans l'armée. Elles nous indiquent simplement l'aire maximale d'extension de son influence organisée. Mais en considérant les unités qui ont envoyé deux correspondances par an, ou trois en deux ans, au journal communiste, nous pouvons dessiner une carte plus précise, ce rythme de parution pouvant être considéré comme le signe d'une présence organisée relativement stable. Bien évidemment, cela ne nous fournit pas de renseignement sur l'audience des militants dans les casernes. Mais ce témoignage d'une vie politique minimale est l'indice d'une présence qu'il s'agit de déceler à défaut de la mesurer.

Le nombre d'unités d'où émanent ces deux ou trois correspondances est très réduit par rapport à l'ensemble. Seules 33 unités en 1932-1933 et 99 en 1934-1935 font partie de ce groupe. Pourtant la progression du nombre d'unités de ce type est supérieure à celle de l'ensemble, d'une période à l'autre. Le nombre d'unités qui envoient au moins une correspondance est multiplié par 1,5 tandis que celui de notre catégorie est multiplié par trois. Il y a donc, de 1932 à avril 1935, une « implantation » qui progresse plus rapidement que l'extension de l'audience communiste à l'armée. Laquelle est tout de même rapide.

Par arme, l'évolution de ce noyau plus stable suit grossièrement celle de l'ensemble. L'infanterie demeure prépondérante. Mais elle passe de 69,6 % du total du groupe en 1932-1933 à 54,5 % en 1934-1935. Elle est suivie de l'artillerie qui progresse de 18,1 % à 22 % du total du groupe. Tandis que l'aviation régresse de 6,06 % à 1,01 %, le Génie progresse de 3 à 10 % et la cavalerie fait de même (de 0 à 7 %). Les Chars passent de 3 à 5 %.

Il y a dans la seconde période une baisse relative du poids de l'infanterie au profit des armes plus techniques : artillerie, génie, chars. La régression de l'aviation et la progression de la cavalerie ressortant plus du jeu des affectations.

Géographiquement, les unités touchées par la présence communiste se répartissent dans 100 villes et 12 camps en 1932-1933. En 1934-1935, elles s'ordonnent autour de 165 villes et 16 camps. De cette aire géographique maximale se décalque une zone plus étroite regroupant les villes dont les unités sont citées plus de trois fois en un an ou quatre fois en deux ans. En 1932-1933, 27 villes se trouvent dans cette catégorie, en 1934-1935 elles sont 85. Là encore, la zone plus dense a une progression plus rapide que celle de l'aire maximale d'extension. En effet, d'une période à l'autre, nous passons de l'indice 100 à 314 pour l'une tandis que l'autre ne progresse que de 100 à 165.

Si l'on prend les 39 premières villes et camps nous pouvons apprécier la primauté de la France du Nord et du Nord Est. Certes, la région parisienne reste une place de première importance, mais le regroupement du corps de bataille aux frontières explique l'importance des villes de ces régions.

De 1932-1933 à 1934-1935, des modifications se produisent dans le classement. Si Paris et Metz restent en tête, Verdun, Nancy, Lunéville, Reims, Strasbourg, donnent à *l'Humanité* plus d'échos des unités pendant la seconde période. Tandis que Bitche, Haguenau, Mourmelon, Fontainebleau, Soissons, Mailly, Dijon, progressent moins vite que les autres. Avignon, Chalon-sur-Marne et Thionville demeurent stables (118). Notons enfin qu'une certaine « implantation » n'apparaît dans l'ouest qu'en 1934-1935, tandis que le Nord-Est maintient son importance en compensant la disparition de 9 villes par l'apparition de trois nouvelles (Commercy, Remiremont, Saint-Avold).

Au total, de 1932 à 1934, l'influence du P.C.F. dans l'armée apparaît en expansion avec une tendance plus rapide à la « stabilisation » de noyaux « permanents » dans les unités. Son aire d'extension est concentrée, pour les noyaux les plus stables, dans la France du Nord-Est et la région parisienne. Mais un réseau, sans doute plus lâche, relie le parti communiste à 165 villes de garnison et 297 unités en 1935. Cela ne peut être considéré comme négligeable, surtout au regard de la situation antérieure. Cependant, l'existence de ces liens ne préjuge pas de l'audience réelle du P.C.F. dans l'armée. Elle en est, c'est peu et beaucoup à la fois, la condition plus que la résultante. Dès lors, quelle conscience l'institution militaire a-t-elle de l'accentuation de cette pression en son sein ?

### La réaction de l'institution militaire

Les responsables militaires analysent ce problème comme un parmi ceux qui ponctuent la vie de leur corps. Ils sont d'abord attentifs au moral de l'armée de cadres permanents ; le moral de la troupe et, dans celle-ci, le problème de la propagande communiste, passe après les considérations relatives au moral des diverses articulations du commandement. La cohésion de l'armée c'est d'abord la cohésion de la hiérarchie. Or, il faut bien noter qu'à partir de 1932 jusqu'en 1935, les conditions matérielles d'existence des officiers se dégradent, tandis que les possibilités d'avancement se réduisent. D'où les constatations amères, mais presque rituelles, sur « l'inquiétude pro-

voquée par l'incertitude de l'avenir (qui pèse sur tous les cadres »<sup>25</sup>. D'où encore, la « lassitude qui se manifeste parmi les officiers » dont le commandement trouve les causes « dans le caractère ingrat du service dans les corps de troupe ». Pour les auteurs des rapports sur le moral :

« Il manque aux jeunes officiers la satisfaction grisante, si propre à faire accepter bien des déboires par ailleurs, de commander une troupe que l'on a formée et dressée. »<sup>26</sup>

Or, cette troupe ne répond pas aux sollicitations de l'encadrement. Entre 1932 et 1934, elle fait toujours preuve de « grande docilité », mais la hiérarchie en déplore « l'absence totale de préparation civique, morale et patriotique »<sup>27</sup>. Bien que « les cadres intruisent (ils) n'ont pas le temps d'être des éducateurs »<sup>28</sup>. Réflétant une césure profonde entre l'encadrement et les soldats du rang, le rapport moral sur l'état d'esprit en 1933 note « qu'il est difficile [...] de pénétrer la pensée profonde du troupier »<sup>29</sup>.

Mesurant le manque d'adhésion de la troupe aux valeurs essentielles de l'institution militaire, le commandement apprécie la progression des liens du P.C.F. dans les casernes. En 1932, il les sous-estime lorsqu'il affirme :

« On continue de constater le peu d'effet de la propagande antimilitariste sur les hommes de l'active. »<sup>30</sup>

En 1934 encore, tout en discernant « une recrudescence marquée de la propagande révolutionnaire faite avant l'entrée au service dans nombre de journaux spéciaux ou à l'occasion de "réunions de conscrits" »<sup>31</sup>, la hiérarchie n'en perçoit pas la progression dans les enceintes militaires.

La sous-estimation des liens du parti communiste avec les casernes va de pair avec la dénonciation virulente de l'antimilitarisme civil. Ainsi, lorsque les rapports sur le moral dénoncent « l'influence déprimante de l'esprit matérialiste qui sévit dans la Nation »<sup>32</sup>, l'antimilitarisme et le pacifisme sont visés en même temps que la régression des valeurs propres à l'univers militaire : l'esprit de sacrifice, la patrie, la beauté et la grandeur de la geste guerrière.

Mais en définitive, pour les responsables militaires, les grands responsables de cette faillite des valeurs demeurent ceux qui, dans la famille et surtout à l'école, devraient être chargés de l'éducation morale et patriotique des jeunes générations<sup>33</sup>. Affirmant la cohérence de l'institution face à la décomposition de ses valeurs dans la société civile, l'Armée se comporte en groupe de pression organisé lorsque ses responsables mettent l'accent sur la « responsabilité » du pacifisme, notamment celui des instituteurs. *La France Militaire* se fait l'écho de ces sentiments. Sous le titre « la trahison dans la maison », le général Z entame en septembre 1932 une campagne, qui ne cessera plus, contre le syndicat des instituteurs. Il tempête contre :

« L'incompréhensible et scandaleuse impunité laissée aux *saboteurs* de la défense nationale, aux traîtres avant la lettre de nature à jeter le trouble dans l'esprit des instituteurs restés fidèles à leur race, et (qui) favorise l'expansion d'une gangrène morbide. »<sup>34</sup>

La neutralité prônée par les pacifistes est dénoncée car elle introduit un divorce entre l'armée et la Nation :

« Alors la Nation se détachera de l'armée parce que le peuple français conduit par des intellectuels sans conscience et des dirigeants sans volonté, est en train de perdre la notion de patrie. Ce jour-là, l'école aura perdu la France, comme elle a sauvé la Prusse »<sup>35</sup>

Soucieuse de la défense de la Nation, qui est sa raison d'être, et de la cohésion nationale qui en est la condition *sine qua non*, l'armée voit monter de 1932 à 1934, peut-être plus que dans la période précédente, les déchirures au sein du pays. Comment réagit-elle au plus fort de la crise de février 1934 qui en est la manifestation extrême ? Par le souci de n'être pas impliquée dans la répression des émeutes. Souci inspiré par la volonté de ne pas « dresser les soldats contre la foule et d'obliger la foule à se heurter aux soldats »<sup>36</sup>.

L'armée est là pour garder les frontières et elle refuse dans sa masse de s'insérer dans le jeu des partis. *La France Militaire* peut écrire :

« Si l'armée devient l'enjeu des partis, si les soldats sont transformés en prétoriens, si la démagogie dégarnit les frontières par amour de l'humanité, ou pour céder aux basses passions populaires, tout est à craindre. »<sup>37</sup>

Tout se passe comme si les cadres permanents de l'armée ne concevaient la société française qu'à l'aune des classes moyennes dont ils épousent les préoccupations. Autant les problèmes de la vie ouvrière ne les affectent que par l'écho assourdi qui remonte du contingent, autant tout déplacement de la condition des cadres militaires par rapport à ces couches moyennes, comme tout déplacement politique d'une partie de celles-ci a des conséquences immédiates dans l'armée.

Le déchirement de la société française dans la semaine du 6 au 12 février est aussi un déchirement dans l'armée. Aussi les responsables militaires insistent-ils sur sa mission de sauvegarde des frontières. Mais, dès novembre 1934, une autre voix s'exprime dans *La France Militaire* qui témoigne de ce que désormais l'armée est devenue un enjeu. Sous le titre « Le soldat dans la cité », le journal de la hiérarchie explique :

« Le danger immédiat est le danger intérieur, la guerre étrangère ne pouvant être actuellement que la conséquence de la guerre civile [...]. Force est donc aux Français de se rallier autour de leurs institutions, en les réformant bien entendu, autrement dit nous devons régénérer notre régime et faire en sorte que les redressements nécessaires s'accomplissent dans le calme [...]. L'armée nationale se prête admirablement à la rénovation de la démocratie [...] et elle est la force publique la plus apte à empêcher l'éclosion des désordres. »<sup>38</sup>

Ainsi, à l'occasion des événements de février 1934, dans une partie de l'institution militaire s'est fait jour la conscience d'un combat politique. A l'opposé du souci de cohésion au nom duquel, inconsciemment, est sous-estimée l'importance du P.C.F. dans les casernes et surestimé le pacifisme dans la société civile, une fraction de l'encadrement est tentée d'outrepasser son rôle. Et c'est dans ce contexte général, marqué par le rassemblement populaire, au moment où le P.C.F. étend ses liens dans les casernes, alors que l'encadrement regarde de très près le jeu politique, que se situe la signature du pacte franco-soviétique et la déclaration de Staline.

### La déclaration de Staline

La signature du pacte franco-soviétique, le 2 mai 1935, et surtout le communiqué Laval-Staline du 15 mai 1935, concrétisent un double mouvement. Celui de la stratégie diplomatique française, à la recherche d'un grand allié continental contre l'Allemagne où le service militaire a été rétabli le 16 mars. Celui de l'Internationale communiste qui cherche à réinsérer sa section française dans le jeu « normal » des institutions en levant les obstacles qui se dressent devant une possibilité d'alliance avec le parti radical dont Moscou attend la victoire aux prochaines élections.

Il nous faut essayer de mesurer ici de quels poids et dans quelle direction pèse l'institution militaire dans le jeu diplomatique du gouvernement français et d'analyser ses réactions au pacte Laval-Staline. Dans le même temps, nous nous efforcerons de découvrir comment ce dernier a été apprécié en France pour en mesurer les conséquences. Autant de questions qui se posent avec force au moment du tournant fondamental du P.C.F.

### La France à la recherche d'alliances et le poids de l'institution militaire

Ayant jugé la France incapable de résister seule à une guerre avec l'Allemagne qui semble de plus en plus probable, les pouvoirs publics recherchent un allié pouvant resserrer le dispositif ébauché avec les Etats de la petite entente, comme, ce qui avait été amorcé dans le cadre de la S.D.N. Concerné par l'aspect militaire des alliances envisagées, le Haut commandement pèse sur la politique étrangère française. Par suite de l'absence de directives gouvernementales précises sur les buts à atteindre militairement et de directives générales concernant la conduite et la coordination des opérations, les responsables politiques adoptent « sans les discuter à fond, les propositions des généraux membres du C.P.D.N. »<sup>39</sup>

Mais des trois responsables de l'armée de terre — la plus importante — seul le général Schweiguth prend nettement position dans le débat stratégique dont les implications diplomatiques sont évidentes. Il demeure méfiant à l'égard de l'U.R.S.S. et de l'Italie, préférant un axe franco-britannique. A contrario, devant les rivalités qui déchirent les Etats de la petite Entente, le général Weygand, le colonel Mendras, attaché militaire à Moscou, et le lieutenant-colonel De Lattre de Tassigny de l'Etat-Major du général Weygand, sont plus favorables aux accords militaires avec l'U.R.S.S.

Le deuxième bureau exprime un avis différent au moment de la signature du traité d'assistance mutuelle :

« Nous apporterions certainement plus que nous recevions dans un contrat conclu avec un partenaire peu sûr, qui pourrait nous entraîner dans une aventure et nous abandonner. »<sup>41</sup>

Les rivalités jouent leur rôle. Ainsi, les conclusions du général Loizeau, très favorables à un accord militaire avec l'Union Soviétique depuis son retour des grandes manœuvres russes de septembre 1935, heurtent le général Colson qui bloque le rapport afin qu'il ne soit pas porté à la connaissance du général Gamelin et du ministre de la Guerre.

Après la remilitarisation de la Rhénanie, les responsables militaires s'opposent activement à des négociations militaires franco-soviétiques. Les généraux Gamelin, Colson et Schweiguth contrecarrent les efforts des affaires étrangères qui s'en irritent<sup>41</sup>.

L'alliance russe étant remise en question, l'italienne restant impossible pour cause de sanctions, la stratégie diplomatique française se trouve très vite enfermée dans le dilemme de l'isolement ou de l'alliance anglaise contre l'Allemagne. Devant l'impossibilité du premier terme de l'alternative, jusqu'en septembre 1938, la France ne pourra mettre sur pied le réseau d'alliances qui lui permettrait de faire pièce à une Allemagne de plus en plus déterminée.

Dans le rejet de l'alliance russe, l'influence des responsables militaires a été réelle. Dans le trio de responsables qui forment le conseil écouté du gouvernement, il semble bien que ce soit le général Schweiguth qui, en définitive, ait pesé du plus grand poids contre un accord militaire avec l'Union Soviétique. De retour des grandes manœuvres russes de l'automne 1936, il déclare à Daladier :

« C'est un accord industriel que nous devrions signer, mais c'est un accord militaire que veulent les Soviets. »<sup>42</sup>

Et il ajoute :

« A mon passage à Berlin, l'ambassade m'a confirmé que l'annonce de conversations d'état-major serait regardée à Berlin comme une tentative d'encercllement. »<sup>43</sup>

A partir de cette date, il n'y aura plus, au gouvernement, de volonté d'aboutir.

Le pacte franco-soviétique, ne trouvant pas de développement militaire, n'est plus qu'un document sans conséquences déterminantes signé par la diplomatie française. Si le Haut-commandement récuse cette alliance et fait ainsi pression sur l'orientation de la politique étrangère du pays, ce n'est pas tant à cause de la nature du régime soviétique que de l'analyse faite sur l'état de l'Armée Rouge et sur la stratégie soviétique. Ainsi, pour le général Schweiguth, « [ l'Armée Rouge ] apparaît forte, pourvue d'un matériel abondant et moderne, animée d'un esprit offensif, au moins dans les cadres, mais insuffisamment préparée à une guerre contre une grande puissance européenne. »<sup>44</sup>

Le Haut-commandement fait un pronostic sur l'attitude de l'U.R.S.S. devant la guerre :

« Elle préférerait naturellement de beaucoup que l'orage éclate sur la France et il semble que depuis quelque temps ce soit surtout cette carte qu'elle joue, tout en continuant à agir en apparence comme si elle appliquait loyalement le pacte franco-soviétique. »<sup>45</sup>

### Le P.C. et la déclaration de Staline

La déclaration de Staline et Laval faite à Moscou le 16 mai comportait un passage célèbre :

« M. Staline comprend et approuve la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »



Peut-être est-il nécessaire de rappeler ici que cette proclamation dans un communiqué commun allait évidemment au gouvernement Flandin et à ses collaborateurs — dont celui que *l'Humanité* n'appelait jamais que « le fasciste Weygand » — et à sa politique militaire qui comprenait notamment le service militaire à deux ans et le fameux « rabiote » — combattus avec acharnement par le P.C. comme par la S.F.I.O. Par ailleurs, il nous faut peut-être convaincre ceux de nos lecteurs qui admettent l'existence d'un problème que les réactions du P.C.F. ne se réduisent pas à sa célèbre affiche « Staline a raison » et qu'un peu d'attention est nécessaire ici.

On notera d'ailleurs que la déclaration Staline-Laval avec le passage ci-dessus constitua apparemment une totale surprise pour la direction du P.C.F. qui, depuis des semaines, s'en prenait avec beaucoup de vivacité à Pierre Laval, qu'elle soupçonnait, non sans raison d'ailleurs, d'être plus partisan de l'alliance allemande que de l'alliance russe, une politique dont il avait hérité après l'assassinat à Marseille de Louis Barthou. *L'Humanité* menait campagne pour le pacte, mais de toute évidence, sa rédaction n'imaginait pas qu'il pût commander une nouvelle politique, un tournant aussi brutal ni que Staline eût besoin d'un communiqué gouvernemental en commun avec Laval pour le faire savoir à la section française du Comintern. Marcel Cachin ne disait-il pas le 20 avril :

« Nous approuvons l'U.R.S.S. de se servir des rivalités entre les impérialistes pour garantir la paix et faire reculer la guerre. Nous l'approuvons de s'armer pour se défendre [...]. Mais quand nos impérialistes et nos fascistes nous demandent de renforcer leur armée, nous répondons qu'ils n'ont pas à compter sur nous. » 46

Mais, dès le 16 mai, Marius Magnien peut écrire :

« Les communistes français et les travailleurs français ne peuvent avoir confiance dans les dirigeants de l'armée de la bourgeoisie française [...]. La force que la France met au service de la paix, elle ne peut être sûre que sous la puissance de l'action des masses travailleuses, combattant sans répit contre le fascisme et la bourgeoisie pour chasser de l'armée les officiers fascistes et réactionnaires. » 47

Le 17 au soir, il y a salle Bullier une assemblée de militants communistes, avec un long rapport de Maurice Thorez. C'est un discours capital dans la mesure où il marque un alignement volontaire qui ne variera plus désormais :

« Camarades, on a dit "rien de changé". Rien de changé en ce sens que continue plus fortement que jamais notre volonté de lutte pour la paix et pour la défense de l'U.R.S.S. Mais il serait trop simple de dire d'un simple mot : rien de changé. » 48

Il entreprend ensuite de montrer ce qui est réellement changé depuis 1914 et la prise de position des bolcheviks dans la guerre. Ce qui est nouveau dans la situation par rapport à cette époque, c'est l'existence de l'Union soviétique, « ce qu'il y a de plus précieux » et qu'il faut défendre à tout prix. Or c'est l'Allemagne hitlérienne qui menace la paix et l'Union soviétique. Maurice Thorez cite une question qui lui a été posée, et la façon dont il y répond :

« Dans une guerre déclenchée par Hitler contre l'U.R.S.S., appliqueriez-vous votre mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ? » 49

Or la réponse est sans ambiguïté :

« Eh bien non, parce que, dans une telle guerre, il ne s'agit pas d'une guerre impérialiste entre deux clans impérialistes, il s'agit d'une guerre contre l'Union soviétique. » 50

Citant alors la « Lettre aux ouvriers américains » de Lénine où celui-ci propose d'utiliser pour défendre l'U.R.S.S. les contradictions entre puissances impérialistes, puis, après avoir fait une apologie de Staline auquel il reconnaît comme grand mérite d'avoir empêché les erreurs de Trotsky pendant la guerre civile, il affirme :

« Nous sommes partisans du pacte d'assistance mutuelle. Nous exigeons son application et nous ajoutons que le peuple de France ne peut pour cela faire confiance au gouvernement de M. Flandin, à aucun gouvernement de la bourgeoisie. Nous avons confiance dans les masses qui sont la garantie de la défense de la paix et qui ne permettront pas que l'armée soit un instrument de réaction et de fascisme mettant l'armée en danger. » 57

Mais le lendemain, l'article de Paul Vaillant-Couturier dans *l'Humanité*, reconnaît, pour tenter de les surmonter, le déchirement, voire le désarroi des militants :

« Aujourd'hui, c'est dur, je le sais. Les paroles de Staline retentissent comme un coup de tonnerre. L'ennemi de classe les utilise avec une mauvaise foi sans nom. Il les oppose à notre activité, à nos discours, à nos écrits. Chacun de nous, certes, voudrait secouer de ses épaules l'écrasant fardeau des armements et les bolcheviks les premiers.

Il faut gagner du temps. Donner sa pleine vigueur au pacte. Ne cherchons pas d'autre raison aux paroles de Staline [...].

Encore une fois, rien n'est changé : restent dans nos pays nos ennemis bourgeois. Avec eux, nous ne ferons jamais la guerre à l'Union soviétique. Nous le proclamons avec force et notre confiance demeure totale dans l'U.R.S.S., dans son parti bolchevique et dans son secrétaire Staline, dirigeant de la révolution mondiale.

Attachés à la défense internationale de classe, nous ferons tout pour sauver la paix et protéger notre patrie socialiste. » 52

Nous arrêtons ici les citations. Staline ayant raison, il est clair que les dirigeants du P.C.F. vont chercher le moyen d'endosser la politique qu'il leur a dictées, sans pour autant choquer trop profondément dans la forme ses militants traumatisés.

## Le monde politique et le Pacte

Le peu d'empressement des responsables militaires rejoint les hésitations de nombreux parlementaires. C'est ainsi que Pierre Laval, signataire de ce pacte en mai 1935, ne votera pas en tant que sénateur pour sa ratification en février 1936. La représentation nationale est profondément divisée. Les orateurs de droite et du centre craignent, dans l'éventualité de la signature d'accords militaires, la diminution de la liberté d'appréciation de la France. En politique intérieure, ils redoutent et dénoncent avec Doriot « l'intervention de l'U.R.S.S. dans les affaires françaises ». Défendu par Flandin et Herriot, le pacte est cependant ratifié à la Chambre par 353 voix contre 164 : il existe bien un « Front populaire à la Chambre », puisque 141 radicaux sur 146, les 93 socialistes et les 10 communistes ont voté pour sa ratification.

Pourtant, même dans la S.F.I.O., la signature du pacte ni surtout le communiqué commun de Staline et Pierre Laval, ne vont sans problèmes. La déclaration du dirigeant de l'U.R.S.S., l'approbation sans réserve donnée au gouvernement de la loi de deux ans et du « rabiote » constituent un véritable choc pour les militants socialistes, et pas seulement pour les jeunes socialistes qui venaient de s'engager dans un front unique contre l'union sacrée et pour la défense de l'U.R.S.S.

Léon Blum, à la veille de la signature, fait une analyse subtile. Il affirme que le danger de guerre n'a jamais été aussi grand en Europe depuis 1914, du fait du renforcement des dictatures fascistes (notamment en Allemagne). Mais il analyse l'U.R.S.S. comme une force de paix depuis son adhésion à la S.D.N. en 1934. Cette situation le conduit à reconsidérer sa position sur la révision des traités. Il y est maintenant opposé. Dans ce contexte, il admet le pacte franco-soviétique, à condition qu'il reste ouvert et que la Grande-Bretagne puisse s'y intégrer. Pourtant, les termes du communiqué Laval-Staline l'inquiètent. Il craint leur possible utilisation par un Laval pour accroître les crédits militaires français. L'analyse de Léon Blum reste dans le cadre du désarmement et du pacifisme. Ainsi, dès la signature du pacte, il déclare :

« Nous devons exiger qu'à la faveur du sentiment de sécurité temporaire créé par le pacte, la France et la Russie soviétique prennent l'initiative et la direction de l'œuvre de désarmement. »<sup>53</sup>

Mais, c'est pour réinsister bientôt sur son opposition à la politique poursuivie par le gouvernement. Politique qui se concrétise dans la prolongation du service militaire :

« Sans renier le devoir de défense du sol national contre l'invasion, nous refusons de faire nôtres les projets et l'organisation de la bourgeoisie. »<sup>54</sup>

La question de la défense nationale entraîne de nouveaux clivages au sein des minorités socialistes. Alors qu'en avril Amédée Dunois s'y opposait, à la lumière du pacte franco-soviétique, il y est désormais favorable. Dans une « Tribune libre » du *Populaire* parue le 17 mai 1935, Marceau Pivert, au contraire, maintient ses positions, tandis que Zyromski adopte une attitude plus conciliante. Rivière veut orienter l'alliance franco-russe contre le fascisme, alors que Paul Faure, sans pour autant entrer en conflit ouvert avec Blum, n'en parle pas moins de la nécessité d'« éviter les alliances militaires ». Le « pacte », vu sous cet angle, va provoquer toute une série de reclassements importants et modifier la carte politique.

#### Le P.C.F. et la « communauté nationale »

Aucune conséquence n'est pourtant plus importante que la réorientation radicale du parti communiste, une fois passé le choc des premiers jours où « Staline a raison » et « rien n'a changé ». Le lexique politique de *l'Humanité* met en évidence le divorce entre deux époques. Denis Peschansky relève :

« Au tournant politique de juin-juillet 1934, qui s'est traduit par la signature du pacte d'unité d'action ne répond pas un tournant dans le vocabulaire politique ; le

vocabulaire utilisé par les éditorialistes de *l'Humanité* de 1934 à 1936 connaît une rupture de réorientation au printemps 1935 et plus précisément en mai-juin. »<sup>55</sup>

Il explique :

« A un vocabulaire-classe et de combat en 1934 s'oppose un vocabulaire-peuple, nationalisation, mi-1935-1936, où discussions des chambres et relations diplomatiques jouent un grand rôle. »<sup>56</sup>

Au-delà de ceux qui expliquent la réorientation par une « ruse de Staline »<sup>57</sup>, toutes choses restant égales, une véritable rupture s'opère dans la couche militante sélectionnée au cours de la période précédente. Jean Bruhat témoigne :

« A l'époque où s'est produit ce revirement, je l'ai ressenti avec à la fois du soulagement et de l'angoisse. Du soulagement parce que le parti s'enracinait dans le terreau national. De l'angoisse parce que j'appartenais à une génération profondément marquée par l'internationalisme. »<sup>58</sup>

Sur les manifestations patriotiques nouvelles, il écrit :

« Il est faux de penser que nous avons passé d'un comportement à un autre sans une sorte de drame intérieur. Unir le drapeau rouge et le drapeau tricolore, le chant de l'« Internationale » à celui de la « Marseillaise ». D'accord ! Cela ne s'est pas fait tout seul. « La Marseillaise » avait rythmé trop de manifestations chauvines pour que nous puissions l'adopter sans problèmes. En ai-je entendu des « Marseillaise » lancées timidement ou, plus exactement parce que nous comprenions la portée de cette mutation ! A l'embarras avec lequel on chantait « La Marseillaise » s'opposait, lui succédant et avec quelle joie profonde, « l'Internationale ». Il semblait qu'en chantant « l'Internationale », on se vengeait d'avoir été conduit à chanter « La Marseillaise ». »<sup>59</sup>

Participant au Front populaire dont il se veut l'élément moteur, décidé à réinvestir des thèmes alors monopolisés par la droite « nationaliste », ceux des « Versaillais » opposés depuis plus d'un demi-siècle à ceux des « Communs », le parti communiste va très loin et très vite. Ainsi ses militants sont-ils parmi les plus ardents à applaudir à Buffalo le 14 juillet 1935 les déclarations de Jean Perrin :

« Ils nous ont pris Jeanne d'Arc, cette fille du peuple, abandonnée par le Roi que l'élan populaire venait de rendre victorieux et brûlée par les prêtres, qui, depuis, l'ont canonisée. Ils ont essayé de vous prendre le drapeau de 89, ce noble drapeau tricolore des victoires républicaines de Valmy, de Jemmapes, de Hohenlinden, de Verdun, symbole des libertés que vous avez conquises, à côté de ce drapeau rouge devenu celui de l'Union soviétique et qui, lui, symbolise l'espérance des malheureux. »<sup>60</sup>

Jeanne d'Arc, devenue héroïne sacrifiée de France, l'épisode nous donne la mesure de l'effort de réappropriation de l'idée de Nation par le P.C., celle-ci étant désormais investie d'une charge positive, « la France libre, forte et heureuse » telle que la veulent et la feront les communistes » inscrite au titre de *l'Humanité* quand s'ouvre le VIII<sup>e</sup> congrès.

C'est l'adhésion aux valeurs revivifiées de la « Nation française » qui structure le programme communiste aux élections législatives d'avril-mai 1936, où elle est définie comme « cette somme de glorieuses traditions et de généreuses aspirations que piétinent les tenants du fascisme »<sup>61</sup>. « L'Union

de la Nation française » seule rendra à la France le rayonnement qu'elle a perdu<sup>62</sup>. Cette nouvelle démarche est élargie encore quand Maurice Thorez propose en août 1936 :

« Le Front français pour le respect des lois, pour la défense de l'économie nationale, pour la liberté et l'indépendance de la France. »<sup>63</sup>

C'est là l'aire d'existence maximale du rassemblement tenté par le parti communiste : celui de la société civile et de toutes les classes qui la composent, sauf une infime poignée de capitalistes accapareurs dont les pratiques en font des étrangers à la nation.

On est désormais ici très loin des déclarations de refus de l'union sacrée du début du mois de mai 1935. Cependant les campagnes du P.C.F. ainsi que l'effort d'organisation des militaires ne cessent pas et même se développent en 1936. La dernière campagne dénonçant les « manœuvres de guerre » se déroule de juillet au 5 octobre 1936.

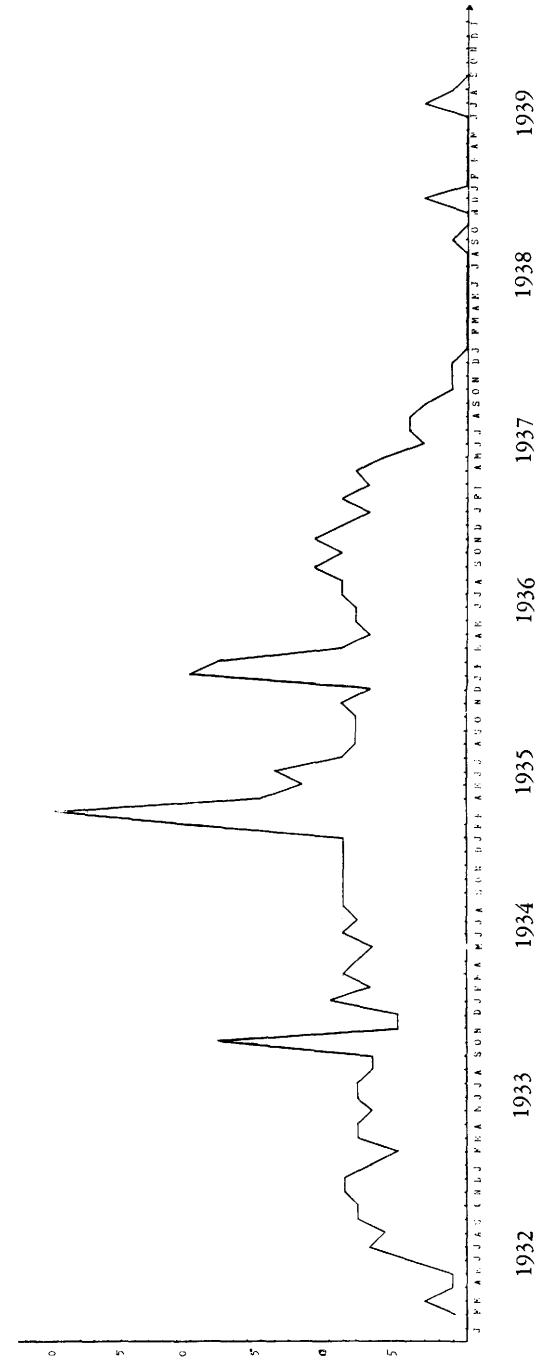
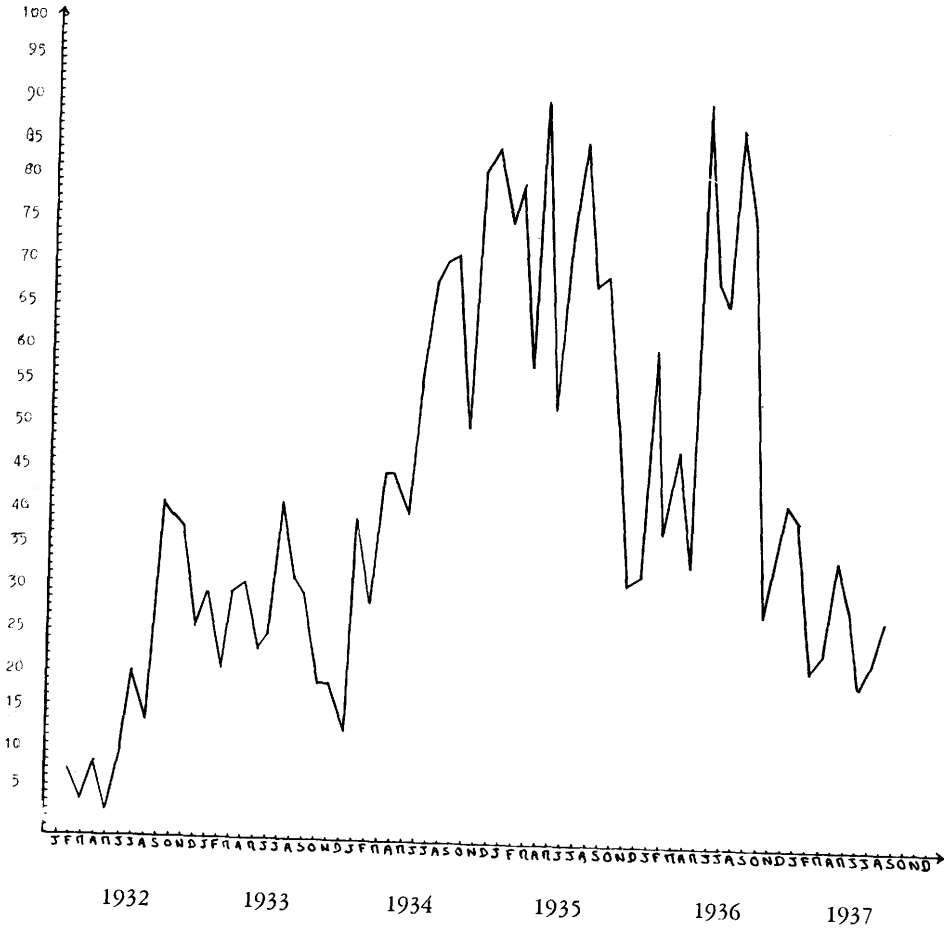
Ce ralliement à la défense nationale permet au moment du Front populaire triomphant une politique de préservation de l'armée — autrefois vilipendée — dans sa structure et ses missions. Trois dates illustrent l'ampleur des revirements opérés. Le 3 juin 1936, le P.C.F. se déclare partisan de la modernisation de l'armée<sup>63</sup>. Le 15 juillet 1936, il admet la nécessité de tenir compte « des circonstances extérieures » pour « la diminution progressive du temps de service »<sup>64</sup>, le 12 septembre 1936, achevant son parcours, il approuve les manœuvres de guerre qu'il a si longtemps combattues<sup>65</sup>. Enfin, le 2 novembre 1936, il impulse la création de « comités de défense de la République et de la Constitution » dans les enceintes militaires<sup>66</sup>.

## NOTES

1. Les graphiques sont publiés en annexe à cet article.
2. *L'Humanité*, 3 septembre 1932.
3. *Ibidem*, 17 mars et 25 avril 1934.
4. *Ibidem*, 30 septembre 1933.
5. *Ibidem*, 25 janvier 1935.
6. *Ibidem*, 30 janvier 1935.
7. Marcel Cachin, « Assez de Morts », *ibidem*, 14 février 1935.
8. Lucien Sampaix, « Debout pour la défense des soldats », *ibidem*, 14 février 1935.
9. *Ibidem*, 17 février 1935.
10. *Ibidem*, 20 février 1935.
11. *Ibidem*, 10 mars 1935.
12. « Salle Bullier, 8 000 travailleurs ont acclamé notre lutte », *ibidem*, 16 mars 1935.
13. Discours de M. Thorez à la Chambre des députés, *ibidem*, 16 mars 1935.
14. André Marty, « Non ! », *ibidem*, 17 mars 1935.
15. *Ibidem*, 17 mars 1935.
16. *Ibidem*, 31 mars 1935.
17. *Ibidem*, 7 avril 1935.
18. « Mille travailleurs à la Mutualité », *ibidem*, 11 avril 1935.
19. *Ibidem*, 12 avril 1935.
20. *Ibidem*, 11 avril 1935.
21. *Ibidem*, 15 avril 1935.
22. *Ibidem*, 20 avril 1935.
23. Entrevue avec André Ferrat, 17 décembre 1983.

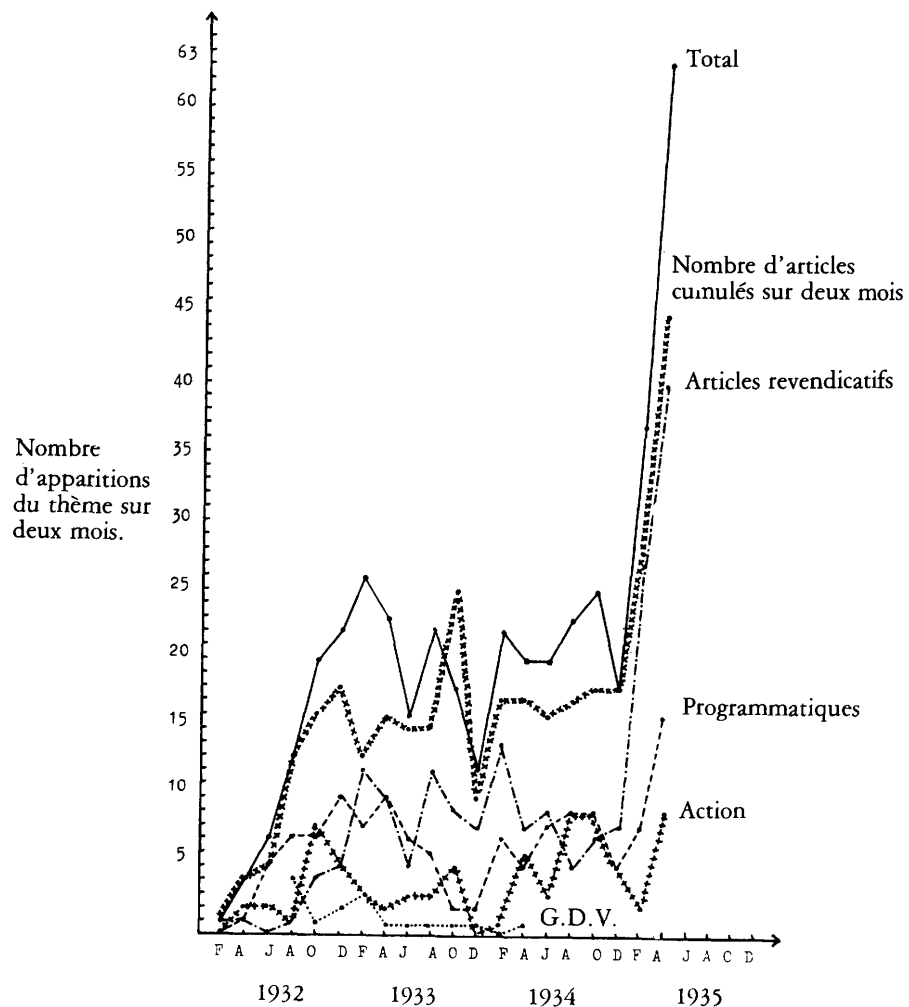
24. Nous parlons du total cumulé sur les deux années de chaque période.
25. *Analyse des rapports sur le moral pour 1932*, Dossier n° 1/3. AMA/3, SHAT 7 N 4033.
26. *Note analysant les rapports sur l'état d'esprit dans l'Armée en 1933*, EMA/3 n° 01255, 12 avril 1934.
27. *Rapport sur le moral de l'armée en 1932*, EMA/3, dossier n° 1/2 c. troupe, SHAT 7 N 4033.
28. *Note analysant les rapports sur l'état d'esprit dans l'armée en 1933*, EMA/3 n° 01255, 1<sup>er</sup> janvier 1934, SHAT 7 N 4033.
29. *Ibidem*.
30. *Ibidem*.
31. *Note analysant les rapports sur l'état d'esprit dans l'armée en 1934*, EMA/3 n° 3871 3/GMA. III troupe, Paris le 13 mars 1935, SHAT 7 N 4033.
32. *Note analysant les rapports sur l'état d'esprit dans l'armée en 1933*, EMA/3, n° 01255, 12 avril 1934, SHAT 7 N 4033.
33. *Rapports sur le moral de 1932 à 1934. op. cit.*, SHAT 7 N 4033.
34. Général Z., « La trahison dans la maison », *La France militaire*, 14 septembre 1932.
35. *La France militaire*, 2 août 1933.
36. Marc Olivier, *ibidem*, 5/6 février 1934.
37. *Ibidem*, 8 février 1934.
38. *Ibidem*, 21 novembre 1934.
39. H. Dutailly, *Les Problèmes de l'Armée de terre française (1935-1939)*. Paris, Imprimerie nationale, p. 34.
40. *Note sur les avantages et les inconvénients de l'alliance russe*, 24 avril 1935, p. 23, SHAT 7 N 2520/2, cité par Dutailly, *op. cit.*, p. 45.
41. *Ibidem*, p. 49.
42. Mémento 31 octobre 1936, AN 351 AP 3 DR 3. *op. cit.*, p. 55.
43. *Ibidem*.
44. *Rapport du général Schweisguth, chef de la mission française* (Manœuvres de Russie blanche de septembre 1936), pp. 34-35.
45. *Ibidem*.
46. Cachin, *L'Humanité*, 20 avril 1935.
47. Magnien, *L'Humanité*, 16 mai 1935.
48. Rapport de Maurice Thorez à Bullier le 16 mai, *L'Humanité*, 24 mai 1935.
49. *Ibidem*.
50. *Ibidem*.
51. *Ibidem*.
52. Paul Vaillant-Couturier, « Les bolcheviks défendaient la paix », *ibidem*, 17 mai 1935.
53. *Le Populaire*, 5 mai 1935.
54. *Ibidem*.
55. Denis Peschansky, *Discours communiste et grand tournant : étude du vocabulaire de l'Humanité 1934-1936*. thèse de 3<sup>e</sup> cycle, 1981, p. 129.
56. *Ibidem*, p. 110.
57. Indications d'André Ferrat (entretien avec l'auteur, 17 décembre 1983).
58. Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard*, Albin Michel, 1982, p. 72.
59. *Ibidem*.
60. Cité par Lefranc, *Histoire du Front populaire*. Paris, Payot, 1974, pp. 84 et 85.
61. « Programme du Parti communiste français pour les élections législatives d'avril-mai 1936 », N. Racine et L. Bodin, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux guerres*, F.N.S.P., 1982, p. 237.
62. *Ibidem*.
63. *L'Humanité*, 3 juin 1936.
64. *Ibidem*, 15 juillet 1936.
65. *Ibidem*, 12 septembre 1936.
66. *Ibidem*, 2 novembre 1936.

LES LIENS DU P.C.F. AVEC LES CASERNES  
(nombre de citations d'unités militaires dans la rubrique spécialisée de l'Humanité)

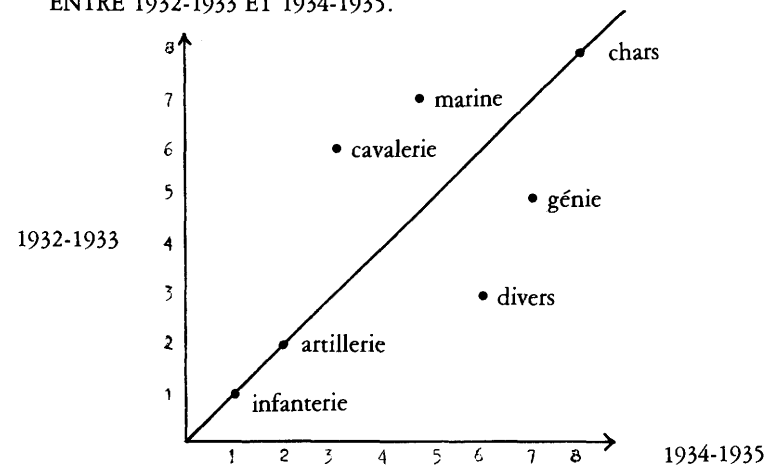


COURBE DU NOMBRE MENSUEL D'ARTICLES « ANTIMILITARISTES » PARUS DANS L'HUMANITÉ

COURBES DES THÈMES ANTIMILITARISTES REPRIS DANS LA RUBRIQUE SPÉCIALISÉE DE L'HUMANITÉ

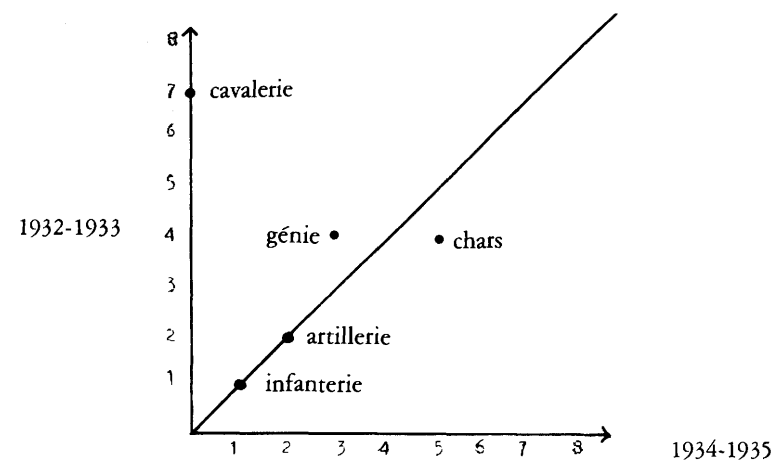


I. CLASSEMENT DES DIFFÉRENTES ARMES EN FONCTION DU NOMBRE DE PETITES NOUVELLES ENVOYÉES À L'HUMANITÉ ENTRE 1932-1933 ET 1934-1935.



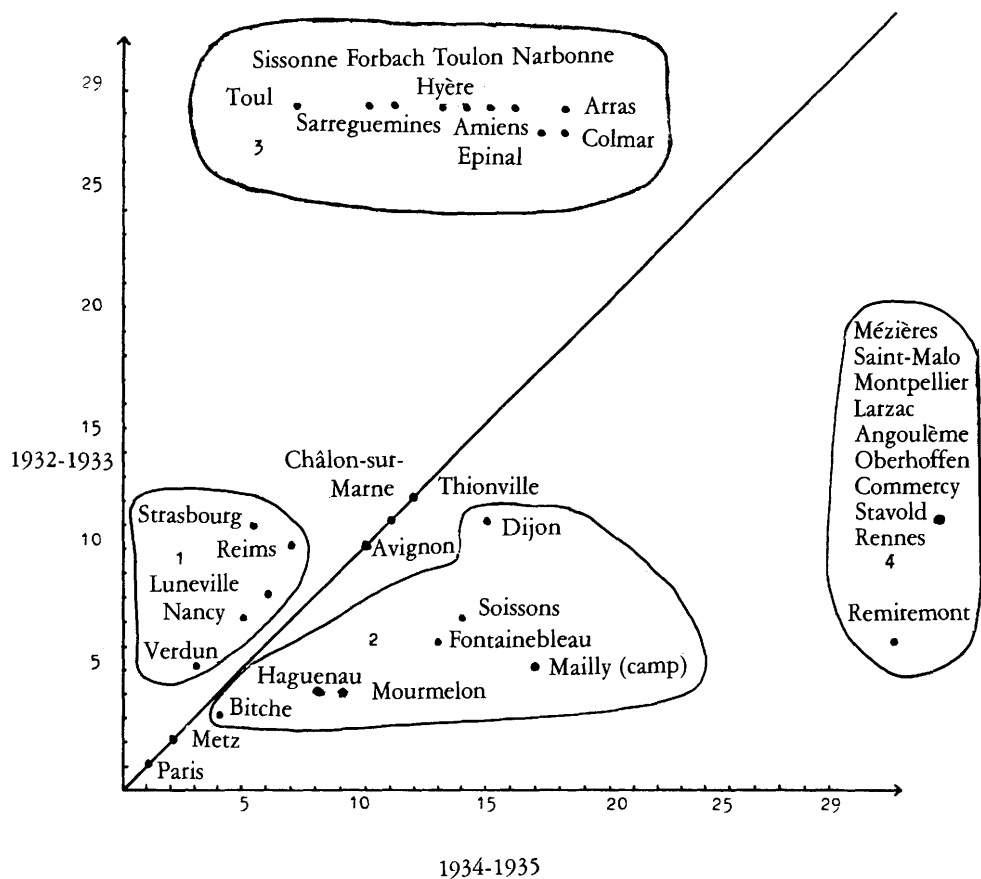
Progression en place à gauche de la médiane, stabilité sur la médiane, régression à droite de celle-ci.

II. CLASSEMENT DES DIFFÉRENTES ARMES EN FONCTION DE L'IMPLANTATION « PROBABLE » DU P.C.F., DÉFINIE PAR L'ENVOI DE DEUX PETITES NOUVELLES AU MOINS DANS L'ANNÉE PAR UNITÉ CITÉE DANS L'HUMANITÉ, ENTRE 1932-1933 ET 1934-1935.



Progression en place à gauche de la médiane, stabilité sur la médiane, régression à droite de celle-ci.

III. CLASSEMENT DES 39 PREMIÈRES VILLES EN FONCTION DU NOMBRE DES PETITES NOUVELLES ENVOYÉES À L'HUMANITÉ ENTRE 1932-1933 ET 1934-1935.

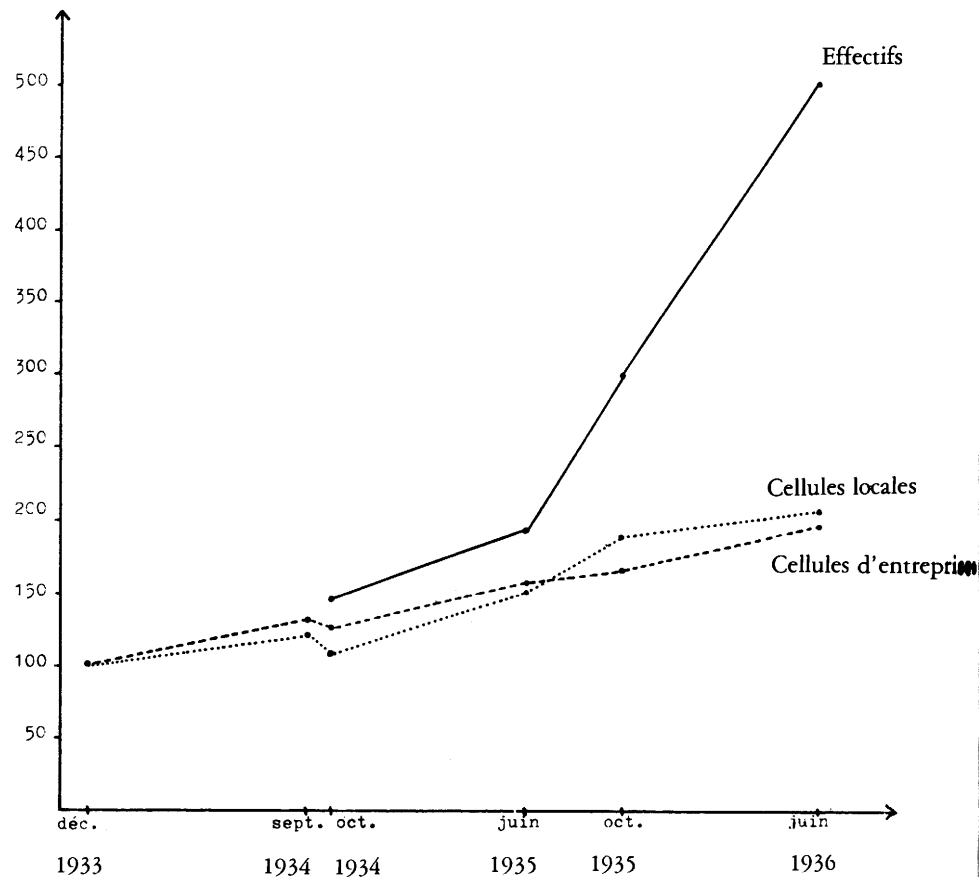


1. groupe progressant de 1932-1933 à 1934-1935.
  2. groupe régressant de 1932-1933 à 1934-1935.
  3. groupe absent du peloton de tête en 1932-1933 mais présent en 1934-1935.
  4. groupe régressant très fortement en 1934-1935.
- Les villes à la médiane ont un rang constant.

	Nombre de villes ayant envoyé au moins 1 correspondance	Nombre de villes ayant envoyé 5 correspondances et plus	Nombre de villes ayant envoyé 1 correspondance au plus	Part des villes ayant envoyé 5 correspondances ou plus dans l'ensemble	Part des villes ayant envoyé 1 correspondance ou plus dans l'ensemble
1936	176	38	63	21,59 %	55,79 %
1937	81	6	53	7,40 %	65,43 %

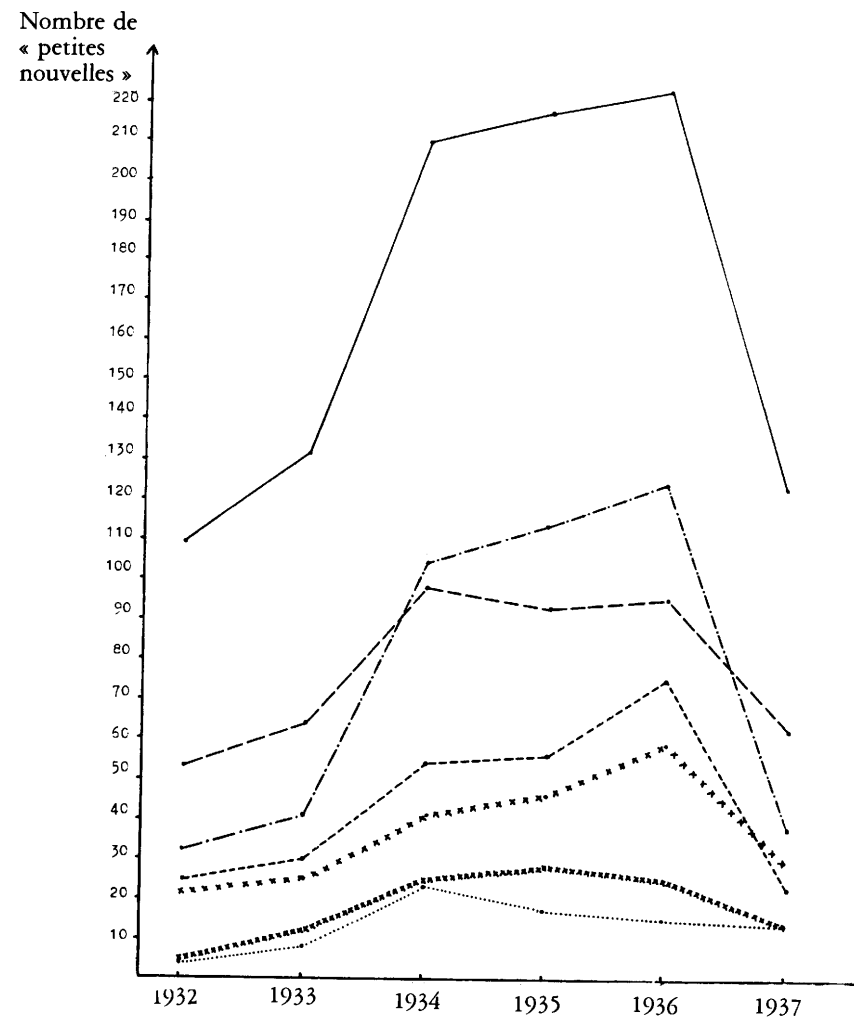
IV. LES VILLES DANS LES PETITES NOUVELLES DE L'HUMANITÉ

ÉVOLUTION INDICIAIRE DU NOMBRE DE CELLULES D'ENTREPRISES, LOCALES, ET DES EFFECTIFS DU P.C.F. 1933-1936<sup>1</sup>  
(1933 = base 100)



1. D'après les données fournies par Heldmann H., in *Le Parti Communiste Français à la conquête de la classe ouvrière*. Les cellules d'entreprises. 1924-1938. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle. Nanterre. P. 202.

I. LES PETITES NOUVELLES DE L'HUMANITÉ DANS L'INFANTERIE, L'ARTILLERIE ET LA CAVALERIE.



.....	x x x x x	-----	————	des unités touchées
	*****	-----	-----	des unités touchées, au moins 2 fois l'an.

## Chronique P.B.

### Débat aux États-Unis sur le Front populaire et l'Histoire

Il n'y a pas eu aux États-Unis de « Front populaire » à proprement parler. Pourtant, si l'on n'imagine pas Franklin D. Roosevelt à la même tribune que Norman Thomas et Earl R. Browder comme Daladier avec Blum et Thorez, c'est seulement à cause du rapport de forces entre partis politiques : socialistes et communistes des États-Unis ne constituent que des « groupuscules » à l'échelle politique des États-Unis. Mais cela n'empêche pas qu'il ait bel et bien eu, aux États-Unis, une période où l'on a pu voir triompher une politique de type Front populaire. Car la politique « réformiste » de Roosevelt à l'intérieur, ce « New Deal » qui prévoit l'intervention de l'État pour mieux répartir les conséquences de la crise, alléger le fardeau des classes les plus pauvres, cette politique extérieure qui s'avance avec prudence mais conséquence vers le conflit final avec l'Allemagne nazie, étaient la politique d'une fraction finalement majoritaire — après quelque hésitation — de la classe dirigeante nord-américaine. Elle a obtenu le soutien du parti communiste qui s'en est fait, d'une certaine manière, le meilleur champion, entraînant finalement le parti socialiste, un instant égaré, comme en Europe, sur les sentiers de la guerre de classes et s'en arrachant pour échapper à l'étreinte des « trotskystes » et aux malheurs de la « guerre civile ». N'est-ce pas un symbole de cette réalité du Front populaire des États-Unis que la construction de la nouvelle centrale syndicale, ce C.I.O., sous l'égide du vieux bureaucrate conscient John L. Lewis, et l'embauche par lui, sous son contrôle exclusif, des « progressistes », militants communistes ou pro-communistes, socialistes ou socialisants qui vont dans la fin des années trente fournir des milliers d'« organizers » du C.I.O. avant d'en devenir les cadres solidement enkystés dans un appareil très vite cristallisé ?

Bien qu'il ait réalisé deux ouvrages solides, Theodore Draper n'a pas réussi finalement à mener à bien son grand projet d'écrire une histoire du parti communiste américain<sup>1</sup>. C'est à partir des travaux préparatoires effectués et des documents réunis par lui que Harvey Klehr a poussé le travail de son grand précurseur jusqu'à ce qu'il appelle « la décennie de la Grande Dépression », entre 1929 et 1939. C'est ainsi qu'il a consacré son volume intitulé *The Heyday of American Communism*<sup>2</sup> à deux de ces périodes qu'on

distingue traditionnellement dans l'histoire de l'Internationale communiste et de ses partis, la « troisième période » de 1929 à 1933 et la période du Front populaire de 1934 à 1939. Un choix qui était certes dicté par l'état des travaux. Le contraste n'en est pas moins saisissant entre le parti communiste des États-Unis à l'époque d'un isolement qu'on peut tenir pour absolu au sein d'une société capitaliste en train de s'écrouler et l'organisme portant le même nom qui cherche et trouve, à partir de 1935, l'honorabilité et la respectabilité auprès de ceux que Trotsky appelait sans bienveillance « les veilles dames démocrates des deux sexes ». L'unité de l'ouvrage de Harvey Klehr ne pouvait pas ne pas en souffrir quelque peu.

À la différence de bien d'autres, le parti américain n'avait jamais été près de devenir un mouvement de masses ni même d'espérer en animer un comme les communistes britanniques avaient dirigé, dans les Trades-Unions, le Mouvement national minoritaire (N.M.M.). À l'époque où les partis allemand et français, forts de leur conquête de la gauche des partis socialistes U.S.P.D. et S.F.I.O., pouvaient prétendre devenir eux-mêmes « parti de masses », le parti communiste des États-Unis — depuis sa naissance — une fausse couche selon Cannon, une césarienne selon Draper — dans le même état groupusculaire de secte à peine américanisée, malgré des efforts répétés, l'entreprise étant vouée à l'échec par toute pratique d'appareil. Rien de plus désolant sans doute à la fin des années 1920 que la destinée d'un William Z. Foster, ancien syndicaliste partisan de la conquête de l'A.F.L. de l'intérieur (« boring from within »), organisateur des travailleurs des abattoirs de Chicago, animateur de l'amalgamation des syndicats de l'acier et de la gigantesque grève-guerre civile de la sidérurgie en 1920, devenu l'otage du « dual unionism » et des étiquettes « syndicats rouges » par discipline à l'égard du parti qu'il avait tardivement rejoint. À cette époque, le tournant des années trente, la Trades-Union Educational League, dont il avait rêvé de faire l'instrument de la conquête de la majorité syndicale — et bien des éléments donnaient crédit à un tel projet nullement voué à la déconfiture qu'il connut — se trouvait réduite au ridicule squelette de la Trades Union Unity League, avec ses syndicats saisonniers se développant pour vivre et mourir l'espace d'une grève désespérée.

Le phénomène de son développement numérique est d'autant plus frappant à partir du moment où le C.P.U.S. sort de son isolement. Il décuple en moins de dix ans, passant de 7 000 membres en 1930 à 24 000 en 1934, dépassant en 1938 les 75 000.

Cette dernière année, il est capable de remplir à New York une enceinte aussi vaste que celle du Madison Square Garden — un exploit qui n'est pas à la portée de tout parti. Surtout, il a mis ses cadres ouvriers, trempés à la rude école du syndicalisme sectaire des « syndicats rouges », au service de la puissante bureaucratie syndicale des John L. Lewis, Sydney Hillman et Philip Murray du C.I.O. en train d'occuper le devant de la scène des luttes ouvrières. Les noms de Len DeCaux et de Lee Pressman dans l'appareil central, de Harry Bridges, Joe Curran, Michael Quinn, dans les régions ou les branches industrielles, sont là pour rappeler qu'il réussit dans cette aventure commune à contrôler une fraction importante de l'appareil syndical proprement dit, suffisamment en tout cas pour s'y livrer au premier de ses devoirs, la chasse aux



trotskyistes, et remettre en question pratiquement d'emblée les traditions naissantes de démocratie syndicale dans ces organisations nées dans l'action et dictées à leurs fondateurs par la toute-puissance du mouvement de masses. Harvey Klehr étudie également avec beaucoup de pénétration l'extension de l'influence du parti communiste dans les organisations progressistes comme le Farmer-Labor Party du Minnesota de Floyd Olson et Elmer Benson ou la Washington Commonwealth Federation de Howard Costigan. Il montre avec une grande précision le travail des militants communistes dans la jeunesse, notamment dans l'American Student Union dont le dirigeant principal, Joseph P. Lash, « démocrate » socialisant et chômeur, devint le porte-parole de sa politique avant de le rejoindre bruyamment en 1937, sans avoir cessé de proclamer son attachement à l'idéal « réformiste » et « libéral » : ce sont des hommes comme lui qui ont permis au parti communiste américain de détourner pour l'utiliser à son profit des forces en principe purement nationales, aussi « américaines » que religieuses initialement, que l'American Youth Congress, qui lui apporta tant de recrues et de cerveaux de valeur.

Harvey Klehr montre également fort bien que l'époque du Front populaire est aussi celle pendant laquelle l'influence du parti communiste s'étend parmi les Noirs, dont une autre étude fait apparaître l'importance considérable à travers l'exemple de Harlem<sup>3</sup>. Cette époque est aussi celle du recrutement en compagnons de route de toutes sortes parmi les intellectuels, écrivains, artistes, universitaires<sup>4</sup>. Dans son compte rendu du livre de Klehr, placé en quelque sorte sous son autorité scientifique, Hal Draper avait invité les lecteurs à nuancer quelque peu le tableau<sup>5</sup>. Ces progrès demeuraient fragiles, faute d'un socle suffisant. Le parti communiste des États-Unis ne dominait aucun grand syndicat et, malgré l'ampleur et la profondeur de son influence dans l'appareil du C.I.O., ne disposait d'une hégémonie incontestable dans aucun secteur du monde ouvrier. Sa nouvelle politique de défense de la « démocratie » américaine lui valait bien des difficultés dans les ghettos noirs où l'on n'en avait pas la même appréciation. Enfin, à partir de 1936, c'est peut-être aux États-Unis que les procès de Moscou secouent le plus profondément et semble-t-il, définitivement, le milieu des intellectuels. Dans le même article d'ailleurs, Draper insistait aussi sur le caractère très particulier des « compagnons de route » gagnés en cette période dans le milieu politique et dont la plupart pouvaient sans doute reprendre à leur compte l'expression employée par l'un d'eux devant une commission du Congrès : « Je ne suis pas allé au parti communiste ! C'est lui qui est venu à moi ». Le parti communiste de l'époque du Front populaire dans le monde — de la deuxième époque Roosevelt aux États-Unis — n'avait plus le langage ni *a fortiori* la pratique d'un parti révolutionnaire, voire d'un parti de classe. Il avait faite sienne la vieille rhétorique libérale et démocratique qu'il mâtinait d'« antifascisme » à la sauce espagnole — la lutte contre l'« envahisseur » fasciste — et c'est sans doute ce qui explique le caractère éphémère de sa conquête de « compagnons de route » qui, au fond, ne cessèrent jamais sans doute d'être des anti-communistes.

C'était véritablement l'âge d'or du stalinisme aux États-Unis — bien au-delà sans doute de ce que ce fut à l'époque de l'alliance avec « Uncle Joe »

dans la seconde guerre mondiale. Il se termine de façon réellement catastrophique avec le pacte germano-soviétique qui contredit l'aspect le plus connu et finalement le plus décisif du nouveau visage que s'étaient donné les communistes : l'hostilité au « fascisme ». Le parti tourne aussitôt conformément aux ordres et le mythe de son « antifascisme » et de son attachement à la « démocratie » s'effondre brutalement. L'appareil, certes, tient bon, mais il y a du dégât sur les marges et le parti retombe dans son ancien isolement. Est-ce là un reflet de l'empirisme qui inspire la démarche de la majorité des historiens américains ? Harvey Klehr, qui partage l'opinion de Theodore Draper sur le caractère congénital du lien entre le P.C. des E.U. et le régime soviétique — Moscou, pour parler algébriquement —, semble le tenir tacitement pour acquis et ne prend nullement la peine de chercher à le démontrer dans la période du Front populaire où la politique soviétique apparaît bien pourtant comme le facteur décisif des tournants. Sa démonstration s'en trouve grandement affaiblie. En outre, cette lacune ouvre une brèche que certains n'ont manqué d'exploiter.

C'est à la levée de boucliers contre Klehr et, à travers Klehr, contre lui-même que Theodore Draper a consacré une série d'articles dans la *New York Review of Books* dans la plus pure tradition du grand débat puisque tous les auteurs critiques et critiqués ont été amenés à s'exprimer avant la conclusion de l'auteur<sup>8</sup>. Theodore Draper y relève, non sans humour, que la négligence ou la concession de Klehr ne lui ont pas valu l'indulgence de ceux qui s'intitulent aux États-Unis « nouveaux historiens » ou partisans de la « nouvelle histoire », qui se sont immédiatement attaqués, à travers lui, aux historiens qui ont « pour la poigne du Comintern un intérêt presque obsessionnel » et aux « préjugés démodés » — entendons « antistaliniens »<sup>9</sup> de Draper lui-même. Et ce dernier de chercher dans les articles qui ont si vivement critiqué le travail de Klehr les raisons profondes du procès qui leur est fait à tous les deux.

Theodore Draper analyse donc avec beaucoup d'attention et de soin travaux et affirmations des « nouveaux historiens » et s'efforce d'abord de dire qui ils sont. Or presque tous sont d'anciens militants des mouvements étudiants sur les campus américains au cours des années soixante ayant incarné ce qu'on appelait alors « la nouvelle gauche ». Lancés dans leur adolescence au cœur de la vague radicale, déçus par le reflux et la « récupération », ces ex-jeunes gens ont entendu la voix de ceux qui écrivaient pour eux, les vieux staliniens à la recherche d'un public et d'une justification cherchant dans leur passé quelques attestations d'honorabilité et de bonnes intentions. Convaincus que l'« âge d'or » n'était plus à portée de leurs mains dans un avenir proche, ils l'ont cherché derrière eux en se retournant. Cet âge d'or, à leurs yeux, c'est l'époque du Front populaire où le parti communiste non seulement n'apparaissait pas systématiquement comme non-américain mais pouvait au contraire se targuer d'exprimer les aspirations profondes du « peuple » américain, traditionnellement attaché à la démocratie. L'âge d'or est pour eux l'époque où la politique du parti communiste — cette force « radicale » analogue à celle qu'ils n'ont pas pu créer — répondait aux aspirations largement répandues dans le peuple à partir de ce qu'ils appellent les « réalités américai-

nes ». Le professeur Rosenzweig résume sur ce point leur objectif. Pour lui, il faut démontrer d'abord le caractère nettement « américain » du P.C. de ces années, ce qui implique une lutte sans concession contre Draper et autres pour qui « les membres du parti américain n'étaient que des fantoches de l'Union soviétique, sans idées indépendantes ni actions propres, et qu'ils mettaient toujours les besoins de l'Union soviétique au-dessus de ceux des ouvriers américains »<sup>10</sup>. En d'autres termes, et sans distinguer entre la politique de l'appareil et la compréhension qu'en ont les militants de base, il s'agit pour les « nouveaux historiens » de détruire l'idée que les partis communistes ne seraient que de simples prolongements de l'appareil de Moscou. Il faut démontrer au contraire que « tout communisme national était un mélange du communisme international et de l'expérience nationale »<sup>11</sup>.

Nous voici lancés dans les structures. Gary Gerstle propose de faire confiance à la « perception d'eux-mêmes » qu'avaient les communistes américains de ces années trente, « perception non seulement de membres fidèles d'un mouvement communiste international mais aussi d'avocats d'un authentique radicalisme américain »<sup>12</sup>. Maurice Isserman assure de son côté que les communistes de cette époque apportaient avec eux « un style et un type de soucis qui les distinguaient vigoureusement des vieux communistes »<sup>13</sup>. Et les « nouveaux historiens » le disent très franchement : ce qu'ils reprochent à Draper et à Klehr, c'est évidemment de n'avoir pas vu l'essentiel, du fait de leur myopie et de leurs préjugés (anticommunistes), mais les véritables raisons s'en trouvent, selon eux, dans l'emploi de « méthodes traditionnelles d'enquête » et le mépris des acquis des « travaux récents d'histoire orale et d'autobiographie »<sup>14</sup>.

L'argument est intéressant par rapport aux discussions bien connues sur ce qu'est devenue en France « la nouvelle histoire » et ses exigences, hérisées de tous leurs piquants contre les grèves, les manifestations ou les combats de rue, les congrès et les arguments d'idées, tout entières tendues vers les mentalités, la « conscience de soi, la sensibilité raciale, nationale », voire régionale ou locale, la façon de vivre, la culture et la sub-culture. Theodore Draper et Harvey Klehr, identifiés pour la circonstance à... Ronald Reagan<sup>15</sup> en tant que représentants de « l'establishment de la guerre froide » sont à tailler en pièces pour le moment en tant que tenants et défenseurs de « l'histoire institutionnelle » — c'est là une notion qui a aussi quelque crédit en France du côté de la « Nouvelle Histoire ». A l'histoire « institutionnelle », Roy Rosenzweig, par exemple, oppose « l'histoire sociale » qu'il définit comme « les histoires des hommes et des femmes qui distribuaient des tracts, vendaient le *Daily Worker* dans la rue, défilaient dans les manifestations », l'attention portée « moins sur les dirigeants nationaux et du Comintern, mais plus sur la base »<sup>16</sup>. Pour le « concret » et les structures, nous laisserons s'exprimer Gerstle qui assure que la nouvelle histoire sociale a pu mettre en question l'idée suivant laquelle un parti communiste était un parti totalitaire, puisque, assure-t-il, « nombre d'historiens sociaux ont souligné que des facteurs comme la race, l'appartenance à une ethnie, la position dans le parti donnaient forme à l'expérience individuelle des communistes au moins autant que l'endoctrinement stalinien »<sup>17</sup>.

On nous permettra d'exprimer ici notre surprise en constatant combien l'horizon des « nouveaux historiens » demeure borné, épousant la structure même de leur spécialisation dans leurs universités en général, au point qu'ils croient pouvoir étudier une tranche de l'histoire du parti communiste dans leur propre pays sans connaître le mouvement international, qu'ils invitent ainsi à l'analyse indéfiniment poussée jusqu'à l'infiniment petit sans jamais accepter de tentative de synthèse<sup>18</sup>. On pourrait leur demander comment, à partir des outils qu'ils proposent, on sera capable de distinguer l'expérience nationale de l'expérience internationale qu'ils nient en tant que « pré-supposé », tout en se refusant tout moyen de l'étudier sérieusement. Mais il y a plus grave et le débat historiographique tourne à la farce tragique au moment où les tenants de la nouvelle histoire dite « sociale » montent au créneau pour défendre... une nième version, aussi dorée que pilule, d'une interprétation « américano-communiste » de l'histoire du communisme<sup>19</sup>. Les « nouveaux historiens » assurent sans rire que l'histoire du communisme américain constituerait bel et bien un mélange entre les directives stalinienne et le militantisme américain, ce qui, à ce niveau de généralité, peut tenir en tant que truisme. Cependant le bout de l'oreille apparaît quand ils nous expliquent que les « directives » étaient par la force des choses adaptables et arrivaient américanisées aux Américains « de base » qui acceptaient alors une ligne qui était la leur, pas celle de Moscou qu'ils avaient « adaptée ». Défense et illustration du stalinisme dans la période où il a marché la main dans la main avec les classes dirigeantes américaines ? Pas seulement. Derrière l'histoire institutionnelle et politique, c'est l'histoire tout court, la possibilité toute simple de comprendre le passé que ces « nouveaux historiens » remettent en cause. Il n'existe à leurs yeux aucun « développement historique » car l'histoire est dénuée de sens. Il existe seulement des situations qui se succèdent ou se juxtaposent. Il n'y a pas de masses, mais des individus qui s'additionnent, s'entrecroisent ou se contredisent. Il n'existe pas de parti, mais seulement des individus qui le « ressentent » et le « vivent » différemment, appliquant ses directives selon leur tempérament ou leur « sub-culture ».

A travers les commentaires que font d'un texte de Harvey Klehr quelques-uns de ces « nouveaux historiens », Theodore Draper se livre à une remarquable démonstration de ce qu'est la méthode dite « historique » de cette nouvelle école. Faisant leurs choux gras des interviews bien menées (histoire orale) et des autobiographies (toujours adaptées au moment de leur publication, ne serait-ce que sous la pression de l'éditeur), les « nouveaux historiens » partent ainsi de faits isolés et d'épisodes individuels qu'ils valorisent arbitrairement, ne serait-ce que parce qu'ils les choisissent, s'appuient sur des incidents souvent sans lendemain, des initiatives individuelles, voire des arrières-pensées « révélées » un demi-siècle plus tard, pour déboucher sur l'hymne à ce « magnifique rêve qui vient illuminer leurs yeux », cet âge d'or d'un parti communiste à l'époque du Front populaire dans lequel ils assurent voir une diversité, un pluralisme, une richesse culturelle foisonnante, bref un oasis dans ce monde sinistre. Et tout cela dans un « âge d'or » où l'univers communiste était marqué par les procès de Moscou et, disons-le de façon provocante, pour être bien compris, par le stalinisme à tigre anti-fasciste,

encore plus inhumain que son visage de la période précédente ? L'« isolationnisme » des nouveaux historiens des Etats-Unis leur évite bien des tracas : pour ce qui est de l'« internationalisme », il leur sera facile d'évoquer seulement les « héroïques combattants d'Espagne » sans entrer dans le détail d'une chronologie qui relève d'une conception attardée, « ringarde » de l'histoire ?

Comme le démontre très bien Theodore Draper, le résultat de ce que ses avocats appellent une « histoire sociale » — cela tient plutôt du bricolage des bouts de ficelle — est en réalité de « dépolitiser le plus politique des mouvements politiques » et de faire du parti communiste un phénomène extrahistorique, inaccessible à l'intellect, dont il ne peut être rendu compte qu'à travers son retentissement dans les sensibilités individuelles. Ajoutons qu'il est aussi de condamner d'avance la possibilité même d'existence d'un phénomène appelé « stalinisme » en dehors de l'U.R.S.S. — et encore ! Draper démontre fort bien que ces prétendus fabricants d'histoire « sociale » en viennent tout simplement à renoncer pour eux-mêmes et même à interdire aux autres l'ambition légitime de faire l'histoire d'« un parti en tant que tout organique ou au moins structuré dans lequel différentes tâches étaient exécutées à des niveaux différents et dans des circonstances différentes »<sup>20</sup>. Indépendamment des importantes divergences que nous pouvons avoir sur telle ou telle question fondamentale avec Draper, nous sommes prêts à contester ces lignes. Ce combat-là est une question de salubrité, de préservation du travail scientifique et de ses conditions matérielles.

Qu'on nous entende bien. Nous sommes parfaitement capables de comprendre que le poids de ce que les « nouveaux historiens » appellent « l'establishment de la guerre froide » — dont Draper n'est sans doute pas très bien choisi pour être représentatif ! — est considérable et pesant, et qu'un jeune historien américain puisse se sentir prêt, ne serait-ce que par esprit de contradiction, à manger avec les vieux diables du stalinisme, même en se servant d'une cuillère au long manche. C'est même là un réflexe qui nous paraît sain. Mais les « nouveaux historiens » ne sont plus des adolescents. Ils ont eu le temps de lire, de travailler, d'apprendre les langues étrangères, de se servir de leur tête pour comprendre le développement historique et aussi qu'on peut gagner sa vie en tant qu'« historien » en expliquant que l'histoire est impossible. Ils n'ont pas, eux, l'excuse de la jeunesse.

De même, nous avons le plus grand respect pour la véritable histoire sociale, pour les études sociales sans lesquelles il n'y a ni recherche, ni travail historique. Mais ce que les « nouveaux historiens », des Etats-Unis et d'ailleurs, appellent l'histoire sociale, n'en est plus. Au surplus l'entreprise, quand elle est appliquée à l'historiographie d'un parti communiste, vise un objectif trop précis pour n'être pas précisément et préalablement déterminée. Il s'agit en fait d'enlever à l'histoire toute rationalité et d'en faire un magma sans queue ni tête. Il s'agit de réduire le passé, source de mémoire collective et d'enseignements, à une somme polymorphe et bigarrée d'« expériences individuelles » sans signification aucune.

On proclame ainsi de la même voix que le « sens de l'Histoire » est la notion fondamentale sur laquelle se bâtit inévitablement tout « totalitarisme naissant » — et on réhabilite Staline et le stalinisme, tout aussi légitimes ou

illégitimes, accidentels ou nécessaires, que n'importe quoi d'autre. Cette réhabilitation-là peut faire plaisir à beaucoup de gens. Ceux qu'elle vise en tout cas, ce sont les historiens qui s'efforcent de pratiquer l'histoire, tout simplement, avec ses composantes institutionnelles et politiques — sans honte — comme sociales et économiques et qui ne négligent aucun apport scientifique pour expliquer une totalité. Ce sont en effet les mêmes historiens qui croient que le sujet de l'Histoire est en définitive la lutte de l'humanité pour changer sa vie, devenir maîtresse de son destin, si l'on n'a pas peur d'employer de grands mots, ce qui est de temps en temps aussi nécessaire que la juste indignation.

Il est tellement commode — et reposant sans doute — de célébrer dans le même ouvrage le Front populaire et l'unité bon enfant des Blancs, des Noirs et des Porto-Ricains, *La Marseillaise* et *l'Internationale*, Franklin Roosevelt et le dictateur cubain Batista, il doit être si agréable de ne pas être obligé d'expliquer comment tous ces grands sentiments, la démocratie, la liberté, la vérité, le combat contre le fascisme, tout cela peut aller avec les procès de Moscou, le massacre des Vieux-Bolcheviks, le Goulag, les aveux avilissants, le meurtre politique et tout ce qu'on ne peut plus ignorer aujourd'hui du stalinisme et de ses journaux aboyant à la mort.

Peut-être nos « nouveaux historiens » vont-ils maintenant nous dire qu'il y avait là tout simplement « un mélange » et que l'histoire ne s'écrit pas en noir et blanc ? Sur ce dernier point, nous sommes d'accord.

Mais nous leur laissons le mélange, trop malodorant.

## NOTES

1. Rappelons que Theodore Draper, journaliste et écrivain communiste, désillusionné par ses expériences du stalinisme, a écrit deux ouvrages qui sont aujourd'hui les ouvrages de base sur les premières années du P.C. des Etats-Unis, *The Roots of American Communism*, Viking Press, 1957 ; et *American Communism and Soviet Russia*, Viking Press, 1960. Le préfacier du premier annonçait que Draper pousserait l'histoire du P.C. américain jusqu'en 1945. En fait le second volume s'arrête à la fin des années vingt.
2. Harvey Klehr, *The Heyday of American Communism. The Depression Decade*. Basic Books, 1984.
3. Mark Naison, *Communists in Harlem during the Depression*, Un. Illinois, 1983. Ce livre est tout à fait remarquable par l'information et l'analyse de ce qui est le cœur de son sujet. Les conclusions qu'il en tire de façon tout à fait arbitraire à notre avis le rangent du côté des « nouveaux historiens ».
4. On connaît en France le livre de David Cauter sur *Les Compagnons de route*. Le meilleur travail est le livre de James Burkhart Gilbert, *Writers and Partisans : A History of Literary Radicalism in America*, Willey, 1968.
5. « American Communism Revisited », *New York Review of Books*, 9 mai 1985.
6. Le meilleur travail sur cette question, malheureusement inédit est la thèse de T.R. Poole, « Counter-Trial », *Léon Trotsky on the Soviet Purge Trial*, 1974, dans lequel des dizaines de pages sont consacrés au milieu nourricier de la commission Dewey et aux débats entre intellectuels américains sur les procès de Moscou.
7. Voir sur ce point le remarquable ouvrage de William O'Neill, *A Better World. The Great Schism : Stalinism and the American Intellectuals*, Simon & Schuster, 1982.

8. « The Popular Front Revisited », *New York Review of Books*, 30 mai 1985, fait suite à l'article mentionné à la note 5. Il est lui-même suivi de « Revisiting American Communism : An Exchange », avec des réponses de neuf des auteurs critiqués par Draper et la réponse de Draper lui-même à leurs réponses.
9. Roy Rosenzweig, *Political Science Quarterly* (Winter 84-85), pp. 758-759. Nous renvoyons ici non aux travaux eux-mêmes, mais aux références dans la *New York Review*.
10. Roy Rosenzweig, *International Labor and Working Class History* (Fall, 1983), pp. 32-33.
11. Kenneth Waltzer, *Reviews in American History* (June, 1983), p. 266.
12. Gary Gerstle, *Reviews in American History* (December, 1984), pp. 559-566.
13. Maurice Isserman, *In These Times*, April 4-10, 1984.
14. *Ibidem*.
15. Norman Markowitz, *Political Affairs*, may 1984, pp. 39-40.
16. Roy Rosenzweig, cf. note n° 9.
17. Gerstle, *loc. cit.*, note n° 12.
18. Faut-il ajouter que les bras en tombent tout seuls quand on les voit opposer à l'argument de la direction du P.C. par Moscou l'écho qu'ils trouvent aux États-Unis chez d'authentiques Américains ou le fait qu'ils avaient des époux, des enfants, des tâches ménagères, buvaient une bière, ou jouaient aux cartes ? Nous ne multiplions pas les exemples ; pourtant il nous est arrivé de nous demander si nous avions affaire à des imbéciles ou à des gens qui prennent leurs lecteurs pour des imbéciles. Un ami américain nous suggère que tout est bon dans un système concurrentiel et qu'il s'agit avant tout de « descendre » les vieux afin d'édifier de nouveaux empires de « chaires » de professeurs et d'éditions dans cette industrie, petite mais florissante, qu'est devenue l'histoire du P.C. des États-Unis. On peut retenir cette explication pour certains aspects formels du débat, mais nous pensons que les véritables fondements sont d'ordre politique et que ces circonstances sont délibérément exploitées.
19. De la même façon, certains ont voulu faire de Maurice Thorez le père de la politique d'alliance avec les socialistes, de Palmiro Togliatti celui de la liberté d'action des différents P.C. (« polycentrisme »). Serge Wolikow, en France, s'efforce de démontrer que Staline n'était pour rien dans la politique du Front populaire et Mme M.G.P. (*Cahiers Léon Trotsky*, n° 26, p. 26) assure lourdement dans une thèse d'Etat que la politique de Front populaire est une création de... Dimitrov. Que d'efforts pour discréditer la recherche sur la vérité historique ! Pourtant, comme l'écrit excellemment Theodore Draper, « le parti devient un éléphant qui semble un animal différent suivant l'angle selon lequel on le considère ». Ce serait plaisant si ce n'était à ce point nocif.
20. Draper, *loc. cit.*, note n° 5.

## Colloques

### Southampton : Le Front populaire en France et en Espagne

Du 15 au 17 avril 1986 s'est tenu à Southampton un colloque historique sur le Front populaire en Espagne et en France. L'ensemble des communications annoncées ne manquait pas d'attrait, bien au contraire. Mais il faut nettement regretter qu'un mode d'organisation des débats aboutisse à les rendre impossibles. Président et commentateur ajoutant chacun leur grain de sel et la rituelle pincée d'humour aux vertigineux raccourcis auxquels sont condamnés les trois ou quatre rapporteurs qui se partagent une moitié ou un tiers de demi-journée, il ne reste plus au président qu'à couper impitoyablement la parole à l'intervenant qui n'est ni rapporteur ni commentateur, limitant sans appel à une *question* unique. On sort abasourdi et on n'a plus qu'à prendre connaissance de la richesse du contenu de bien des rapports dans le train du retour. C'est vraiment dommage et beaucoup méritaient mieux. Peut-être faut-il, à défaut d'allonger la durée du colloque, limiter le nombre des rapports à présenter en séance plénière, ou supprimer la présentation pour ouvrir une discussion lancée par un rapport écrit ? Je ne prétends pas donner de leçon, mais la méthode employée à Southampton s'est avérée indéfendable.

On retiendra, en s'excusant auprès de ceux qu'on ne cite pas sur l'Espagne, la belle communication de Michael Alpert, décidément le spécialiste de la question de l'armée républicaine : « Le coup a échoué en ce sens qu'il ne cherchait pas à déclencher une guerre civile, mais il a réussi dans la mesure où certains rebelles ont compris que le coup révolution de palais ancien style n'était plus possible et que la préparation et le rassemblement d'un soutien politique civil était essentiel ». Octavio Ruíz Manjón fait le récit des violences dont s'accompagne à Grenade l'organisation par les autorités de la fraude sur grande échelle en faveur de la droite, raconte ce meeting de masse, des centaines de milliers de participants, du 8 mars début des affrontements armés et de la guerre civile larvée quotidienne qui sera le lot de la cité andalouse jusqu'au soulèvement et au grand massacre des militants de gauche. Paul Heywood, dans une communication foisonnante sur « le développement de la théorie marxiste en Espagne et le Front populaire » mélange vérités premières et remarques lucides.

La moisson sur la France aurait été plus riche encore si elle avait été possible. La communication de Martin S. Alexander sur le corps des officiers souligne avec une prudence que justifie l'état des sources la conviction que l'armée n'a pas été réellement secouée par les tribulations politiques et les troubles sociaux de 1936 et 1937 et qu'elle a, somme toute, parfaitement accepté, ce gouvernement de Front populaire qui était si modéré, essayant, comme dit Alexander, « pas exactement une cohabitation, mais au moins un ménage à trois de Blum-Daladier-Gamelin ». David G. Berry a contribué à compléter utilement sur les anarchistes (« Le Front populaire caché : l'anarchisme français et le Front révolutionnaire ») ce que j'ai écrit autrefois avec N. Dorey sur les « oppositions révolutionnaires au Front populaire ». H. Haywood Hunt, bien qu'il croie que la révolution en France puisse être « communiste » aussi que « fasciste », apporte une compréhension générale de la peur des radicaux devant la révolution comme ressort de leur politique.

Dans les sujets « transversaux » enfin, nous ne retiendrons pas celle de Tom Kemp sur « les trotskystes et les critiques de gauche » qui n'apporte rien au lecteur de Trotsky, mais la communication de Michael Seidman sur « La Résistance au travail à Paris et Barcelone pendant les Fronts populaires » est certainement l'une des plus neuves et des plus suggestives, car elle décrit la résistance ouvrière sur le lieu même du travail, ce qui nécessiterait évidemment beaucoup plus que cette seule introduction, déjà remarquable. C'est à peu près la même appréciation — un peu moins enthousiaste peut-être — que l'on peut porter sur la communication de Siân Reynolds : « Femmes et Hommes ont-ils eu des expériences différentes du Front populaire en France ? », dont on devine la réponse.

## Montpellier-Marseille : Objets culturels et Sources

A Montpellier, du 12 au 14 juin, on a traité de « La Guerre d'Espagne dans les produits culturels ». Les maux dont on y a souffert étaient à l'inverse de ceux de Southampton. Des rapporteurs, volontaires, prévus, annoncés, disposant d'une plage importante dans l'emploi du temps du colloque, se décommandaient au dernier moment, ne venaient pas, sans prévenir ou s'éclipsaient, leur « crotte posée » sans même daigner écouter les autres.

On y a pourtant bien appris, de Serge Salaün décrivant sans prononcer le mot la « révolution culturelle » qui accompagna la guerre d'Espagne, d'Alba-Hervalejo qui nous a montré le Miguel de Unamuno complice et caution de Franco et autres conspirateurs jusqu'à l'incident avec Millan Astray qui est le seul à être passé à la postérité et à donner d'Unamuno une physionomie anti-franquiste imméritée. Marcel Oms a démontré il l'avait déjà abordé dans son *Le Cinéma et la Guerre d'Espagne*, l'importance du « mythe du siège » de l'histoire espagnole dans lequel les services de propagande de part et d'autre ont cherché à couler le siège de l'Alcazar comme la bataille de Madrid.

M. Jean Lansard a donné de la pensée de Drieu la Rochelle sur la guerre d'Espagne à travers ses articles une analyse rigoureuse. David Pike et Alain Ginestat ont apporté bien des éléments sur la presse écrite, française et espagnole. Témine enfin avait ouvert sur la notion d'« événement » un débat qui s'est poursuivi tout au long du colloque...

Marseille, les 20 et 21, était plus qu'un colloque, une réunion de travail sur les sources. Pelai Pagès sur la Catalogne, Michael Alpert, sur l'Armée et la Flotte, Marta Bizcarrondo sur le P.S.O.E. ont fait le point de la documentation et des travaux. Antonio González Quintana, pour les archives de Salamanca, Aurelio Martín Najera, pour celles de la Fundación Pablo Iglesias à Madrid, nous ont révélé l'ampleur de leurs fonds, même à ceux d'entre nous qui s'en croyaient les familiers. Les textes des rapports, comme ceux de Montpellier seront publiés et c'est très bien.

P.B.

## Notes de lecture

**Patrik v. zur Mühlen**, *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im Spanischen Bürgerkrieg 1936 bis 1939* (L'Espagne était leur espoir. Les gauches allemandes dans la guerre civile espagnole de 1936 à 1939), Verlag Neue Gesellschaft, Bonn, 1983, 292 p.

Sous un titre aux prétentions somme toute modestes se dissimule un remarquable travail sur la guerre d'Espagne. Au point de départ, il y avait une bonne idée : « Les Allemands dans la guerre civile » ce ne sont pas seulement les militaires professionnels comme les aviateurs de la Légion Condor qui ont massacré Guernica. Ce sont aussi les hommes et les femmes, combattants ou non, venus d'exil, voire de leur propre pays, après parfois des années de prison ou de camp, défendre en Espagne leur cause et combattre leur ennemi principal, celui de leur propre pays sur le terrain où il s'engageait aux côtés de son allié franquiste. Bien entendu les « Condor » sont plus nombreux. Mais il est impossible de comparer mercenaires et professionnels, soldats de métier en tout cas, qui soutenaient les armes de Franco et lui ont notamment donné la maîtrise de l'air et les ouvriers, artisans, employés, enseignants qui poursuivaient en Espagne la guerre dont la première bataille avait été perdue dans leur propre patrie, l'Allemagne.

Parfaitement méthodique, s'appuyant sur des sources parfois très neuves, présentée avec une grande clarté, le travail de Patrick v. zur Mühlen analyse les gauches dans leurs composantes et avec les partis espagnols correspondants. Il étudie donc les partis allemands proches du P.O.U.M. et leurs représentants en Espagne, dirigeants du S.A.P. comme Max Diamant et Willy Brandt, gens de la K.P.O., suit leurs traces dans les milices, notamment dans la colonne Lénine du P.O.U.M., retrace la chasse dont ces émigrés ont été les victimes de la part des policiers staliniens officiels ou officieux des « tchékas » privées. On notera ici avec intérêt le fait que plusieurs des combattants soient venus directement de la clandestinité allemande du S.A.P. ce qui constitue un indice à la fois de la vitalité et de la crise que subissait ce parti. On regrettera pourtant qu'une analyse un peu plus poussée de la politique de Brandt vis-à-vis du Front populaire n'ait pas mieux éclairé notamment son attitude pour le moins réservée à l'égard de la dénonciation des crimes staliniens contre ses propres compagnons d'organisation.

Les pages sur les anarcho-syndicalistes allemands en Espagne sont très neuves. Tout le monde certes connaît Souchy sans savoir qu'il était l'Allemand Augustin Souchy Bauer et le nom de Rudolf Rocker n'est pas toujours lié à la guerre d'Espagne. Patrick v. zur Mühlen retrace l'histoire du groupe DAS, véritable noyau de direction des anarcho-syndicalistes allemands à Barcelone et de la trentaine de combattants allemands des milices de la FAI. Il évoque au passage le séjour d'Emma Goldman, la vieille militante anarchiste russe qui avait tant pourfendu les vainqueurs de Cronstadt et qui découvre tristement que les anarchistes au pouvoir oppriment, répriment, et renient l'idéal qu'ils ont toujours prétendu défendre. Les anarchistes allemands dans l'ensemble n'apprécient guère le comportement de leurs camarades espagnols et le ralliement à l'union sacrée en particulier : les Espagnols sont un tout petit peu trop « nationaux » à leur goût : ils ne sont pas les seuls de cet avis dans le mouvement.

Sur les social-démocrates et les communistes allemands en eux-mêmes, Patrick v. zur Mühlen n'apporte pas d'élément nouveau. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne la répression stalinienne contre les révolutionnaires des diverses nuances. Pouvons-nous reprocher à un auteur allemand, qui ne fait que répéter avec vingt-cinq ans de retard une erreur que nous avons commise, de faire de « Moulin », de son vrai nom Hans Freund, un Polonais alors qu'il s'agissait d'un Allemand de Benzlauer comme nous l'ont révélé les archives suisses ? Oui, sans doute, mais sans insister. Car Patrick v. zur Mühlen a découvert beaucoup d'éléments sur l'activité clandestine du G.P.U. en Espagne et nous ouvre de passionnants dossiers.

Relevons d'abord une excellente mise au point sur l'affaire de Mark Rein, le fils du menchevik Abramovitch, enlevé à Barcelone et assassiné. Les informations recueillies par le SSI — la « contre-Tchéka » anarcho-syndicaliste composée d'Allemands et son agent 29, Alfons Laurencic, lui permettent de jeter une lumière crue sur le « le service d'Alfred Herz ». Rendons-lui hommage : il semble bien qu'il ait raison, contre nous et d'autres historiens, de ne pas croire à l'identité de George Mink pour Alfred Herz qui est bel et bien un autre individu qui apparaît à cette époque et disparaît ensuite au Mexique. Je salue ici aussi l'apparition pour la première fois avec les véritables identités des acteurs de l'histoire d'Hubert von Ranke, homme du G.P.U. converti par un de ses détenus — Paul Thalmann —, évadé d'Espagne et qui m'a raconté sa propre histoire voici bientôt un quart de siècle contre ma parole de ne pas la révéler sous son vrai nom, ce que j'ai fait, évoquant seulement une fois l'aventure de « Bucher ». Puisque Patrick v. zur Mühlen l'a découvert par ses propres moyens, je n'ai aucune raison maintenant de conserver une promesse qui n'a plus de sens et je pourrai à l'occasion rendre justice à von Ranke en racontant comment il me fut présenté par Manès Sperber et Paul Thalmann — et en quoi sa vie était un tragique symbole du dévouement et du dévoiement d'une génération entière. Pour la première fois aussi, à ma connaissance, un auteur a réellement pris au sérieux et consacré nombre de pages à Toni, Antonia Stern, cette jeune femme éprise de Hans Beimler dont elle partagea pendant plusieurs mois la vie en exil à Paris, et examiné les témoignages et arguments qu'elle a développés dans un manuscrit demeuré

inédit et que j'ai eu la possibilité de lire en 48 heures avant l'ère de la photocopie. Bien entendu, pas plus que dans la mort au combat du communiste italien Guido Picelli — député de Parme, en contact avec le P.O.U.M., tué « au combat » — on ne peut, dans les conditions données, apporter de réponse catégorique aux circonstances de sa mort, mais Patrik v. zur Mühlen ne laisse rien de la version stalinienne destinée à noyer ces accusations sous un flot de fleurs mensongères présentant Beimler comme un haut responsable des Brigades internationales. Notre auteur ne sous-estime-t-il pas un peu cependant l'une des affirmations du Servicio Secrete Inteligente (SSI) de la CNT selon laquelle les militants allemands de la Centurie Thälmann auraient été persécutés par la Tchèque de Herz parce qu'ils s'étaient engagés sans mandat du parti dans le combat armé contre le fascisme à l'époque où l'Union soviétique se désintéressait du sort de l'Espagne ouvrière et paysanne ?

L'excellente étude de Patrik v. zur Mühlen sur les Brigades internationales et les unités allemandes en particulier sera retenue par tous les historiens. On sait déjà que les soldats allemands « de gauche », souvent anciens de la guerre de 14, ont constitué devant Madrid une des troupes les plus sûres et les plus valeureuses, taillée en pièces sous la supériorité des armes modernes sans jamais céder un pouce de terrain. Autrichiens et Allemands ensemble devaient former un groupe d'environ 6 000 hommes et les Allemands à eux seuls autour de 4 500, dont la moitié ont péri au combat et dont peu de survivants ont réussi à atteindre la fin de la guerre.

Patrik v. zur Mühlen termine son beau livre par un proverbe espagnol « Los Muertos abren los Ojos a los Vivos » (Les Morts ouvrent les yeux aux vivants). Puis-je me permettre d'ajouter qu'il est, lui, de ces vivants qui contribuent à ouvrir les yeux de leurs contemporains et qu'après avoir lu son livre on ne dira plus jamais que « les Allemands » étaient du côté de Franco ? Si on le traduisait en français ?

En tout cas, merci.

P.B.

**Claude Laharie, *Le Camp de Gurs 1939-1945*, préface d'Artur London, Pau, 1985, 398 p.**

Claude Laharie a consacré au camp de Gurs 1939-1945 une thèse de 3<sup>e</sup> cycle qui n'a sans doute pas trouvé d'éditeur mais qui a vu le jour grâce à l'entêtement et aux amitiés de l'auteur. Ce passionnant travail, admirablement illustré et pourvu de graphiques et de tableaux retrace l'histoire d'un camp particulier de type intermédiaire qui touche au fond par les deux bouts à la guerre d'Espagne.

D'avril à août 1939, le camp a été ouvert pour permettre d'interner la foule des réfugiés d'Espagne : 24 530 internements en six mois, au sein desquels il examine avec un soin particulier — négligeant peut-être quelque peu les tensions politiques internes — le groupe des « Internationaux », anciens Interbrigadistes qui vont être durement secoués d'abord par l'accueil de la « grande démocratie » française, ensuite et surtout par le pacte germano-

soviétique. Il accueille ensuite les « indésirables » avant de devenir ce que Cl. Laharie appelle « le camp juif » avec 18 185 internements pour redevenir brièvement et partiellement à l'automne 1944 un camp pour Espagnols qui « accueille » — on ne le sait guère — les *guerilleros*, en particulier les combattants de Navarre qui ont décroché de l'Espagne franquiste dont ils avaient rêvé de faire la reconquête.

La troisième partie de « Vivre à Gurs » est tout simplement remarquable, sur la base de faits minutieusement établis et sans excès verbaux. Peut-on faire un reproche à un travail par ailleurs si méritant et d'excellente facture ? Certainement oui dans la mesure où l'auteur est estimable et ne mérite pas qu'on laisse passer ses négligences évidentes sur les marges du sujet. Dans un travail de cette qualité, il est surprenant de trouver dans la même page 108 le « K.D.P. » pour le « K.P.D. », le « parti communiste d'opposition » pour la K.P.O. qui était l'« opposition du parti communiste », et surtout le S.A.P. présenté comme dirigé par Theodor Liebknecht et Georg Ledebour — qui en furent effectivement des adhérents mais obscurs, après avoir dirigé les restes de l'U.S.P.D. (parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) avec lequel l'auteur confond probablement, ce qui est bien dommage.

**Pavel et Clara Thalmann, *Combats pour la Liberté Moscou-Madrid-Paris*, 1983, La Digitale, Quimperlé, 356 p.**

Nos *Cahiers Léon Trotsky* ont failli à leur devoir en ne rendant pas compte de la traduction française, en 1983, de ce livre paru en allemand en 1977 et qui a été rédigé par deux de leurs amis. D'autant plus que les *Cahiers* existaient — mais sans la rubrique des « départs » — quand Pavel est mort le 16 mars 1980.

Paul, que ses amis appelèrent toujours Pavel, était né à Bâle en 1901, Clara, qui s'appelait Ensner en 1907. Pavel fut secrétaire de la J.C. suisse de 1921 à 1925, puis pendant trois ans étudiant à Moscou. C'est en 1928 que Clara et lui furent exclu du parti suisse en même temps que les « droitiers » brandlériens dans le monde entier. Pavel, avec Walter Bringolf et d'autres vétérans anima alors le journal de cette opposition qui avait entraîné la grande majorité des militants dans la région de Schaffhouse. En 1933, Pavel fut un de ces « brandlériens » qui ne comprirent plus la ligne de leurs dirigeants et furent gagnés aux vues de Trotsky pour un nouveau Parti et une nouvelle Internationale, ralliant ainsi les trotskystes.

Ils étaient en Espagne, plus exactement à Barcelone, en Catalogne, au mois de juillet, à ses Spartakiades, organisées pour le sport ouvrier en riposte aux Jeux Olympiques de Berlin. Clara, excellente nageuse disputait les compétitions de brasse. Ils se retrouvèrent tous deux avec un fusil, parcoururent l'Espagne, sans oublier le front où ils combattirent, sans oublier le front où ils combattirent, sans oublier la prison privée stalinienne, la tchéka. Libérés, poursuivis par la justice de leur pays pour avoir servi dans une armée « étrangère », ils allèrent à Paris et y constituèrent l'un des noyaux de lutte internationaliste.

C'est tout cela que Clara et Pavel racontent dans leur livre. On y rencontre un monde fou : en Suisse, Rühle et son gendre Sulzbachner (Fritz Bach) qui seront compagnons d'exil de Trotsky au Mexique, Bringolf aussi ; à Berlin, c'est Münzenberg, avec Leo Flieg, plus tard Lovestone ; à Moscou, tout le monde, Radek et Trotsky personnellement et Max Levien, vétéran des soviets bavarois de 1919. Revenus en Suisse, ils connaissent Ignazio Silone qui s'y soigne, Jan Frankel de passage, Erde. En Espagne, ils rencontrent Andrés Nin, Arthur Koestler, Mikhaïl Koltsov et la socialiste stalinienne Margarita Nelken, le jeune Allemand Hans Freund dit Moulin, bientôt assassiné ; Andrade Munis, Landau et tant d'autres. Pavel raconte ses souvenirs personnels sur von Ranke, agent du GPU dont il dessilla les yeux et le nommé « Bücher » par égard pour lui, puisque son bourreau était devenu son ami. A Paris, on va trouver dans leurs maisons l'Allemand Widelin qui fabriqua avec eux *Arbeiter und Soldat*, Daniel Guérin, Michel Pablo, tant d'autres...

Un reproche à l'éditeur : pourquoi dans l'édition française n'avoir pas donné l'index, le travail étant tout mâché par l'édition allemande. Pourquoi aussi n'avoir pas fait appel à un spécialiste — j'en connais qui auraient accepté avec joie — pour corriger les erreurs généralement mineures et donner en note les précisions nécessaires ? A la fin de sa vie, Pavel n'était plus bolchevik et Clara ne l'est plus non plus. Que sont-ils, ces communistes, libertaires, révolutionnaires ? En tout cas sympathiques et enthousiasmants. Chaque lecteur des *Cahiers* devrait lire cette leçon d'énergie et d'enthousiasme.

**Marcel Oms, La Guerre d'Espagne au cinéma, préface de Pierre Broué, Les Editions du Cerf, Paris, 1986, 386 p.**

C'est un somptueux cadeau que Marcel Oms, homme de cinéma, critique et historien, mais aussi, comme l'écrit Broué dans sa préface, « homme de ces terres catalane et espagnole qui ne ressemblent à nulle autre au monde », vient de nous faire avec ce travail sur la guerre d'Espagne au cinéma, magnifiquement et intelligemment illustré, muni d'un solide appareil scientifique ; bibliographie et filmographie, plusieurs index soignés.

Dans une première partie, il étudie la guerre dans le cinéma, dans une seconde, la transfiguration romanesque de la guerre entre 1939 et 1960, enfin, la partie qui lui tient sans doute le plus à cœur, « Mémoire et identité » (1960-1985). L'homme qui anima pendant des années *Positif* et se trouve aujourd'hui au cœur de l'Institut Jean Vigo et des *Cahiers de la Cinémathèque* connaît parfaitement son sujet, a tout vu et nous apprend à voir plus que nous n'avions vu.

Il n'y a aucune critique à formuler sur ce solide édifice qui rendra par ailleurs les plus grands services. L'auteur est même peut-être — bien que secret sur ce point — proche de son préfacier qui se plaint que l'on ne fasse qu'entrevoir la révolution, mais sans doute n'ira-t-il pas jusqu'à souligner comme lui que le rôle du cinéma est capital dans la mystification et que ce dernier reste très largement encore aux mains des mystificateurs. Mais il ouvre

bien des pistes et des débats à peine esquissés : la mémoire des hommes chemine-t-elle nécessairement par les voies culturelles de chaque époque ? Qui trace les voies culturelles de chaque époque, et la mémoire des hommes est-elle seulement, au XX<sup>e</sup> siècle, ce que le cinéma en aura fait ? Ce sont là des questions qu'il faut poser et ce livre contribue à le faire très clairement. Un grand livre.



## Les départs

### Harold Isaacs (1910-1986)

Harold Robert Isaacs est mort à Boston après une opération du cœur, consécutive à plusieurs sérieux accidents cardiaques. Il était né à New York le 13 septembre 1910. Il avait pris sa retraite de professeur au Massachusetts Institute of Technology en 1976.

Diplômé de l'Université Columbia à New York en 1930, il avait déjà fait des « piges » pour le *New York Times* et chercha un emploi de journaliste lui permettant de connaître le vaste monde : il débuta donc véritablement en 1930 comme journaliste au *Honolulu Advertiser*, qu'il quitta en 1931 pour entrer à la China Press : elle l'envoya à Shanghai où sa compagne Viola Robinson le rejoignit et enseigna aux enfants chinois. Isaacs découvrit le vaste monde en même temps que la lutte de classes en Chine. C'est dans l'exercice de sa profession qu'il subit l'influence d'un journaliste britannique qui avait déjà une sérieuse expérience militante en Afrique du Sud, C. Frank Glass, déjà membre de l'Opposition de gauche, qui fut en quelque sorte son initiateur à la vie politique. C'est par Glass qu'il connut Agnès Smedley, journaliste et « compagnon de route » connue et, et par son entremise, obtint les fonds qui lui permirent de lancer *China Forum*, revue indépendante qui était aussi une forme d'expression légale du P.C. chinois à Shanghai.

C'est également par Glass qu'Isaacs connut les analyses de Trotsky sur la situation allemande, ses avertissements au mouvement ouvrier mondial sur la catastrophique politique de l'I.C. en Allemagne. Par Glass, il avait également rencontré les trotskystes chinois rescapés des arrestations massives de 1932 et appris par eux la vérité sur la tragédie de la révolution chinoise. Le dernier numéro de *China Forum*, qu'il venait de décider de saborder, parut en janvier 1934 avec un article d'Isaacs expliquant les raisons de sa rupture avec les « staliniens chinois » — qui allait être reproduit dans *New International* (V, N° 4, September-October 1934, pp. 76-78). Pendant cette période, il n'avait eu aucune affiliation politique. Journaliste à l'agence Havas, son correspondant à Shanghai depuis 1932, il était tout de même un personnage important par son rôle à la tête de *China Forum* et dans la China League of Civil Rights, qu'il aida Soong Jingling, la veuve de Sun Yat-Sen, à organiser.

Après sa rupture avec le stalinisme et la fin de la revue, il resta néanmoins en Chine comme correspondant de Havas mais se consacra de plus en plus à une histoire de la révolution chinoise pour laquelle il bénéficia de

l'aide du vétéran Liu Renjing (Niel Sih) qui habitait chez lui et traduisait pour études et documents. Il se trouva ainsi impliqué de façon active dans la renaissance du groupe trotskyste chinois dans lequel il fut connu sous le nom de Yi Losen. A l'été 1935, il se rendit en Europe pour y effectuer des interviews nécessaires à son travail : Albert Treint à Paris, Sneevliet à Amsterdam et finalement Trotsky à Hønefoss, dont il a publié les procès-verbaux. A l'automne 1935, il rejoignait le W.P.U.S. et, dès l'entrée de ce dernier dans le S.P., alors qu'il travaillait toujours pour Havas à New York, devenait, sous le nom de H.F. Roberts ou Robert, le responsable de la liaison avec Trotsky et l'Europe. A la fin de 1937, avec la parution de *Socialist Appeal* qui allait devenir l'organe du S.W.P., il en devint le véritable rédacteur en chef sous l'autorité nominale de Max Shachtman. Il continuait à correspondre avec Trotsky qui écrivit la préface de son livre sur *La Tragédie de la révolution chinoise*, publié en 1938.

Dans la discussion de 1939-1940, Isaacs se rangea du côté de la majorité du S.W.P. avec Cannon. Pourtant l'assassinat de Trotsky, au terme d'une discussion qui l'avait démoralisé, consacra son éloignement : son dernier acte militant fut la diffusion du numéro spécial du *Militant* sur l'assassinat de Trotsky. Il allait dès lors faire une véritable carrière de journaliste, travaillant d'abord, en 1940, pour la B.B.C., puis, à partir de 1943, pour *Newsweek*. En 1951, il rééditait son livre sur la révolution chinoise avec des corrections qui marquaient son reniement du marxisme sous l'influence de la guerre froide et supprimant aussi la préface de Trotsky. La même année, il commençait à donner, sans être titulaire d'un doctorat, un enseignement de science politique à la New School for Social Research, à l'Université de Harvard et au Massachusetts Institute of Technology. Un de ses livres au moins est très connu dans les milieux spécialisés : *Idols of the Tribe : Group Identity and Political Change* (1975). En octobre 1980, avec Viola, il retourna en Chine et en rapporta un passionnant récit sur la chasse aux souvenirs et aux falsifications, publié aux Etats-Unis sous le titre *Re-encounters in China. Notes on a Journey in a Time Capsule* (1985).

Harold R. Isaacs était devenu sceptique avec l'âge, mais il était tolérant et humain. Il avait finalement supprimé de sa nouvelle réédition les positions « guerre froide » qui défiguraient son travail, sans réintroduire la préface de Trotsky, mais en lui rendant hommage. Il donna à Pierre Broué en 1980 toutes les indications pratiques qui allaient permettre à Paul Collin d'étudier pour les *Cahiers Léon Trotsky* n° 15, septembre 1983, pp. 71-76, ce qu'il a appelé les « avatars » de l'ouvrage d'Isaacs à travers une « lecture croisée » de ses trois éditions. Il suivait avec sympathie notre travail de recherche et d'édition et ne se déroba jamais à nulle demande de renseignement.

Que Viola Robinson, qui fut un autre lui-même d'H.R. Isaacs, et ses enfants, reçoivent l'expression de nos condoléances.

**Jean de Lastérad de Chavigny (1910-1986)**

Un faire-part du *Monde* nous a appris la mort du docteur Jean de Lastérad de Chavigny, médecin à Montreuil. Il était né à Wassy (Haute-Marne) le 7 janvier 1910 et est mort à Montreuil le 14 juin 1986.

L'étudiant en médecine Jean de Lastérad de Chavigny était membre de la Jeunesse communiste et du Secours rouge international ; il avait été gagné à la Ligue communiste et aux thèses de l'Opposition de gauche par Yvan Craipeau. En mai 1933 il participa à une manifestation organisée par la Ligue contre les procès entrepris à Saïgon contre les militants révolutionnaires de l'Indochine. A l'issue de cette manifestation, il fut inculpé de bris de clôture et de « dégradation de monument servant à la décoration publique ». Ses quinze jours de prison préventive dans cette circonstance lui valurent d'être exclu de la J.C. du XIII<sup>e</sup> arrondissement. Il comparut le 29 juin devant la 13<sup>e</sup> chambre correctionnelle et fut relaxé.

Quelques jours après, il partait avec Craipeau pour la villa « Les Embruns » à Saint-Palais où il resta environ deux semaines comme garde. Peu après son retour, il fut l'un des rares membres de la Ligue non adhérent au groupe juif à se joindre à la scission organisée par ce dernier. Il devint le gérant de l'organe de l'Union communiste, puis de l'Union communiste unifiée (U.C.U.), *l'Internationale*, dans laquelle il écrivait d'ailleurs très peu. C'est sur mandat de l'U.C.U. qu'il participa à un Comité pour le congrès de fusion syndicale dont il fut le secrétaire ainsi qu'à la conférence contre la Guerre et l'Union sacrée qui se tint à Saint-Denis les 10 et 11 août 1935. Il fut très tôt convaincu, avec son ami Gaston Davoust, que l'U.R.S.S. avait cessé d'être un « Etat ouvrier » et que Staline exprimait en U.R.S.S. la politique et les intérêts d'une « nouvelle classe » reposant sur « l'exploitation des ouvriers ». Il donna son témoignage pour la commission d'enquête sur les procès de Moscou alors qu'il effectuait son service militaire comme officier de santé et, de ce fait, signa du pseudonyme de « Last » ou « Laste ».

Nous avons renoncé à suivre l'itinéraire politique ultérieur de Lastérad qui semble avoir rejoint une organisation née de la « Fraction de gauche », dite « bordiguiste », et continué à militer. Interrogé sur sa biographie politique pour le dictionnaire biographique, le « Maitron », il avait demandé à son interlocuteur s'il travaillait pour le G.P.U. ou pour la C.I.A. ! Il démentait la rumeur tenace que lui avait attribué, sous le pseudonyme de « Roussel » la violente et anti-trotskyiste histoire du trotskysme appelée *Les Enfants du Prophète*. Lastérad, par ailleurs, exerça à Montreuil son métier de médecin à la satisfaction et à l'estime générale jusqu'en 1978. Nous présentons nos regrets à sa famille.

**Le C.E.R.M.T.R.I.**

**Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les**

**Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux**

88, rue Saint-Denis - 75001 Paris

Tél. 42.33.47.92

*Un centre de documentation pour les chercheurs*

Ouvert les lundi, mercredi, vendredi de 13 h à 18 h

**Archives :** Journaux, revues, bulletins intérieurs, tracts, affiches des organisations révolutionnaires internationales.

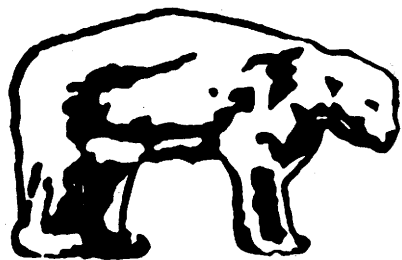
**Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. :** Bulletin trimestriel. A ce jour, 39 numéros parus et comportant des catalogues, répertoires ou reproductions de textes ou brochures anciens d'organisations révolutionnaires.

Abonnement annuel consultation : ..... 60 F  
Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : ..... 50 F  
couplé (consultation + Cahiers) : ..... 90 F

Le C.E.R.M.T.R.I. vend des documents anciens d'organisation révolutionnaires (journaux, revues, brochures).

**Vente de livres de la Librairie du Travail :** (originaux d'avant-guerre) :  
« L'abominable vénalité de la presse », (1931), de A. Raffalovitch, d'après les documents des archives russes (1897-1917).  
« M. Poincaré et la guerre de 1914 » (1935) de Gustave Dupin.  
« Culture prolétarienne » (1936) de Marcel Martinet (1936).

Tous ces livres au prix exceptionnel de 40 F (frais d'envoi compris).  
Règlement par chèque à l'ordre du C.E.R.M.T.R.I.



# L'OURS

---

## Un centre de documentation

- Une bibliothèque riche de plus de 15 000 volumes
    - Doctrines : œuvres de Proudhon, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, R. Luxembourg, etc.
    - Socialistes Français : J. Jaurès, J. Guesde, G. Mollet, F. Mitterrand, etc.
    - Livres d'Histoire et d'actualité.
    - Histoire du mouvement ouvrier : Français (P.S., P.C.), Européen (Italie, Allemagne, Pays de l'Est).
  - 500 collections de périodiques, Français et étrangers, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours
  - Des archives
    - Archives du P.S. S.F.I.O. (1944-1969) en cours de classement.
    - Archives de militants : M. Sembat, P. Faure, etc.
    - Une faible partie, pour l'instant, des archives de G. Mollet.
  - Documents divers
    - Sténographie des Congrès du P.S. S.F.I.O. (1905-1971).
    - Sténographie des Comités directeurs du P.S. S.F.I.O. (1944-1969):
    - Internationale socialiste : Congrès, circulaires, etc.
- 

---

## un instrument de travail...

*pour les chercheurs,  
les militants, les curieux.*

---

## Un lieu de débat

A L'OURS, c'est aussi, depuis 15 ans :

- Débattre :** 1977 : le problème foncier, débat avec E. Pisani.  
1979 : 1879-1979. 100 ans après, les chances du socialisme.  
1981 : l'unité de l'Europe.  
1983 : table ronde sur le Chili.
- Informier :** — Compte rendu des colloques dans les cahiers de L'OURS.  
— Un cahier et un journal mensuel.
- Proposer :** — Socialisme et marché.  
— Le problème de l'emploi.  
— Etude sur l'autogestion.  
— Manifeste sur l'Europe - mars 1984.
- 

Office Universitaire de Recherche Socialiste  
86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 555.08.60

*Envoi d'un spécimen sur simple demande.*

---

# CRITIQUE

*A Journal of Society Theory*

« *CRITIQUE* paraît deux fois par an. Revue scientifique, elle s'efforce d'analyser la société contemporaine, tant à l'Est qu'à l'Ouest, d'un point de vue critique, marxiste. Rejetant l'idée de socialisme dans un seul pays, et la possibilité qu'un pays puisse être en même temps socialiste et non démocratique, elle s'efforce de démontrer que les problèmes de notre temps sont dominés par la société. *CRITIQUE* s'efforce de publier des documents sur le développement de mouvements d'opposition socialiste en Europe de l'Est mais son objectif fondamental est de développer la méthode et l'économie politique marxiste tant à travers ses principes que son application ».

Dans le numéro 16 qui vient de paraître, une série d'articles sur «L'Economie Mondiale et la Grande-Bretagne», mais aussi Hillel Ticktin - Andropov: Désintégration et Discipline. M. Ellman et B. Simatupang: La Crise économique en Pologne. S. Sampson: La Roumanie est-elle une nouvelle Pologne? Y. Malmilahande: Une Explosion de Mécontentement en Esthonie.

Dans le prochain numéro, 17, un article de D. Filtzer sur «L'ouvrier soviétique dans les années 30», de B. Krawchenko sur «La Famine en Ukraine en 1933», des documents de Rakovsky sur «L'U.R.S.S. dans les années 20».

**Abonnements: (Europe continentale) 8 £**

**Le numéro: 4 £**

**CRITIQUE: 31 Clevedon Road, Glasgow G12 OPH  
(G.B.)**

D'APRÈS LES FILMS FOURNIS, CET OUVRAGE A ÉTÉ  
ACHEVÉ D'IMPRIMER EN SEPTEMBRE 1986  
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE  
LIENHART ET C<sup>ie</sup> A  AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3112. *Imprimé en France*

DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 1986

## ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25<sup>e</sup> volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV<sup>e</sup> Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10<sup>e</sup>) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des *Cahiers* au prix de 20F, port en sus (15F).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 50 F

**Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage**

Photo de couverture : Laval et Staline à Moscou, mai 1935.